

Une publication de la

Ligue Internationale des Travailleurs - Q.I.



Courrier International

10

Troisième époque

mars 2013 - année 4



MONDE ARABE DEUX ANS PLUS TARD... LA RÉVOLUTION CONTINUE

EUROPE

Le thème brûlant des
nationalités 14

ETATS-UNIS

Que signifie la réélection
d'Obama ? 34

LIT-QI

Grand meeting à
Buenos Aires 43

Table des matières

Présentation	1
Actualité	
Monde arabe : Deux ans plus tard... la révolution suit son cours	2
Il faut un parti socialiste révolutionnaire en Syrie. Entretien avec Sara Al Suri	8
Il y a un renouveau de la lutte en Palestine. Entretien avec Soraya Misley	10
La cause palestinienne à Porto Alegre	11
Les élections en Israël : Nétanyahou en sort affaibli	12
Europe	
Espagne : La brûlante question des nationalités	14
Le marxisme révolutionnaire et la question nationale	18
Le cas de la Belgique : Un problème de nationalités ?	20
Italie : Qu'est-ce que la Ligue du Nord	21
Italie : No Austerity – Coordination de luttes	23
Femme	
8 mars : Des attaques, des combats, et une conquête importante à défendre	24
La dépénalisation de l'avortement en Uruguay : Une importante conquête démocratique	26
La leçon qui vient d'Inde : Des hommes et des femmes luttent côte à côte contre les viols !	29
Campagne	
La recherche de Stephany Carolina Garzón Ardila : Nous exigeons la réorientation de l'enquête !	31
ASFADEC lutte pour les disparus en Equateur	33
Pays	
Etats-Unis, après les élections de 2012 Il faut construire un mouvement indépendant de la classe ouvrière	34
Venezuela : Même si Chávez revenait, rien ne sera plus comme avant	39
Vie de la LIT-QI	
Campagne « 30 ans » ; Grand meeting à Buenos Aires	43
La légalisation et participation électorale des sections de la LIT-QI	45
Les révolutionnaires et les élections	46
Réorganisation	
Rencontre syndicale internationale	47
Entretien avec Dirceu Travesso (dirigeant de CSP-Conlutas)	48

Présentation



Dans *Actualité*, section principale de ce numéro 10 de Courrier International, nous analysons la situation des processus révolutionnaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, deux ans après leur lancement en Tunisie. Nous analysons tout d'abord la situation dans trois pays. En Egypte, il y a la contradiction qu'un solide processus de lutte suit son cours dans le cadre d'un régime dominé par les militaires et partiellement recyclé en accord avec les Frères musulmans. En Libye, la bourgeoisie est parvenue à

restaurer partiellement l'Etat et l'armée bourgeois après la chute du régime de Kadhafi. Et en Syrie, la guerre civile affiche un équilibre relatif entre les rebelles et le régime d'Al Assad. Dans ce contexte, nous revenons sur la controverse concernant ces processus : s'agit-il, oui ou non, de révolutions, et quelle doit être la position des révolutionnaires face à eux. La section se termine avec des interviews de Sara Al Suri (militante syrienne) et de Soraya Misleh (militante palestinienne-brésilienne), ainsi qu'avec un article sur les récentes élections en Israël.

Dans la section concernant l'Europe, nous abordons la brûlante question des nationalités, bien d'actualité en Espagne avec les processus catalans et basques, mais aussi présente dans plusieurs autres pays, notamment en Ecosse ; ou faussement revendiquée par les Flamands (Belgique) et par la Ligue du Nord (Italie). Les textes évoquent les positions et l'analyse de Lénine, référence incontournable sur ce thème, avec ses élaborations qui combinent la défense du droit à l'autodétermination, comme dans le cas Catalan par exemple, à la position de maintien de l'unité de la classe ouvrière au-delà de ses nationalités. En même temps, nous expliquons pourquoi nous n'avons pas la même position dans d'autres situations, comme celle de la Ligue du Nord italienne, que nous consi-

dérons comme une revendication réactionnaire.

Nous présentons également un dossier concernant le 8 Mars, la Journée internationale de la femme, avec des articles sur la légalisation de l'avortement en Uruguay et sur les manifestations de masse en Inde contre un viol collectif violent et la mort qui s'en suivit d'une jeune étudiante universitaire. Dans cette section, nous incluons aussi la poursuite de la campagne pour notre camarade disparue, Carolina Garzón, une disparition probablement liée à la honteuse traite d'êtres humains pour la prostitution.

Dans la section sur la situation dans différents pays, on trouvera des articles sur le sens et les perspectives de la réélection de Barack Obama aux Etats-Unis et sur la maladie d'Hugo Chavez au Venezuela. En ce qui concerne la *Réorganisation*, nous nous référons à la fondation de la Coordination syndicale de luttes *No Austerity* et à la convocation, par plusieurs syndicats, de la *Rencontre syndicale de Paris*, du 22 au 24 mars.

Enfin, sous la rubrique *Vie de la LIT-QI*, nous présentons des articles sur le rassemblement qui a eu lieu à Buenos Aires, le 1er décembre, comme point culminant de la campagne pour le 30e anniversaire de la fondation de notre organisation, ainsi qu'une note sur la légalisation et la participation aux élections dans plusieurs de ses sections.

L'éditeur



Deux ans plus tard... La révolution suit son cours

Ronald León Núñez

La région stratégique de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient est secouée par une importante vague de révolutions populaires qui ont transformé la carte politique de la région tout entière.

Ce cycle de révolutions – décrit par John Kerry, le nouveau ministre des Affaires étrangères aux Etats-Unis, comme « le plus grand bouleversement depuis la chute de l'Empire ottoman » – représente la preuve la plus complète et incontestable du cuisant échec de la campagne idéologique de l'impérialisme, qui a essayé de décréter « la fin de l'histoire et des révolutions ». Les voilà donc, ces révolutions, imposantes et terrifiantes pour les classes possédantes. Les peuples opprimés renversent de nouveau des gouvernements et des régimes en place depuis des décennies, et ils entament des révolutions qui ont commencé avec une étincelle qui a enflammé une plaine, sèche depuis longtemps.

Le 17 décembre 2010, un jeune Tunisien, nommé Mohamed Bouazizi, n'en pouvait plus quand la police le gifla dans la rue et confisqua son chariot de vente de fruits. Il prit la décision de s'incendier comme un bonze, dans un acte désespéré de protestation contre la situation économique et l'oppression de la dictature de Ben Ali.

Cette étincelle a mis le feu aux poudres révolutionnaires en Tunisie et dans la région. Elle a déclenché un processus social et politique profond, incubé pendant des décennies avant d'exploser dans une onde expansive vigoureuse. Cela a confirmé une loi établie en son temps par Léon Trotsky : « Toute révolution est impossible jusqu'à ce qu'elle devienne inévitable. » Les dictateurs en Tunisie, en Egypte, en Libye et au Yémen ont été délogés par l'action des masses. Une guerre civile longue et sanglante est en cours en Syrie, sans perspective de solution à court terme, et la lutte palestinienne se réanime.

Les faits abondent et les contradictions sont complexes. Le moment historique dont nous sommes témoins

nous impose impérativement la discussion d'un bilan, bien que temporaire, afin d'en tirer les leçons et de préciser les perspectives du processus dans son ensemble.

Les combattants révolutionnaires et les militants honnêtes se posent pas mal de questions. Quelle est la nature du processus ? S'agit-il, oui ou non, de révolutions ? Et de quel type ? Les masses, ont-elles progressé ou régressé ? Quelle est la politique centrale de l'impérialisme ? De quel genre de directions les masses disposent-elles actuellement et quel est leur rôle ? Quels devraient être la position, le programme et la politique des révolutionnaires ?

Des révolutions sont des révolutions

Il y en a qui disent que ce qui se passe dans le monde arabe n'a rien à voir avec une révolution, même parmi ceux qui se disent trotskystes. Les dirigeants du castro-chavisme affirment qu'il s'agit d'une « contre-révolution » et soutiennent les dictateurs sanguinaires, remis en question par les masses.

Il y en a qui arrivent à la même conclusion que les chefs « boliviens » avec des arguments plus « gauchistes ». Ces analystes s'efforcent de démontrer « théoriquement » que ce qui se passe n'est rien d'autre qu'une simple « vague de protestation et de rébellion »¹, étant donné que les faits ne remplissent pas les conditions de leurs schémas rigides. A ceux-ci, Trotsky répondrait :

« Le trait le plus incontestable de la Révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. D'ordinaire, l'Etat, monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais, aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les

masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels, et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. Qu'il soit bien ou mal, aux moralistes d'en juger. Quant à nous, nous prenons les faits tels qu'ils se présentent, dans leur développement objectif. L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées. »²

Il y a lieu de leur poser quelques questions : Qu'est-ce qu'elles font alors, les masses égyptiennes, syriennes, tunisiennes ou libyennes – avec toutes leurs contradictions et limites –, si ce n'est « intervenir directement dans les événements historiques » et « régler leurs propres destinées » ? Comment peut-on ne pas qualifier ces puissants processus objectifs – qui renversent des dictateurs et toutes sortes de « représentants traditionnels » et se présentent comme un « point de départ » pour avancer – de « révolutions » ?

Il y en a aussi qui, à juste titre, disent que nous sommes bien en présence de révolutions et soutiennent la lutte des masses contre les dictatures, comme le *Mouvement de gauche socialiste* (MES), un courant réformiste au sein du PSOL brésilien. Mais cette appréciation correcte a ses limites, car ils l'encadrent, sans se l'avouer, au sein d'une erreur stratégique globale, la conception stalinienne de la « révolution par étapes » :

« S'agissant de révolutions démocratiques, ceux qui proposent actuellement comme tâche le drapeau du socialisme sont absolument à côté de la plaque. Actuellement, il n'y a aucune possibilité de créer une alternative de masse sous ce mot d'ordre. Ce qu'il y a, c'est la possibilité de détruire d'anciens régimes et de

conquérir l'indépendance par rapport à l'impérialisme ».³

Le MES soutient, tout comme les partis européens dits « anticapitalistes », les révolutions arabes dans le cadre uniquement du renversement de dictatures et de la conquête de la « démocratie radicale », car, pour eux, le processus n'est rien d'autre qu'une « révolution démocratique » qui doit nécessairement s'arrêter avec la chute des régimes dictatoriaux. Pour eux, la perspective socialiste, la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le peuple opprimé pour avancer des tâches démocratiques vers les tâches anticapitalistes, ne se pose tout simplement pas dans la réalité.

Ceci dit, la position de la LIT-QI est, depuis le début, qu'il y a des révolutions dans cette région et que ces révolutions ont un contenu et un parcours *objectivement socialiste*, malgré le fait qu'elles *commencent* essentiellement pour des problèmes démocratiques et que le caractère socialiste reste toujours *inconscient*.

Elles sont socialistes parce qu'elles font face à des gouvernements et des régimes qui soutiennent les Etats bourgeois et sont profondément pro-impérialistes. En d'autres termes, la lutte des masses fait face *objectivement* au capitalisme et à l'impérialisme. Si ce caractère anticapitaliste et socialiste est toujours inconscient, c'est dû à l'absence d'une direction révolutionnaire et internationaliste.

Compte tenu de ce qui précède, nous soutenons sans réserve ces révolutions – dirigées par qui que ce soit – et nous sommes en première ligne dans la lutte pour la chute des dictateurs et la conquête de larges libertés démocratiques pour les peuples. Nous nous engageons dans cette lutte avec la stratégie que l'action révolutionnaire des masses ne s'arrête pas à ce « point de départ » (la chute des dictatures) et continue à avancer vers le socialisme dans chaque pays et dans toute la région, comme une partie de la révolution socialiste mondiale.

L'hiver arabe ?

Deux ans après le début de la vague révolutionnaire, nombreux sont ceux qui affirment qu'elle a reculé ou qu'elle s'est « déviée ». Les arguments ne manquent pas, à droite ou à « gauche », pour conclure que « le printemps » a cédé la place à « l'hiver » : Ce qui a commencé

« pacifiquement » a mené à la guerre civile en Libye et en Syrie ; Ce sont les secteurs islamistes qui ont augmenté leur influence ou qui gouvernent déjà en Egypte et en Tunisie ; L'impérialisme et les directions bourgeoises ont « séquestré » les « rébellions ».

La révolution a-t-elle avancé ou reculé ? L'essentiel est de répondre aux questions suivantes : L'impérialisme et la bourgeoisie de la région, ont-ils réussi à vaincre le processus révolutionnaire et stabiliser la région ? Sont-ils plus fort qu'avant le début de la vague de révolutions, ou sont-ils plus faibles ?

Pour nous, la révolution n'a pas été vaincue et l'impérialisme n'a pas non plus réussi à stabiliser la région, en dépit de ses efforts et de toute l'aide donnée par les directions bourgeoises, comme les Frères musulmans et d'autres en Libye et en Syrie.

Au contraire, avec ses contradictions et ses inégalités de rythme et d'ampleur politico-militaire, la révolution continue d'avancer et de porter des coups à la domination capitaliste et impérialiste. Passons en revue, ne fût-ce que brièvement, les processus les plus importants de la région (la Syrie, l'Egypte et la Libye).

La Syrie : une guerre civile sanglante est en cours

Actuellement, le point culminant de ce processus révolutionnaire se trouve en Syrie, où le peuple a pris les armes pour renverser la dictature sanglante de Bachar Al Assad, la continuation d'un régime en place depuis 40 ans.

L'ONU estime le nombre de morts à environ 70 000. Plus de 800 000 personnes ont quitté le pays, fuyant les massacres du régime, et survivent maintenant dans les conditions effroyables des « camps de réfugiés » au Liban, en Turquie et en Jordanie.

Les rebelles regroupés dans l'Armée syrienne libre (ASL) ont libéré et pris sous contrôle, après plusieurs mois d'intenses combats et d'avancées et de reculs, de grandes zones dans les environs d'Alep (centre économique du pays) et à Idlib dans le Nord-ouest, ainsi que plusieurs populations près de Homs, une partie de la vallée d'Al Qalamoun (sur la frontière avec le Liban), et des bandes de terre qui bordent Israël et la Jordanie au Sud.



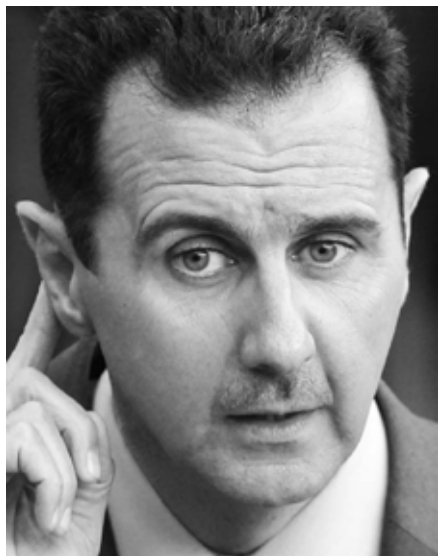
"Winning the Arab Spring"

Au moment de mettre cet article sous presse, les troupes rebelles mènent des attaques dans diverses parties de Damas, fief du régime et des hauts dirigeants militaires. Pendant des mois, les combats se limitaient à la périphérie de la ville, une situation qui contraignait le régime à bombarder des quartiers de la capitale elle-même. Maintenant, les affrontements armés s'intensifient et se multiplient dans les zones du centre-ville. La dernière fois que les rebelles avaient réussi à frapper au cœur du système, c'était lors de l'attaque de juillet dernier, où plusieurs hauts gradés militaires, y compris le frère aîné lui-même d'Al Assad, ont trouvé la mort.

Ces avancées militaires rebelles vont de pair avec une situation économique de plus en plus intenable pour Al Assad, une situation aggravée encore par la destruction infernale due à ses propres bombardements massifs et par les sanctions internationales qui pèsent sur son régime.

Toutefois, le fait est qu'Al Assad maintient la supériorité militaire, en particulier dans le domaine de l'aviation et des véhicules blindés. Il dispose aussi toujours du soutien militaire et économique de l'Iran, de la Russie et de l'Hezbollah, ainsi que de celui des gouvernements castro-chavistes, en particulier du gouvernement du Venezuela de Hugo Chavez, qui continue à fournir le combustible pour les avions qui massacrent le peuple syrien. En dépit de l'héroïsme et des succès indéniables des rebelles, tous ces éléments empêchent une percée décisive de la révolution et établissent une situation où la fin de la guerre civile semble lointaine et incertaine.

La LIT-QI soutient inconditionnellement la lutte armée du peuple syrien – dirigée politiquement par qui que ce soit –, car son triomphe sera celui de tous les peuples du monde et créera de meilleures conditions pour faire avancer la révolution dans toute la région. Et



Bachar Al Assad, le dictateur de la Syrie.

elle lance, à partir de cette position, un appel aux travailleurs et au peuple syriens, à ne pas faire confiance à l'impérialisme ni aux directions bourgeoises et à construire leurs propres outils politiques, pour que la révolution ne s'arrête pas avec la chute d'Al Assad et avance vers la satisfaction des besoins les plus profonds des masses, c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le peuple.

L'Egypte : « Le peuple veut la chute du régime ! »

Dans ce pays, le plus peuplé et le plus important du monde arabe, le deuxième anniversaire s'est célébré avec des dizaines de milliers de manifestants dans les rues des grandes villes.

La révolution ne s'est jamais arrêtée. Des milliers de travailleurs et de jeunes exigent que le gouvernement des Frères musulmans, présidé par Mohamed Morsi, donne suite aux exigences démocratiques et économiques non satisfaites depuis le renversement de Moubarak en février 2011. Les exigences les plus scandées dans les manifestations sont les mêmes qu'il y a deux ans : « Pain, Liberté et Justice sociale » ; et « Le peuple veut la chute du régime ! » Le gouvernement de Morsi, ensemble avec le sommet militaire, répond par une répression brutale et un durcissement encore plus grave du régime.

Afin de mieux comprendre la situation, il faut s'attarder un instant sur la question du régime politique. Il n'y a pas de doute que la révolution a remporté une première victoire très importante, en renversant Moubarak, le

dictateur détesté. Cependant, en dépit de la forte mobilisation populaire, et à cause de la trahison des directions traditionnelles, très bien implantées dans le peuple, principalement les Frères musulmans, le renversement de Moubarak ne représente pas la chute du régime politique, qui continue à être basé sur la prééminence et les énormes privilèges économiques du haut commandement militaire.

Les généraux égyptiens, soutenus maintenant par le gouvernement de Morsi, contrôlent toujours environ 40 % de l'économie, disposent souverainement de leur propre budget, et nomment le ministre de la Défense. Ils continuent en outre d'occuper la deuxième place, après Israël, parmi les bénéficiaires de « l'aide militaire » des Etats-Unis (1,4 milliard de dollars par an).

Les militaires détiennent toujours les rênes du pouvoir économique et politique en Egypte, d'abord par le biais de la junte militaire dirigée par le maréchal Tantaoui, puis par le pacte contre-révolutionnaire entre la Fraternité et le haut commandement militaire, un pacte qui a permis à Morsi d'accéder à la présidence, en échange du maintien intact des intérêts et des privilèges de l'armée. Compte tenu de ce qui précède, nous pouvons dire que le régime, sans Moubarak, est maintenu et soutenu par ce pacte.

Son essence (bonapartiste, répressive et de soumission à l'impérialisme) n'a pas changé. Le régime a été rénové. Il n'a pas été détruit (contrairement à ce qui s'est passé en Libye). La situation générale est évidemment très différente de celle de l'ère Moubarak. En raison de l'impact de la révolution, le régime a dû s'adapter au processus révolutionnaire en cours et a dû « modifier quelque chose pour tout garder ». Il y a maintenant beaucoup de nouveaux partis, et d'autres qui étaient presque interdits, comme la Fraternité elle-même, jouent un rôle de premier plan. Il y a de nouvelles organisations, des syndicats et un climat de mobilisation permanente, et le régime n'a plus autant de facilité qu'avant pour réprimer ouvertement.

La LIT-QI corrige sa première caractérisation

Un coup d'œil rapide pourrait donner la fausse impression d'un changement de régime. La LIT-QI a caractérisé pendant de nombreux mois que la chute de Moubarak a représenté également

la chute du régime. C'est ainsi que nous le définîmes lors de notre dixième Congrès mondial (2011). Après avoir mieux étudié la réalité et discuté les faits nouveaux, nous corrigeons cette caractérisation erronée. Nous avons pu voir que les changements ne sont pas qualitatifs, bien qu'un produit direct de la révolution, et ne configurent pas un nouveau régime. Ce sont des réformes (plus ou moins profondes) au même régime qui se base sur les forces armées en tant qu'institution fondamentale.

Rien n'est défini. Le peuple exploité qui a renversé Moubarak n'est pas satisfait et ira plus loin. En appliquant dans la pratique le critère, que chaque conquête doit être le point de départ pour une autre conquête plus avancée, les masses égyptiennes augmentent leurs manifestations.

La différence est que ces manifestations sont maintenant nécessairement confrontées avec le gouvernement de Morsi, et non avec Moubarak ou avec la junte militaire de Tantawi. Cela fait que l'expérience devient plus claire et concrète. Dans chaque lutte, dans chaque vague de manifestations, dans chaque répression ou déclaration de l'état de siège, le vrai visage de la Fraternité se révèle davantage au peuple, ainsi que son rôle de gardien pour maintenir le système et d'instrument de l'impérialisme pour vaincre la révolution.

La Libye : la reconstruction de l'Etat bourgeois fait des progrès

La révolution libyenne était la plus profonde de toutes dans la région. Avec leur mobilisation révolutionnaire et la lutte armée, les masses ont démolé le régime dictatorial et pro-impérialiste de Kadhafi et ont ensuite lynché le dictateur.

Le peuple en armes a remporté une victoire énorme et a été le protagoniste d'une révolution politique démocratique triomphante, en liquidant un régime totalitaire dans un pays capitaliste. Dans le cas de la Libye, il s'agit clairement d'une révolution « socialiste inconsciente » très profonde, car par leur action révolutionnaire, les masses ont détruit le pilier fondamental du régime et de l'Etat bourgeois lui-même : l'armée.

La force du processus a contraint l'impérialisme à intervenir, surtout quand il a vu la nécessité de se débarrasser de Kadhafi – qu'il avait soutenu

jusqu'à la dernière minute –, devenu incapable de vaincre la révolution.

Dans ce cadre, les Etats-Unis et l'impérialisme européen ont organisé une intervention militaire, par le biais de l'ONU et de l'OTAN, pour renverser Kadhafi (se limitant à des frappes aériennes à cause des contraintes politiques). Ils ont ainsi réussi à redorer leur blason et à se placer dans de meilleures conditions pour tenter de vaincre la révolution populaire.

Dans le même temps, l'impérialisme a encouragé et renforcé une alternative de pouvoir à travers le Conseil national de transition (CNT) et il s'est donné comme but la reconstruction, le plus rapidement possible, de nouvelles forces armées et de l'Etat bourgeois lui-même.

En ce sens, c'est un fait que l'impérialisme et les nouveaux dirigeants libyens ont fait des progrès – en raison de l'absence d'une direction révolutionnaire – dans trois domaines. 1) Ils ont coopté de nombreux chefs de milice et les ont incorporés au gouvernement. 2) Ils ont incorporé de nombreuses milices dans les nouvelles forces armées et dans l'Etat qu'ils tentent de reconstruire. L'abandon de l'aéroport international de Tripoli (d'une importance stratégique et un symbole de la force de la milice), et d'autres événements similaires où des milices entières ont remis leurs armes au nouveau gouvernement représentent des avancées importantes pour la contre-révolution. 3) Des élections ont eu lieu, avec une très bonne participation populaire et le soutien de nombreuses milices.

Les élections législatives marquent un événement important dans le démontage de la révolution. Elles ont eu lieu le 7 juillet et étaient les premières depuis 1964. 200 députés ont été élus pour composer le Congrès national libyen (CNL). La participation était de 62 % du registre national. Le CNT et l'impérialisme, soutenus par le désir populaire d'exercer des droits démocratiques comme le vote (interdit par des décennies de dictature), sont parvenus à canaliser dans les élections une partie importante des aspirations populaires pour le changement.

Combien l'impérialisme et la CNT ont-ils avancé dans le démontage et le désarmement des milices populaires qui ont renversé Kadhafi ? Ce processus est également en progression. En l'absence d'une direction révolutionnaire

pour guider l'action du peuple – dans le sens de faire avancer sa révolution vers la prise du pouvoir politique et la mise en place d'un gouvernement ouvrier, paysan et populaire –, des centaines de milices ont commencé à se vider d'amples secteurs de masses, en plus de se diviser et de commencer à défendre des intérêts sectoriels et des zones d'influence. Ces milices sont fatiguées d'une guerre civile qui a coûté 50 000 morts, et des sacrifices matériels, dus à la paralysie de l'économie. Et elles essayent de reprendre leur vie d'avant la révolution et affichent de grands espoirs dans les élections et dans toute la propagande de l'impérialisme et des autorités libyennes concernant la tâche « nationale », qui serait maintenant celle de « reconstruire les institutions et le pays ».

Bien sûr, cela ne signifie pas que les milices ont disparu de la scène politique. Il y en a encore beaucoup qui continuent de lutter contre des secteurs partisans de Kadhafi, et qui contrôlent des centaines de prisonniers, anciens collaborateurs de l'ancien régime. La tendance n'est toutefois pas vers la réorganisation démocratique et la poursuite de la lutte en vue de nouveaux objectifs révolutionnaires, mais plutôt vers la dissolution ou l'incorporation dans les nouvelles forces armées bourgeoises.

Le mouvement ouvrier

Le mouvement ouvrier, d'une importance stratégique pour le progrès de la révolution, joue un rôle inégal dans la région. Il donne des signes de réorganisation et de lutte en Egypte et en Tunisie, mais il est quasiment absent en Libye et en Syrie.

En Egypte, la classe ouvrière a joué un rôle dans la période avant et pendant le renversement de Moubarak. En 2012, il y eut une série de grèves ouvrières, en particulier dans l'entreprise textile de l'Etat à Mahalla, avec plus de 24 000 salariés, une référence nationale. La grève exigeait de meilleurs salaires, des prestations de retraite plus élevées et le licenciement des représentants du gouvernement déchu de Moubarak. La grève s'est étendue à d'autres régions.

Un processus similaire a eu lieu en Tunisie. En 2012, il y a eu diverses luttes

radicales dans plusieurs villes, avec des barrages routiers et des grèves dans la métallurgie et l'électronique. L'an 2013 a commencé avec une grève générale forte contre le gouvernement islamiste du parti Ennahda, qui a presque paralysé le pays, 1,5 million de travailleurs y ayant adhéré. La grève avait été lancée par l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), qui a un demi-million de membres et est la centrale la plus puissante en Afrique du Nord.

En ce sens, une politique pour réorganiser le mouvement ouvrier dans ces pays sur la base d'un programme clair d'indépendance de classe est indispensable. Avec cette politique, il faut disputer sur toute la ligne à la fois les luttes économiques et celles de caractère démocratique, à commencer par le plein droit d'organisation politico-syndicale et de grève. Cette bataille est et sera une lutte contre les directions bureaucratiques et bourgeoises (religieuses ou non) qui font tout pour diviser et freiner le mouvement ouvrier et de masses.

La politique de l'impérialisme

Pour vaincre la révolution, l'impérialisme utilise diverses tactiques qui varient selon la situation de chaque pays. Face à la mobilisation des masses, sa première réaction a toujours été de soutenir le plus possible les dictateurs ou les monarchies serviles. Ce n'est que lorsque ce soutien n'était plus viable (qu'il attisait le feu au lieu de l'éteindre), que Washington s'est mis à défendre le départ de certains de ses anciens alliés. Obama a dû exiger le départ de Moubarak, de Kadhafi et maintenant d'Al Assad, après les avoir appuyés à l'extrême.

Dans le calcul de l'impérialisme, « il est préférable de perdre la bague que le doigt ». Il s'agit de se repositionner tactiquement, ce qui n'a rien à voir avec un soutien de revendications économiques et démocratiques des masses arabes. En retirant le soutien aux dictateurs, l'impérialisme cherche à apparaître comme le champion de « la démocratie » et des « droits humains », toujours afin de mieux se placer pour atteindre son objectif stratégique.

Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat pendant le premier gouvernement de Barack Obama.





L'accord entre la Fraternité et les militaires soutient le régime égyptien.

gique : vaincre une révolution d'ampleur régionale.

On ne saurait lui reprocher une « inflexibilité tactique » : il critique les « violations des droits humains » et appelle à la « démocratie », alors qu'il n'a pas hésité à soutenir la répression sanglante des manifestations révolutionnaires à Bahreïn par les troupes de l'Arabie Saoudite, et qu'il continue de soutenir les monarchies tyranniques de ce dernier pays et de la Jordanie.

Il profite des aspirations démocratiques des peuples qui se libèrent des dictatures et il stimule les processus électoraux (législatifs, constitutionnels ou référendaires), comme il l'a fait en Egypte, en Libye et en Tunisie. En Egypte, il a soutenu la junte militaire qui a succédé à Moubarak, jusqu'à obtenir le plein engagement de la Fraternité de respecter les piliers du régime. Actuellement, en dépit de sa prédication contre la « menace islamique », il soutient la Fraternité et l'utilise comme un outil précieux pour semer la confusion et contenir la lutte révolutionnaire dans plusieurs pays.

Là où le peuple a pris les armes, il voudrait bien intervenir avec ses troupes et toute sa puissance militaire pour écraser la révolution, mais il ne dispose pas des conditions politiques pour cela, principalement en raison de sa défaite historique en Irak et en Afghanistan, dont l'impact est encore toujours négatif.

En Libye, il s'est limité à une intervention aérienne, et en Syrie, il est clair que son orientation n'est pas celle d'une intervention militaire. Obama lui-même a été très clair : « Dans une situation comme celle de la Syrie, je dois me demander si cela ne pourrait pas déclencher une violence encore pire ou même provoquer l'utilisation d'armes chimiques. » John Kerry, le nouveau secrétaire d'Etat, s'est félicité que la

stratégie en Libye « a obtenu l'objectif sans mettre un seul soldat sur le terrain », et il a ajouté : « Nous savons tous que la diplomatie américaine ne se limite pas aux "drones" et au déploiement de troupes. » Ce point de vue est partagé aussi par les dirigeants européens. Le ministre allemand de la Défense, Thomas de Maizière, a déclaré qu'une intervention militaire lui semble « légitime », mais il a noté « qu'il faudrait entre 100 000 et 200 000 soldats pour aspirer à avoir un certain succès » contre l'armée d'Al-Assad. Et cela aurait – disons-nous – des conséquences imprévisibles pour l'impérialisme. Ce n'est donc pas son premier choix aujourd'hui.

Malgré des succès relatifs, l'impérialisme est encore loin de réaliser son désir de vaincre la révolution et de stabiliser la région. Lui et ses marionnettes, les bourgeoisies arabes, doivent faire face à l'action des masses qui, en plus de remettre en question les dictatures, ont une conscience et une haine anti-impérialistes qui ne se sont pas estompées avec toutes les pirouettes d'Obama. Cela s'est manifesté dans la vague de protestations radicales contre les ambassades et les symboles impérialistes, en septembre dernier, dans presque tous les pays arabes et musulmans.

Les perspectives

Ces révolutions sont un processus international unique. Il est faux – et cela ne sert qu'à la contre-révolution – d'analyser le processus de manière fragmentée, comme si ce qui se passe en Egypte et en Tunisie serait différent de ce qui se passe en Libye et en Syrie. Cette fragmentation est bien l'objectif, de la presse capitaliste dans le monde entier, bien sûr, mais également du stalinisme et du courant castro-chaviste.

Cela les amène à affirmer qu'il était correct de soutenir la lutte des peuples égyptien et tunisien contre leurs dictateurs, mais qu'il est « contre-révolutionnaire » et « dans l'intérêt de l'impérialisme » de soutenir la lutte des Libyens et des Syriens contre Kadhafi ou Al Assad, ceux-ci étant prétendument des dirigeants « anti-impérialistes et antisionistes », ce qui est un gros mensonge et un prétexte pour soutenir des dictateurs génocidaires. Ainsi, en plus d'être complices de ces dictateurs tachés de sang, ils capitulent devant l'impérialisme, en lui laissant la voie ouverte pour s'emparer cyniquement

de la bannière de la « défense des libertés démocratiques ».

Dans la même position se retrouvent les sectes qui conditionnent leur soutien à la révolution en Libye ou en Syrie à un certain nombre d'exigences : l'existence du rôle central de la classe ouvrière organisée et d'un parti révolutionnaire. Etant donné que ces éléments n'existent pas, la révolution devient contre-révolution (à cause des directions bourgeoises des masses et de l'intervention – armée ou non – de l'impérialisme) ; et les masses sont dénoncées comme agents de l'impérialisme (« les troupes terrestres de l'OTAN »). Objectivement, ces sectes se placent dans le camp militaire des dictatures, contre les masses. Telle est la position honteuse de plusieurs organisations, y compris des organisations « trotskystes » comme l'organisation internationale du PTS argentin, la Fraction trotskyste.

Pour la LIT-QI, cette vague de révolutions est un processus continu unique et il fait partie de la révolution socialiste mondiale. Comme nous l'avons dit, la révolution dans son ensemble, avec toutes ses contradictions et ses limites, suit son cours. Le processus est inégal, avec des victoires et des défaites des masses, mais il continue.

Le sentiment anti-impérialiste permanent s'ajoute à la haine contre les dictatures. Et ce sentiment s'applique aussi à l'Etat nazi-sioniste d'Israël, étant donné le fait qu'il s'agit d'une enclave militaire et politique avec des décennies d'agression militaire impérialiste et d'usurpation de territoires des peuples arabes, principalement du peuple palestinien.

Les révolutions ont eu leur impact en Palestine, l'avant-garde historique du monde arabe. Nous assistons à une renaissance de sa lutte pour la libération. Cela s'est démontré dans la résistance héroïque à la dernière agression sioniste contre Gaza, qui s'est terminée par un cessez-le-feu (dans la pratique, un revers d'Israël), ainsi que de manière déformée, dans l'acceptation de la Palestine comme « Etat observateur » des Nations Unies en novembre dernier.

Les luttes en Egypte, la grève générale en Tunisie, les luttes économiques et démocratiques en Jordanie et à Bahreïn, la vague de protestations anti-impérialistes de septembre dernier et le développement de la lutte armée du

peuple syrien démontrent, selon une récente déclaration de la LIT-QI, que « l'herbe est sèche et la moindre étincelle peut générer des incendies plus ou moins importants. Il en est ainsi parce que les problèmes structurels qui ont déclenché la vague de révolutions dans la région n'ont pas été résolus, loin de cela. »

La crise économique et sociale aiguë dans la région a été un élément objectif qui a déclenché la vague de révolutions. Cette tendance se poursuit en dépit des inégalités. Le FMI prévoit une croissance globale supérieure à 3,6 % en 2013. Les prévisions pour la Tunisie et l'Égypte sont respectivement d'une croissance de 3,3 % et de 3 %. L'économie syrienne tombera de 20 % et celle de l'Iran de 0,9 %. On estime également que les six membres du Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite et Emirats Arabes Unis) ne vont croître que de 3,7 % en 2013, le niveau le plus bas depuis 2009.

Même avec cette croissance conjoncturelle, on ne peut pas prévoir une prospérité et une stabilité politique. La crise économique, politique et sociale continuera, avec des inégalités. Le FMI lui-même le reconnaît : « La croissance restera inférieure aux tendances à long terme et le chômage augmentera à cause d'une demande extérieure plus faible, des prix élevés de la nourriture et des combustibles, des tensions régionales et de l'incertitude politique ».⁴

Il est essentiel de suivre le rythme de l'économie de la région afin d'estimer la marge de manœuvre dont l'impérialisme et les bourgeoisies arabes disposent pour faire face au processus révolutionnaire.

Le problème de la direction des masses

L'absence d'une direction révolutionnaire, ouvrière, socialiste et internationaliste pour ce processus est l'élément primordial en faveur de l'impérialisme et de la contre-révolution, et le principal obstacle à la révolution.

Cette absence a un prix et continuera à l'avoir. Les effets négatifs de ce problème historique, nous les voyons en Égypte, en Libye et en Syrie. Il n'y a donc pas de tâche plus urgente et plus nécessaire que celle de se battre pour construire une direction politique révolutionnaire et internationaliste, dans le feu de l'intervention dans les ardents processus des révolutions, afin de mener chaque affrontement dans le cadre

d'un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste conséquent, c'est-à-dire socialiste révolutionnaire.

Le programme et les tâches de la révolution

La révolution n'est pas linéaire ni synchronisée. Pour déterminer le programme et la politique, il est essentiel d'avoir ce point au clair. Les tâches et l'organisation du programme varient selon les pays. Là où les monarchies réactionnaires ou les dictatures n'ont pas été renversées (la Syrie, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Égypte, Bahreïn, etc.), il est impératif que le point de départ du programme révolutionnaire soit la chute de ces régimes et la conquête de larges libertés démocratiques dans le cadre de la lutte pour le pouvoir ouvrier et socialiste.

Dans les pays où les régimes totalitaires ont déjà été renversés (la Libye et la Tunisie), une politique de réorganisation du mouvement ouvrier et des masses s'impose, à partir d'un programme de classe qui fait face aux nouveaux gouvernements et régimes démocratiques bourgeois, aussi avec la perspective socialiste.

Dans chaque pays, il est indispensable d'organiser le programme, à partir de la réalité concrète et sur la base des tâches posées et du niveau de conscience, afin de mobiliser la classe ouvrière et le peuple et de trouver et de proposer – à partir de cette mobilisation – les mots d'ordre qui conduisent jusqu'à la prise du pouvoir.

Il faut un programme qui va bien au-delà des chutes des dictatures – une étape fondamentale, mais partielle – ou des explosions spontanées contre les ambassades américaines. Il faut un programme qui part des aspirations démocratiques : le châtement des crimes des dictateurs et des personnages des régimes dictatoriaux ; la confiscation de toutes leurs fortunes ; la convocation à des Assemblées constituantes

Mobilisation en Syrie au début de la lutte contre la dictature d'Al Assad.



libres et souveraines pour assurer la rupture et l'annulation de tous les pactes politiques et des contrats pétroliers et commerciaux avec l'impérialisme et ses entreprises, en plus d'établir le non-paiement de la dette.

Dans le même temps, il faut expliquer patiemment que ces assemblées constituantes, pour être vraiment libres et souveraines, doivent être convoquées par des gouvernements ouvriers, paysans et populaires (la dictature révolutionnaire du prolétariat). Seul un tel gouvernement pourra mener jusqu'à la fin la réalisation des tâches démocratiques et mettre les économies riches de ces pays au service de leurs peuples et des peuples du monde, moyennant l'expropriation et la nationalisation de la terre, des banques et des compagnies pétrolières et stratégiques qui se trouvent dans les mains de l'impérialisme ou des bourgeoisies nationales.

La grande tâche est de répondre de façon programmatique et politique aux tâches démocratiques et aux problèmes ressentis par les classes ouvrières et exploitées, et de mobiliser celles-ci jusqu'à la prise du pouvoir, en formant des gouvernements basés sur les organisations ouvrières et populaires, sans l'impérialisme et ses agents nationaux. Ces nouveaux gouvernements et États ouvriers doivent s'unir dans une Fédération de Républiques socialistes arabes, pour avancer dans la révolution socialiste mondiale et pour se défendre de la contre-révolution.

1 Eduardo Molina et Simone Ishibashi, *A un año y medio de la "primavera árabe"*, dans *Estrategia Internacional* – 28.09.2012 (la revue de la *Fracción Trotskista*).

2 L. Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, Préface – 1930.

3 Pedro Fuentes et Israel Dutra, *Túnez y Egipto: Una revolución democrática recorre los países árabes*, sur le site du PSOL – 09.02.2011.

4 *Financial Times*





Sara, quelle est ton appréciation sur le processus des révolutions arabes, et quelle perspective vois-tu en Syrie ?

La révolution est entrée dans une phase plus dangereuse, celle de réunir les forces pour « l'internationaliser », non dans le sens positif de la solidarité internationale, mais dans celui de la mettre sous la houlette des « acteurs internationaux », principalement la France, les Etats-Unis, la Russie et la Turquie. Il y a une force révolutionnaire en terre syrienne, mais Al Assad a aussi de plus en plus de force, principalement par la confiance que la communauté internationale a donnée au régime. L'ONU vient d'envoyer 500 millions de dollars « au peuple syrien » et cela est contrôlé par le régime. Les Etats-Unis continuent de présenter comme excuse que la Russie et la Chine ont un droit de veto à l'ONU, mais la vérité est qu'ils contribuent directement à prolonger la guerre civile. Ils ne veulent pas une défaite d'Al Assad et une victoire de la guérilla et du peuple de Damas. Ils veulent que le peuple en ait marre de l'effusion de sang, pour ouvrir une instance de négociation et avoir un gouvernement d'union avec certains secteurs du régime d'Al Assad.

Quelle est la situation militaire ?

L'Armée syrienne libre est capable de s'emparer de bases du régime et d'obtenir ainsi des armes de qualité supérieure. Mais en même temps, le régime a encore la puissance militaire de l'armée de l'air. Il y a un net changement dans la stratégie militaire du régime. Il n'y a plus de bombardements agressifs sur les zones libérées. Le régime a fait des

Entretien avec Sara Al Suri (militante syrienne en exil)

« Il faut un parti socialiste révolutionnaire en Syrie »

frappes chirurgicales, principalement dans la région du Nord-Est et à proximité de la frontière turque, pour gêner les guérillas dans leur implantation et l'établissement de plates-formes terrestres. Il a changé sa stratégie militaire à travers deux pratiques. La première consiste à éloigner les guérilleros de Damas, car la chute de Damas serait la chute du régime. L'autre consiste à maintenir des positions militaires dans tout le pays : la partie centrale de la Syrie (Homs), la partie de la côte, ainsi qu'une région qui borde le Liban.

Quant à la guérilla, elle a assassiné de nombreuses personnalités militaires importantes du régime. Nous avons également constaté une augmentation de la force du camp fondamentaliste jihadiste lié à Al-Qaïda, comme Jabhat al-Nusra. D'autres bataillons de l'Armée syrienne libre, musulmans et sunnites, mais sur des bases plus démocratiques et laïques, commencent à voir en Jabhat al-Nusra un ennemi. Avec la prolongation de la bataille, le régime fait usage de cet atout. C'est très dangereux.

Quelle est l'importance de la bataille d'Alep ?

C'est la deuxième ville en ce qui concerne le nombre d'habitants, les finances et le commerce, avec d'importantes bases militaires. Pour la première fois, la guérilla a réussi à établir une zone libre urbaine, et non plus seulement périphérique ou rurale. En outre, Alep a des frontières avec l'Irak et la Turquie. C'est la principale victoire et cela peut éventuellement être la base d'une région où un type de régime de transition pourrait être établi.

Les Kurdes aussi se battent contre le régime pour libérer une zone...

Il est très important de rappeler que la population kurde a été parmi les premiers à adhérer à la révolution syrienne. C'est une partie inséparable de la révolution. La Turquie a une mauvaise réputation sur la question kurde et a refusé d'envoyer des armes aux rebelles syriens, de peur qu'elles ne tombent dans les mains des Kurdes. Le PKK [le Parti des travailleurs du Kurdistan] se

trouve aujourd'hui du côté du régime. Il est certain que beaucoup de révolutionnaires kurdes syriens sont contre le PKK. La plupart d'entre eux ne sont pas des séparatistes, ou du moins, ne le sont pas encore. Il y a là une politique de diviser pour mieux régner. Bien qu'il semble, par exemple, y avoir une bataille entre Jabhat al-Nusra et les Kurdes sur la question de la religion et de l'Etat, la vérité est qu'ils essaient de contrôler la frontière pour lever des impôts à ceux qui entrent et sortent, dans le but de financer leurs batailles. Ce n'est pas une lutte « des islamistes contre les Kurdes », mais pour le contrôle des frontières dans le but de tirer profit de cette région.

Quelle est la politique de l'impérialisme ?

Jamais les Etats-Unis n'ont à ce point été confrontés, depuis le nationalisme de Nasser, à un processus politique « mixte » dans le monde arabe. Ils tentent maintenant une politique de renforcement des « islamistes modérés » comme les Frères musulmans, qui ont fait des concessions très claires comme de ne pas toucher à la question d'Israël, ni aux investissements de capital étranger, ni à l'industrie du tourisme. Les Etats-Unis se sentent très à l'aise avec ces mouvements islamiques. Le problème avec la Syrie est qu'en raison de la nature de la dictature, il n'y a pas de leadership musulman qui a pu établir une base sociale vraiment solide.

La cooptation de la direction des Frères musulmans ne veut rien dire en Syrie, parce qu'ils ne parviennent pas à garantir quoi que ce soit. Israël est en train de construire un mur autour du plateau du Golan, semblable au Mur de l'Apartheid. C'est un signe important du fait que ni Israël ni les Etats-Unis ne soient sûrs de ne pas avoir besoin de coopter les organes représentatifs de la révolution, comme la Coalition Syrienne [la Coalition nationale des forces de l'opposition syrienne]. Mais celle-ci est en crise parce qu'en même temps qu'elle doit plaire aux Yankees, elle ne peut pas se permettre de perdre entièrement sa légitimité dans le pays. Cette contradiction est en train de la tuer.

Une intervention militaire impérialiste est-elle à écarter ?

Tout à fait. Un responsable militaire étasunien a déclaré à l'un des dirigeants syriens : « *Si vous nous donnez aujourd'hui une zone aérienne libre sur les territoires libres, ce serait beaucoup mieux que d'envoyer plus tard des "drones" vers la Syrie.* »

Il y a déjà 70 000 morts en deux ans. S'il y avait une zone d'exclusion aérienne, le régime tomberait en deux jours. Si les Yankees avaient voulu faire cela, ils l'auraient fait depuis longtemps. Qui plus est, l'Armée syrienne libre ne reçoit aucun type d'assistance. Auparavant, il obtenait beaucoup plus qu'aujourd'hui. Actuellement, il ne reçoit même pas un cent pour les armes, principalement parce qu'il y a les fondamentalistes. Les Etats-Unis craignent que toute aide aux zones libres, qu'elle soit humanitaire ou militaire, tombe entre les mains de Jabhat al-Nusra. En même temps, il y a un renforcement du mouvement politique islamique. Il s'agit d'une menace réelle, à un moment où les seules forces capables d'avancer sont les forces islamistes. Il y a une absence d'une force de gauche, ou même tout simplement d'une force laïque, démocratique et patriotique, avec une capacité militaire. Aujourd'hui, c'est une bataille essentiellement militaire...

La libération de la Syrie est-elle entre les mains des islamistes ?

Pas tout à fait. Mais les bataillons dirigés par les islamistes sont les plus forts. Ce sont les principales forces militaires.

La gauche majoritaire est-elle pour ou contre le régime ?

Cela donne lieu à beaucoup de controverses. Nous parlons de personnes qui se présentent comme « de gauche ». Car les organisations n'existent plus, elles ont été supprimées par Bachar Al Assad et le mouvement nationaliste arabe. Ce qui reste officiellement est très faible, et continue à exister parce qu'il ne gêne pas le régime. C'est le cas du Parti communiste syrien, totalement stalinien et contrôlé par le régime.

Oui, il y a eu une croissance, non des organisations politiques, mais des organisations sociales, qui avancent une proposition qui dit : « *Nous sommes avec la révolution syrienne, nous sommes avec la lutte armée, mais nous avons aussi un projet plus vaste qui consiste à se battre contre le projet impérialiste, clairement identifié dans la région.* »

Y a-t-il une organisation qui se dit « trotskyste » ?

Il y a un groupe, pas une organisation forte, qui se revendique comme « courant socialiste internationaliste ». Il est très petit et communique par Internet, car la majorité de ses membres se trouvent hors du pays.

Quelles sont les caractéristiques de la jeunesse syrienne ?

Il y a une immense quantité de jeunes diplômés qui sont au chômage et qui n'ont jamais été absorbés par le marché [du travail], principalement des jeunes d'origine rurale qui ont été doublement marginalisés. Ils sont à l'avant-garde, bien sûr. Ces derniers mois, un centre étudiant s'est constitué, où non seulement ils participent, mais où ils sont également en train de s'organiser. Au début de la révolution syrienne, la bourgeoisie disait : « *Qui sont ces gens aux pieds nus, qui n'ont rien à faire et vivent dans la rue ; pourquoi ne vont-ils pas travailler...* » La vérité est que ce sont eux, les marginalisés, les chômeurs, les sous-employés..., qui sont la base de la révolution.

Qu'en est-il de la classe ouvrière ?

Il n'y a jamais eu un processus important d'industrialisation en Syrie. C'était une société essentiellement agraire, ouverte sur une autre société basée sur le capital financier, les services, les banques et le tourisme. La classe ouvrière a donc très peu de conscience de sa propre lutte et il y a beaucoup d'illusions dans le « potentiel révolutionnaire » de la bourgeoisie. Cela n'empêche pas qu'elle soit la principale force motrice de la révolution.

Parle nous, s'il te plaît, de ton expérience au Brésil et avec le PSTU.

C'est la première fois que j'ai été confronté à l'idée d'un parti révolutionnaire, qui ne réduit pas sa lutte à des campagnes électorales. C'est la première fois, par exemple, que j'ai participé à une réunion de travailleurs [du Métro]. Cette dynamique est très importante pour moi. Un autre exemple est la CSP-Conlutas et sa façon de fonctionner de façon démocratique, par opposition à la CUT. Le concept d'« unité d'action », dans un syndicat, un mouvement ou un parti, a été également important pour moi : on peut être uni, chacun avec sa propre dynamique. C'est le concept d'un parti révolutionnaire centré autour d'une intervention dans le mouvement de masses.

Y a-t-il besoin d'un parti révolutionnaire en Syrie ?

Oui, un parti socialiste révolutionnaire qui caractérise correctement la

conjoncture, qui est organisée et qui dispose d'un programme révolutionnaire, qui est internationaliste et a comme perspective de construire des relations dans un contexte régional : avec l'Egypte, où il y a des mouvements révolutionnaires socialistes ; avec la Tunisie, où il y a un mouvement syndical fort, indépendant, de la classe ouvrière... Aussi pour affronter les forces de l'impérialisme. L'internationalisme est très important aujourd'hui pour la Syrie, car nous ne pouvons pas vaincre seuls.

Y a-t-il les conditions pour construire le parti révolutionnaire en Syrie ?

Les conditions sont très difficiles. Nous sommes en exil et la plupart des camarades qui ont un intérêt dans ce projet ne sont pas en mesure d'entrer en Syrie. Le PSTU a également commencé avec six ou sept personnes, mais ils étaient au Brésil. Il est très difficile de construire et de maintenir des relations politisées. Mais cela n'empêche pas qu'il soit très important de constituer un petit groupe connecté à ce qui se passe à l'intérieur. On pourra ainsi rentrer, quand il y a une ouverture, pour construire un parti de masse ou au moins un projet révolutionnaire avec son programme. Aujourd'hui, toutes les personnes qui ont plus ou moins cette perspective ont clairement conscience que c'est une nécessité.

Comment la LIT et le PSTU peuvent-ils aider à construire ce parti ?

Une des choses les plus importantes serait que, grâce à votre expérience, vous puissiez nous aider à construire un modèle basé non seulement sur la théorie, mais sur l'application de cette théorie. Il serait formidable qu'ANEL ait une sorte d'échange avec des étudiants syriens. Il serait important que la LIT puisse nous aider à construire un front de solidarité anti-impérialiste, au-delà du Brésil, vers un projet révolutionnaire qui pourrait faire tomber non seulement l'impérialisme étasunien, mais aussi l'influence du stalinisme et du castro-chavisme.

Un message pour conclure ?

Je tiens à remercier tous ces gens du parti qui m'ont aidé à organiser quelque chose de très difficile : une campagne nationale au Brésil. Nous y sommes parvenus, de Porto Alegre jusqu'à Belém. J'espère qu'avec cette campagne commence une véritable collaboration entre travailleurs. Comme le disait Lénine dans ses *Thèses d'avril*, les choses se vérifient dans la pratique.

Entretien avec Soraya Misleh

(militante palestinienne résidant au Brésil et militante du PSTU)



Quel est le contexte actuel de la lutte palestinienne ?

Il y a un renouveau de la résistance, en particulier avec le processus révolutionnaire dans le monde arabe. Pour certains analystes, la troisième Intifada est imminente. La route a été tracée par de nouvelles formes de lutte, comme la campagne internationale pour le boycott d'Israël ou l'installation de campements palestiniens dans la zone E1 (Cisjordanie), une zone réservée fin novembre 2012 par Israël pour la construction de 3000 colonies illégales, ce qui formaliserait la solution d'ores et déjà non viable des deux Etats. Récemment, une autre zone a aussi été occupée de cette façon à Hébron (Al Khalil en arabe), en Cisjordanie également. C'est un message clair que les Palestiniens n'abandonneront pas leurs terres. Dans les attaques récentes contre Gaza, en novembre dernier, Israël a été surpris par la résistance et contraint, après huit jours d'attaques, d'accepter un accord de cessez-le-feu négocié par l'intermédiaire de l'Egypte. Les grèves de la faim parmi les prisonniers politiques palestiniens ont augmenté. C'est le visage progressiste de la lutte palestinienne, qui tend à se renforcer après une période de découragement qui a commencé suite à la deuxième Intifada et à l'accord subséquent d'Oslo.

Il y a un renouveau de la lutte palestinienne

Quelle est la relation entre la lutte palestinienne et les révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ?

C'est un seul et même combat. Les révolutions dans le monde arabe ont apporté de grandes perspectives de changements dans la géopolitique de la région et dans la libération des peuples du joug des tyrans au service de l'impérialisme. La chute de ces dictateurs ouvre donc une voie importante vers la Palestine libre. Ce n'est pas vrai que ces gouvernements totalitaires soutiennent le peuple palestinien, comme le dit la propagande, par exemple, dans le cas de la famille Assad en Syrie. C'est une supercherie qui doit être démasquée. Les Assad ont emprisonné de nombreux combattants palestiniens, ils ont joué un rôle honteux dans les massacres dans les camps de réfugiés au sein du monde arabe, et Bashar n'a pas hésité à bombarder l'un d'eux (Yarmouk) quand les Palestiniens ont rejoint la révolution syrienne. Les Palestiniens dans le monde entier savent que leur cause est utilisée comme une carte de visite par ces tyrans et leurs régimes pour massacrer leur propre peuple. Face à ces derniers, ils crient haut et fort : « *Pas en notre nom* ». Aucun Palestinien ne peut transiger avec l'injustice et l'oppression de n'importe quel peuple. Pour un changement dans la région, il faut mener ce processus révolutionnaire jusqu'au bout.

Quelle est ton opinion sur le résultat des élections en Israël ?

La grande surprise fut l'équilibre entre les forces du centre et celles de la droite. Mais il est important de comprendre que, de la gauche jusqu'à l'extrême droite sioniste, tout le monde est d'accord sur le fait que l'existence

d'Israël en tant qu'Etat juif ne peut être remise en question.

Comme le disait l'historien Ilan Pappé, le problème, c'est le sionisme qui, indépendamment de ses ramifications, s'est historiquement mis d'accord sur la proposition de transférer la population palestinienne hors de ses terres et d'y introduire les membres des communautés juives du monde entier. Ce qui peut arriver, c'est que le Premier ministre Nétanyahou doive baisser le ton radical de son discours pour pouvoir gouverner aux côtés des politiciens du centre et qu'il doive peut-être rouvrir le processus de négociation. Ça ne change bien sûr rien pour les Palestiniens sur le terrain concret. Cela peut tout au plus servir comme tentative de faire taire le mécontentement imminent des masses, en l'absence d'une solution juste.

Mais même si cette stratégie réussit, je pense que c'est une question de temps pour que les Palestiniens descendent de nouveau dans la rue, étant donné le discrédit du processus de négociations.

Quelle est la situation des directions palestiniennes traditionnelles ? Sont-elles plus fortes ou plus discréditées ? Pourquoi ?

Ces vieilles directions sont complètement discréditées, après des années durant lesquelles la population palestinienne n'a vu que s'aggraver l'apartheid à laquelle elle est soumise ; sans compter l'autoritarisme de ces dirigeants et leur caractère bourgeois, de l'Autorité palestinienne jusqu'au Hamas islamique, bien que ce dernier persiste encore dans la résistance contre Israël. En 1993, les Accords d'Oslo ont garanti la création de l'ANP (l'Autorité nationale palestinienne), formée principalement

par des membres du Fatah, ainsi que son installation en Cisjordanie pour gérer l'occupation. En réalité, l'ANP n'a aucune autonomie. Qui plus est, ces anciens chefs ont abandonné la résistance depuis belle lurette et s'affichent instantanément comme des « politiciens modérés », avec lesquels l'Occident peut négocier en toute confiance. Ils ont abandonné le drapeau de l'OLP (l'Organisation de libération de la Palestine) d'« un seul Etat, démocratique et laïque, dans toute la Palestine historique », avec des droits égaux pour tous, et ils soutiennent la solution des deux Etats, avec un Etat palestinien minuscule sur moins de 12 % de son territoire historique. Leur dernier coup fut la demande de reconnaissance de la Palestine comme « Etat observateur » au sein de l'ONU, présentée et acceptée le 29 novembre dernier. Entre-temps, pour beaucoup de Palestiniens, il est clair qu'une solution juste ne passe pas par l'ONU, mais par la résistance et les révolutions dans le monde arabe.

Y a-t-il une nouvelle avant-garde de combattants palestiniens dans la jeunesse et dans d'autres secteurs ?

Oui. Cette jeunesse a pris en main les manifestations contre Israël et aussi

contre les mesures prises par l'Autorité nationale palestinienne, indépendamment des organismes et des partis traditionnels. Ils étaient en première ligne contre la rencontre de ces dirigeants, annoncée en juin 2012, avec le vice-Premier ministre israélien de l'époque, Shaul Mofaz, qui a participé aux massacres du camp de réfugiés de Jénine en 2002. Ils sont aussi descendus dans la rue pour exprimer leur mécontentement concernant des déclarations, à la télévision israélienne, du président de l'ANP, Mahmoud Abbasdisant, disant qu'il « aimerait voir l'endroit où il est né, mais qu'il n'aurait pas le droit de vivre là-bas », et compromettant ainsi le droit de retour, non négociable et inaliénable. Ils ont également été les protagonistes dans les protestations contre l'augmentation des impôts et du prix des carburants et, bien sûr, contre les attaques d'Israël sur Gaza et en solidarité avec les grèves de la faim des prisonniers politiques palestiniens et pour leur libération immédiate. Ces jeunes doivent, certainement, encourager le mouvement vers la troisième Intifada.

Quels sont les défis actuels de la lutte palestinienne ? Pourquoi est-il nécessaire de dépasser les directions actuelles ? Quel genre de mouvement et de parti les travailleurs et le peuple doivent-ils construire en Palestine ?

Le principal défi est de créer une direction révolutionnaire qui unifie les revendications du peuple palestinien dans son ensemble. Les directions actuelles ne tiennent pas compte de l'ensemble de cette population, ce qui ne sera le cas que dans un Etat unique sur toute la Palestine historique, avec des droits égaux pour tous. C'est la seule façon d'assurer le retour de milliers de réfugiés sur leurs terres et leurs propriétés. Le parti ou le mouvement à construire doit rester indépendant des gouvernements. Il doit s'agir d'une organisation de travailleurs, soutenue par les jeunes et liée à d'autres mouvements similaires partout dans le monde, arborant les drapeaux contre l'oppression, le racisme ou toute autre forme de discrimination, dans une perspective internationaliste et socialiste.

La cause palestinienne à Porto Alegre

Le Forum social mondial Palestine libre (FSMPL) s'est déroulé à Porto Alegre (Brésil) du 29 novembre au 1er décembre 2012. Dès les premières activités, le Forum a été marqué par des controverses avec l'Autorité nationale palestinienne (ANP). Nabil Shaath, Commissaire des Relations internationales et représentant du président de l'ANP (Mahmoud Abbas), a été confronté aux protestations de la part d'un groupe de jeunes Palestiniens, qui déployaient des panneaux avec la phrase : « *Ils ne nous représentent pas !* » Le groupe dénonçait la manifeste politique de trahison de l'ANP dans le refus de l'organisation, par exemple, de défendre le droit au retour de plus de cinq millions de Palestiniens, issus des personnes expulsées de leur terre natale par Israël depuis 1948.

Le point culminant du Forum fut la réalisation d'une marche de 6000 personnes dans le centre-ville. La manifestation comptait avec une forte présence de travailleurs de l'éducation

de Porto Alegre, représentés par une colonne du CEPRS (le syndicat des enseignants de l'Etat de Rio Grande do Sul).

La CSP-Conlutas et le PSTU étaient également présents dans le rassemblement, avec des bannières, des banderoles et des panneaux en signe de solidarité avec la lutte du peuple palestinien. La Centrale syndicale a participé également à plusieurs activités officielles du Forum, notamment à la Conférence sur le BDS (la campagne de Boycott – Désinvestissement – Sanctions contre Israël), le débat « Genre et Résistance » et l'atelier sur « la question palestinienne et les révolutions dans le monde arabe », parmi d'autres. Le 29, la CSP-Conlutas a organisé une conférence, au siège du CEPR, avec Sara Al Suri, une militante qui lutte contre la dictature syrienne. L'activité fut suivie par 150 personnes.



Les élections en Israël

Nétanyahou en sort
affaibli

Alejandro Iturbe



Des élections législatives ont eu lieu en Israël en janvier 2013. Alors qu'il fait peu de doute que l'actuel Premier ministre, Benjamin Nétanyahou, sera de nouveau à la tête du gouvernement, il en sort affaibli. C'est un reflet des profonds processus internationaux et nationaux.

Le système politique israélien est parlementaire. Le gouvernement est généralement une coalition de plusieurs partis, sur la base d'un grand nombre d'organisations qui obtiennent une représentation dans la *Knesset* (le parlement de 120 membres). Et il est dirigé par la liste qui a obtenu le plus grand nombre de députés.

Lors des récentes élections, Nétanyahou s'est présenté avec une liste unique de son parti (le Likoud, la droite sioniste) en coalition avec *Israël Beytenou* (Israël, notre maison). Cette dernière organisation est basée sur les immigrés russes, dont beaucoup vivent dans des colonies sur les terres des Palestiniens de Jérusalem et de la Cisjordanie, qu'Israël a usurpées. Elle est dirigée par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Avdigor Lieberman, de l'extrême droite, qui fait actuellement l'objet d'une enquête judiciaire pour corruption. La liste a obtenu la première minorité, avec 31 sièges, mais elle a perdu 11 sièges, par rapport à la somme des deux partis dans la Knesset antérieure.

Deux partis ont « émergé » lors de ces élections : *Yesh Atid* (« il y a un avenir »), dirigé par Yair Lapid, un journaliste populaire qui a été le premier à se présenter avec un profil « moderne » et « laïque » (remportant 19 sièges) ; et *La Maison juive*, un parti dirigé par le millionnaire Naftali Bennett, avec un profil de « religieux modéré », qui a sauté de 3 à 12 sièges. Le Labour (la gauche sioniste) a eu une légère reprise (de 12 à 15 sièges). Kadima, pour sa part, une organisation formée par des ruptures du Likoud et du Labour, a été frappée de plein fouet, passant de 28 à seulement 2 sièges.

D'autres formations ont maintenu leur représentation : le Shas (ultrareligieux séfarade, 13 sièges), les Défenseurs de la Torah (ultrareligieux ashkénaze, 5 sièges), la Liste arabe

(basée sur les Palestiniens résidents en Israël avec droit de vote, 4 sièges), le PC (3 sièges) et des listes religieuses mineures.

Un virage à gauche ?

Une analyse globale des élections nous montre, pour la première fois depuis de nombreuses années, ce que nous pouvons appeler un « virage à gauche ». Bien sûr, cette définition doit être située dans le cadre de ce qu'est la politique israélienne, dans laquelle la grande majorité des partis se prononcent pour la revendication de l'existence de l'Etat sioniste – l'enclave impérialiste, installée sur des terres volées aux Palestiniens – et de son rôle de gendarme armé de cette région du monde arabe et musulman. La grande majorité de la société israélienne est consciente de l'origine de ses privilèges, qu'elle est prête à défendre.

Ceci étant, ce « virage à gauche » se manifeste dans l'affaiblissement de la liste de Nétanyahou, dans l'émergence ou la croissance de partis plus « modérés » par rapport à d'autres formations religieuses, comme *Yesh Atid* ou même *La Maison juive*, ou encore dans la légèreté reprise du Labour.

La campagne a été traversée par quelques thèmes centraux :

a) Les privilèges des ultrareligieux, en particulier de plusieurs milliers d'« étudiants de la Torah » qui ont le droit de ne pas accomplir le service militaire – dans un pays où tous les jeunes, hommes et femmes, y consacrent deux ou trois années de leur vie – et qui obtiennent des subventions de l'Etat ;

b) Le maintien et l'expansion, ou non, des colonies extrêmement coûteuses des immigrants russes en Cisjordanie (sans compter le coût élevé de leur défense militaire) ;

c) La nécessité, ou non, d'ouvrir des négociations avec les Palestiniens et d'octroyer quelques concessions pour

cela (dans le sens des « deux Etats » proposés par l'impérialisme) ;

d) La façon de faire face au processus des « indignés » qui, au sein de la société israélienne, ont fait des manifestations de masses contre la hausse du coût de la vie.

Yesh Atid, par exemple, a mené une campagne pour le gel, voire la réduction, des colonies et a appelé à l'ouverture de négociations avec les Palestiniens et à l'élimination des privilèges des ultrareligieux afin d'améliorer la situation économique. Le vote pour ce parti est, peut-être, surtout l'expression des « indignés ». *La Maison juive*, pour sa part, a défendu à l'extrême les colonies, mais a également critiqué les privilèges des ultrareligieux.

Les difficultés pour former un nouveau gouvernement

Après la publication du résultat des élections, des organisations représentant quelque 80 députés ont manifesté leur volonté de former un gouvernement avec Nétanyahou, qui a exprimé, à son tour, l'idée de former une coalition « la plus large possible », en particulier avec la participation de *Yesh Atid*. Mais un tel gouvernement serait très instable et truffé de contradictions. En acceptant d'affaiblir les colonies et d'ouvrir des négociations avec les Palestiniens, Nétanyahou devrait rompre avec son allié Lieberman et ne pourrait plus incorporer *La Maison juive*. En attaquant les privilèges des ultrareligieux, il devrait s'opposer à des alliés traditionnels (Shas et les Défenseurs de la Torah). D'autre part, pour *Yesh Atid*, l'entrée au gouvernement sans l'assurance d'obtenir certains des points de son programme électoral représenterait la possibilité d'un déclin rapide.

Nétanyahou serait en mesure de former un gouvernement en alliance avec les ultrareligieux, mais ce serait un gouvernement très faible au sein du

parlement, et en contradiction avec la dynamique dominante dans la société israélienne, exprimée lors de ces élections. C'est pourquoi les négociations en vue de former un nouveau gouvernement prennent du temps.

Les raisons sous-jacentes

Les résultats des élections et l'affaiblissement de Nétanyahou sont l'expression de profonds processus internationaux et nationaux qui ont leur impact sur Israël. Voyons brièvement ces éléments.

a) *L'isolement international* d'Israël devient plus important. L'Etat sioniste a complètement perdu son image de pays « avancé, progressiste et démocratique » au sein d'un monde arabe et musulman « arriéré, réactionnaire et dictatorial ». Il est maintenant clairement perçu comme un Etat raciste, répressif et belliciste. Cela se manifeste dans la rupture avec lui de nombreux artistes et intellectuels dans le monde entier, qui l'avaient soutenu auparavant, dans la croissance de la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) et, de façon déformée, dans la reconnaissance de la Palestine comme « Etat observateur » par l'ONU.

b) *Les révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient* ont un impact de différentes manières. D'une part, elles étalent sur la scène internationale une lutte de ces peuples contre leurs dictatures et deviennent une référence pour les masses dans le monde entier. D'autre part, elles menacent de plus en plus les frontières israéliennes et ont relancé la lutte palestinienne. Un exemple de ceci a été la « perforation des frontières » d'Israël à partir des pays arabes voisins, par les mobilisations palestiniennes en 2011.

c) *Israël ne peut déjà plus imposer son hégémonie en tant que puissance militaire.* Ceci a été accentué après la défaite lors de l'invasion du Liban en 2006. Puis, en 2011, elle a envahi Gaza sans pouvoir renverser le Hamas, et récemment, bien qu'elle ait attaqué la bande de Gaza par des bombardements terrestres, elle n'a même pas osé l'envahir. Pour une enclave militaire comme Israël, le fait de ne pas pouvoir s'imposer militairement est une forte source de crise, car elle remet en cause les fondements mêmes de l'existence de l'Etat.

d) *La crise au sein de la société israélienne.* Ici, deux facteurs sont



combinés. D'une part, les nouvelles générations des fondateurs ashkénazes sont de plus en plus « embourgeoisées » et de moins en moins prêtes à se battre militairement. Cela s'est déjà manifesté lors de l'invasion du Liban en 2006, y compris dans les familles de la haute hiérarchie militaire. C'est un secteur qui veut « la paix » et « la normalisation », et donc des négociations avec les Palestiniens, etc. Beaucoup quittent le pays pour aller étudier et travailler en Europe ou aux Etats-Unis. Et les immigrants russes ont donc pris la relève comme aile la plus belliciste. A cela s'ajoutent, d'autre part, l'impact de la crise économique internationale et la hausse des dépenses pour les colonies en Cisjordanie et pour les ultrareligieux, ce qui provoque une inflation en hausse et une détérioration du niveau de vie en général. C'est la base des revendications des « indignés ». Bien que tous soient pour la défense inconditionnelle d'Israël, il y a ainsi une division et des confrontations au sein de la société israélienne, une véritable gangrène pour un Etat qui est basé sur « l'unité nationale » des Juifs.

Quelques conclusions

Les élections israéliennes ont montré des changements dans le spectre politique du pays et elles auront certainement des conséquences que nous devons analyser. Il faut y ajouter la pression certaine du gouvernement Obama d'ouvrir des négociations avec les Palestiniens, dans le cadre de la politique des « deux Etats ».

Nous ne pouvons toutefois pas terminer cet article sans quelques considérations fondamentales. Israël est une enclave militaire créée par l'impérialisme pour attaquer les peuples

arabes, basée sur l'usurpation et le vol des terres palestiniennes et l'expulsion de sa population. Son essence est d'être un Etat raciste et belliciste – utilisant des méthodes nazies contre les Palestiniens –, qui défendra jusqu'à la mort son existence et ses privilèges. Il ne peut pas être « réformé » de l'intérieur. L'immense majorité de sa population défend ce statu quo.

La solution de « deux Etats » n'est pas non plus une solution, car elle légaliserait l'usurpation de 1948 et condamnerait les Palestiniens à un Etat minuscule non viable et à la perte, dans les faits, du droit au retour des personnes expulsées de leurs terres et de leurs descendants.

Par conséquent, nous exigeons, comme seule véritable solution à la « question palestinienne », celle formulée dans le programme fondateur de l'OLP : la construction d'une Palestine unique, laïque, démocratique et non raciste. Une Palestine sans murs ni camps de concentration, où peuvent revenir les millions de réfugiés chassés de leurs terres et où les millions de personnes qui y sont restés et sont aujourd'hui opprimés peuvent regagner leurs pleins droits. Un pays où peuvent rester tous les Juifs qui sont prêts à vivre ensemble dans la paix et l'égalité. C'est une proposition qui a été abandonnée par l'OLP, mais qui est revendiquée par des milliers de jeunes militants palestiniens à travers le monde. Cette proposition ne pourra toutefois pas être mise en œuvre, et il n'y aura pas de paix en Palestine, jusqu'à ce que l'Etat d'Israël soit vaincu et finalement détruit. C'est-à-dire, jusqu'à ce que le cancer impérialiste, qui ronge la région, soit supprimé définitivement.

La brûlante question des nationalités

Felipe Alegria

On ne peut pas comprendre l'explosion nationaliste catalane sans prendre en compte la crise de l'Union européenne (exprimée dans la crise de la dette et le pillage de la périphérie) et l'échec du projet de renaissance impérialiste du capitalisme espagnol, mis en œuvre avec son entrée dans l'UE.

La manifestation de plus d'un million de personnes, le 11 septembre 2012 à Barcelone, réclamant l'indépendance de la Catalogne (un territoire avec environ 7,5 millions d'habitants) était un événement politique impressionnant, qui a donné lieu à une période de conflit entre les institutions catalanes

et les institutions espagnoles centrales. Beaucoup de gens ont été surpris. Ils pensaient que la question nationale était une question secondaire dans l'Etat espagnol et que, si elle subsistait, c'était à cause de la persistance des attaques de l'ETA. Cette organisation ayant décrété l'abandon définitif des

armes en octobre 2011, le problème aurait été réduit à des divergences régionales concernant la répartition des compétences et de l'argent.

Le problème de l'unité nationale espagnole, avec des racines profondes dans l'histoire, est loin d'être résolu.



Dans le cadre de la crise de l'UE, des mouvements de désintégration ont également émergé dans d'autres pays de celle-ci. Certains ne correspondent pas à des problèmes nationaux dans le sens strict. C'est le cas de l'Italie (avec la *Lega Nord* réactionnaire et sa « Padanie ») ou de la Belgique, et nous y revenons spécifiquement. Il y a aussi des cas intermédiaires, comme l'Ecosse, avec un référendum sur l'indépendance prévu pour 2014. Même en supposant que le référendum serait gagnant, cela ne mènerait qu'à une indépendance relative de l'Ecosse. La monnaie serait toujours la livre, Elizabeth II resterait « la reine des Ecossais » et l'appareil diplomatique et militaire de l'Etat serait toujours britannique.

La résurgence nationaliste dans l'Etat espagnol

Entre janvier et février 1916, au milieu de la Première Guerre mondiale, Lénine a défini trois types de pays en ce qui concerne l'autodétermination nationale. Dans le premier type se trouvaient « les pays capitalistes avancés de l'Europe occidentale et les Etats-Unis », où la tâche progressiste de la révolution bourgeoise, de constituer la nation, avait été accomplie depuis longtemps. Ces pays étaient devenus des puissances impérialistes qui opprimaient d'autres nations dans les colonies et les semi-colonies, ainsi qu'au sein de leurs propres frontières (comme l'Allemagne avec la Pologne ou la Grande-Bretagne avec l'Irlande). Dans le second type se trouvaient les pays de l'Europe de l'Est (« l'Autriche, les Balkans et surtout la Russie ») où la lutte pour l'autodétermination nationale des nations opprimées était une partie substantielle de la lutte révolutionnaire démocratique et socialiste. Dans le troisième type se trouvaient les colonies et les semi-colonies, où les socialistes devaient non seulement exiger « la libération immédiate absolue, sans rançon, » des colonies (le droit à l'autodétermination), mais soutenir également, avec la plus grande détermination, le mouvement révolutionnaire et insurrectionnel contre les puissances oppressives. Le cas espagnol est plus proche du second type que du premier, avec des racines profondes dans l'Histoire.

Un coup d'œil sur l'Histoire

L'Espagne a eu le régime absolutiste européen le plus précoce et a

Manifestation pour l'indépendance catalane.



créé au seizième siècle, autour de la Castille, le plus grand empire jamais connu jusqu'alors, y compris les terres du « Nouveau Monde » dont le pillage apportait un énorme afflux d'or et d'argent. Cette supposée bénédiction a toutefois entraîné la ruine de l'économie espagnole. Les troupeaux de la Mesta (une association de propriétaires) détruisaient l'agriculture, pour exporter la laine vers les manufactures flamandes qui la réexportaient à leur tour vers la Castille sous forme de produits textiles terminés, en échange des métaux d'Amérique et au prix de la désolation des manufactures castillanes.

L'or et l'argent ont également été utilisés pour financer deux siècles de guerres dynastiques et de religion, sans que la monarchie espagnole soit contrainte d'incorporer l'ancien royaume d'Aragon (qui comprenait la Catalogne). Ce dernier maintenait ses propres institutions et taxes, sans contribuer au financement des guerres. Ce n'est qu'en 1714, après la victoire des Bourbons dans la Guerre de succession, que l'Aragon a été effectivement incorporé au royaume. L'unification a toutefois eu lieu avec un retard considérable, par rapport à d'autres monarchies absolues comme la France, et avec une économie caractérisée par l'absence de manufactures, une agriculture pauvre, de grands latifundia et un poids énorme de la noblesse.

Un capitalisme tardif et faible

Le développement capitaliste espagnol a été marqué par ce contexte historique. Le 19e siècle, qui a commencé avec la Guerre d'indépendance contre l'invasion napoléonienne, fut une

succession de rébellions, de putschs militaires et de guerres civiles entre les absolutistes (les carlistes) et les libéraux. C'est précisément la défaite de la bande absolutiste dans la Première Guerre carliste (1833-1839) qui a mis fin à l'absolutisme et au système féodal, éliminant les douanes internes, permettant le libre commerce avec la terre et mettant en vente les biens ecclésiastiques et communautaires. La restauration de la monarchie en 1874, après l'échec de la Première République (qui n'a duré que deux ans et a eu quatre présidents), reflète les énormes limitations d'une révolution bourgeoise tronquée, dans laquelle l'ancienne aristocratie foncière, maintenant embourgeoisée, s'est emparée des rênes de l'Etat, profitant de la faiblesse de la bourgeoisie urbaine et industrielle.

Le développement industriel du pays, quant à lui, est venu de la périphérie : le Pays basque, avec la sidérurgie, les chantiers navals et les banques, et la Catalogne avec l'industrie textile. Ce développement est entré en collision avec la politique de libre échange des gouvernements de Madrid, favorable aux propriétaires fonciers cultivateurs de grains, alors que les industriels exigeaient des mesures protectionnistes contre les pays étrangers.

La montée des mouvements nationalistes

C'est après la perte de Cuba et des Philippines en 1898 que les mouvements nationalistes catalan et basque sont apparus. Juste au moment où les grandes puissances européennes étaient en pleine expansion coloniale et le capitalisme devenait impérialisme,



Le régime franquiste a aggravé le thème des nationalités.
Sur la photo, Franco avec le futur roi Juan Carlos.

l'Espagne, l'ancienne grande puissance de l'époque pré-capitaliste, perdait ses dernières colonies.

Jusque-là, les industriels catalans, même dépourvus de pouvoir politique, disposaient d'un marché colonial captif vers où exporter une partie importante de leur production. Le « désastre de 1898 » provoqua un changement historique chez eux. Ils étaient conscients d'appartenir à un pays qui se trouvait dans le dernier wagon du train impérialiste en marche et ils n'avaient pas d'autre choix que de conquérir le marché intérieur espagnol, qui d'ailleurs souffrait de limitations très graves à cause de la suprématie de la propriété foncière et nécessitait donc une transformation radicale de l'Etat pour son développement. Le nationalisme de la bourgeoisie catalane, loin d'être séparatiste, défendait « le remplacement de cet Etat espagnol qui répondait à une mentalité archaïque, par un autre Etat espagnol, davantage en accord avec le sentiment catalan ».

Une bourgeoisie incapable de se mettre à la tête de la revendication nationale et démocratique

Le gros problème de la bourgeoisie catalane était toutefois que son propre renforcement avait créé un mouvement ouvrier puissant. On n'était plus dans l'époque ascendante du capitalisme, quand la bourgeoisie pouvait se mettre à la tête du peuple en lutte pour la révolution démocratique. La lutte pour la libération nationale exigeait maintenant une mobilisation sociale dans

laquelle le rôle de premier plan ne pouvait incomber qu'à la classe ouvrière, dont la mobilisation révolutionnaire remettait en question l'ordre social capitaliste. D'où l'incapacité historique de la bourgeoisie catalane de se mettre à la tête de la revendication nationale, et sa relation contradictoire avec l'Etat centraliste, une relation de conflits et d'alliances, car chaque fois que ses intérêts fondamentaux de classe étaient en jeu, elle n'hésitait pas à serrer les rangs avec les pouvoirs centraux pour réprimer par le fer et par le feu le grand ennemi commun, la classe ouvrière. Il en fut ainsi lors de la *Semaine tragique* de Barcelone de 1909, lors de la crise révolutionnaire de 1917, ou encore lors de la grande grève de *La Canadiense* de 1919. Ce n'est pas par hasard que cette bourgeoisie a soutenu la dictature de Primo de Rivera en 1923, ni que, plus tard, elle s'est alignée en bloc derrière Franco durant la guerre civile.

La trahison de la bourgeoisie à la cause catalaniste a causé son abandon par les masses de la petite bourgeoisie catalane radicalisée, qui dorénavant soutenait massivement la *Esquerra Republicana*.¹ Celle-ci obtint une large majorité électorale à partir des élections de 1931 et en arriva à proclamer – de façon éphémère toutefois – la « République catalane comme Etat incorporé dans la Fédération ibérique ».

Après sa défaite dans la guerre civile, Franco imposa la terreur d'Etat et déclencha une répression impitoyable et sanguinaire, qui cherchait à détruire

non seulement tout vestige d'organisation ouvrière, mais aussi les langues locales et toute expression culturelle catalane, basque ou galicienne, en imposant « la langue de l'Empire ». En réponse à cette oppression sauvage, la lutte contre le franquisme unifiait les revendications ouvrières avec les démocratiques, y compris celles des nationalités et, en particulier, le droit à l'autodétermination.

La Transition n'a pas résolu le problème national, mais l'a reporté à plus tard

La Transition espagnole de 1977-1978 s'est jouée de la volonté de la classe ouvrière et des peuples de l'Etat espagnol d'en finir avec la dictature franquiste par la voie révolutionnaire, ce qui était à portée de main, mais a été trahie par la gauche officielle du PCE et du PSOE. Cette gauche et les partis nationalistes bourgeois de la périphérie ont conclu un accord avec le franquisme, lequel comprenait – outre la continuité, sans épuration, des grands appareils d'Etat franquistes – la renonciation au droit à l'autodétermination des Basques, Catalans et Galiciens. La revendication centrale de la lutte contre le franquisme fut remplacée par la formule « tournée générale », un système généralisé de parlements autonomes pour toutes les régions espagnoles, avec comme cerise sur le gâteau, l'incorporation à l'UE et à l'OTAN.

La Transition n'était pas seulement une initiative politique, elle faisait aussi partie d'un projet global de renouveau impérialiste. La base de ce projet était la centralisation et le renforcement du capital financier autour des deux grandes banques (*Santander* et *BBVA*), la privatisation en leur faveur des grandes entreprises de services et d'énergie de l'Etat (*Telefonica*, *Repsol*, *Endesa*), et le renforcement des grandes entreprises de construction par le biais des contrats de l'Etat et des investissements de toutes ces entreprises en Amérique latine. Tout ce projet se situait, bien sûr, dans le cadre d'un partenariat subordonné aux impérialismes centraux de l'UE.

Ce projet a reçu un coup de pouce avec l'avènement de l'euro et l'incorporation espagnole à la monnaie unique européenne, à partir de 2000. Une masse de prêts des grandes banques des pays centraux a financé la grande bulle immobilière par le biais des banques espagnoles et a servi pour les

investissements américains. C'était le « miracle espagnol » qui semblait interminable. Mais ces capitaux n'étaient que la contrepartie du déficit commercial espagnol avec les pays centraux, notamment avec l'Allemagne (le grand bénéficiaire de l'euro), et d'une désindustrialisation qui a touché les secteurs clés (la construction navale, la sidérurgie, les appareils ménagers...).

La résurgence et la radicalisation du mouvement nationaliste

Lorsque la crise mondiale a finalement éclaté en 2008, elle a été accompagnée par l'écroulement de l'énorme bulle immobilière accumulée et une économie reléguée au second plan. La crise est vite devenue – à l'instar de la Grèce et du Portugal – une crise de la dette. Et elle a dégénéré en un pillage et un appauvrissement du pays au profit, principalement, du capital financier des pays centraux, notamment l'Allemagne. Le capital financier espagnol est son grand allié et complice, le charognard des grands prédateurs, afin de survivre en tant que partenaire junior.

La spirale des mesures d'ajustement, à laquelle s'est ajoutée une vague de scandales de corruption qui ont métastasé le régime, a provoqué une forte radicalisation des couches moyennes vouées à la ruine, ce qui prend, dans les

nationalités, notamment en Catalogne, une allure ouvertement indépendantiste, exacerbée par le mépris du gouvernement central envers la volonté catalane et les attaques contre la langue locale. Cette radicalisation est accompagnée par un profond mécontentement des secteurs de la bourgeoisie catalane qui n'ont pas bénéficié des investissements en Amérique latine ni des contrats de l'Etat et sont, par contre, pénalisés dans la répartition de la charge de la crise. Et cela, sans accès au crédit bancaire, et avec un déficit budgétaire par rapport à l'Etat sans contreparties en matière d'investissement et d'infrastructure. Ces secteurs, politiquement représentés dans le gouvernement de la *Generalitat* de Catalogne, ont arboré la bannière d'un « Etat propre au sein de l'UE », ce qui n'est que le fantasme d'une Catalogne devenue une sorte de province allemande avec autonomie culturelle, intégrée au cœur de l'économie européenne et désengagée du capitalisme espagnol en décomposition. C'est, en fait, une indépendance qui est l'antithèse de toute souveraineté nationale digne de ce nom. Ces secteurs se conformeraient toutefois avec le modèle écossais qu'ils vantent, ou même avec beaucoup moins, s'ils obtenaient réellement une plus grande autonomie économique.

La crise a relancé avec force le mouvement nationaliste dans l'Etat espagnol, transformant la lutte pour le droit à l'autodétermination des nationalités en quelque chose de vital, comme dans les années trente du siècle dernier. Cette revendication fait partie structurellement de la révolution espagnole, qui ne peut triompher sans y apporter une solution en déjouant les politiques de division des travailleurs, entrepris par le centralisme espagnol et, de façon réciproque, par les bourgeoisies nationalistes. La lutte pour l'autodétermination (c'est-à-dire pour le droit à l'indépendance) est la seule base démocratique sur laquelle peuvent s'unir la classe ouvrière espagnole et les nationalités et forger l'alliance entre eux. Cette lutte fait partie intégralement de la bataille pour mettre fin au régime issu de la Transition et pour fonder une Union de Républiques ibériques, en rupture avec l'euro et l'UE et engagée dans la lutte pour une Europe socialiste des travailleurs et des peuples.

1 *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC - Gauche républicaine de Catalogne), créée en 1931, défend l'autonomie catalane. Son programme a été mis à jours en 1993 lors du 19e congrès.,

Une manifestation de masses dans le Pays basque.



Le marxisme révolutionnaire et la question nationale

Felipe Alegria



Si quelqu'un représente la tradition du marxisme révolutionnaire concernant le problème des nationalités, c'est, sans doute, Lénine, le principal dirigeant de la Révolution russe. L'empire russe était une énorme « prison des peuples » opprimés et l'une des raisons de la victoire bolchevique fut précisément la politique léniniste pour les nationalités. L'école de Lénine, continuation de celle de Marx et patrimoine de la Troisième Internationale jusqu'à la dégénérescence stalinienne, reste la grande source d'inspiration pour les révolutionnaires. Nous avons donc voulu apporter ici quelques-unes de ses idées les plus importantes. Elles sont tirées principalement de ses thèses sur « *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* » (1916), et des notes sténographiques de l'une de ses dernières grandes batailles, qu'il a menées, en 1922, quand il était déjà très malade, contre la « russification » de la Géorgie par Staline (« *A propos du problème des nationalités, ou sur "l'autonomisation"* »).

La lutte pour le droit à l'autodétermination et le socialisme

« Il est tout à fait vain de poser dans l'abstrait la question du nationalisme en général. Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation. »¹

« Le socialisme victorieux doit nécessairement instaurer une démocratie intégrale et, par conséquent, non seulement instaurer une égalité totale en droits des nations, mais aussi mettre en application le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit à la libre séparation politique. [...] De même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie. »²

Dans le même temps, il était impérieux de « subordonner la lutte pour cette revendication, comme pour toutes les revendications fondamentales de la démocratie politique, à la lutte révolutionnaire de masses directement orientée vers

le renversement des gouvernements bourgeois et la réalisation du socialisme ».³

Quant au futur des nations et la lutte pour le socialisme, il affirme que « le socialisme n'a pas uniquement pour but de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits Etats et à tout particularisme des nations, et de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion. [Toutefois,] de même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition de la dictature de la classe opprimée, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer. »⁴

Le travail révolutionnaire dans les nations oppressives et dans les nations opprimées

« Le prolétariat des nations oppressives [...] ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces Etats ; autrement dit, il doit lutter pour le droit à l'autodétermination. Il doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les

nations opprimées par "sa" nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal et ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les travailleurs de la nation opprimée et ceux de l'oppressive ne seraient possibles. »⁵

Lénine attire l'attention sur le fait que « l'intérêt fondamental de la solidarité prolétarienne, et donc de la lutte de classe prolétarienne, exige que nous n'observions jamais une attitude purement formelle envers la question nationale, mais que nous tenions toujours compte de la différence obligatoire dans le comportement du prolétaire d'une nation opprimée (ou petite) envers la nation oppressive (ou grande). »⁶

Et il précise que « l'internationalisme du côté de la nation oppressive, la nation dite « grande » – encore qu'elle ne soit grande que par ses violences, grande simplement comme l'est, par exemple, un "ta gueule" –, ne peut pas se limiter au respect de l'égalité formelle des nations. [...] Il ne faut pas seulement l'égalité formelle. Il est également nécessaire que [le prolétaire de la grande nation] compense d'une façon ou d'une autre – par son comportement ou ses concessions envers le [prolétaire de la nation opprimée] – la défiance, le soupçon, les griefs qui, au fil de l'histoire, ont été engendrés chez ce dernier par le gouvernement de la nation "grande puissance". »⁷

Dans le même temps, l'accent change radicalement pour « les socialistes des nations opprimées [qui] doivent s'attacher à promouvoir et à réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des travailleurs de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays [...]. Car la bourgeoisie des nations

opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en un guet-apens tendu aux travailleurs. »⁸

Le droit à l'indépendance

« Concrètement, cette revendication [de l'autodétermination] signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi, cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation de petits Etats. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus les tendances à la séparation seront rares et faibles, en pratique, car les avantages des grands Etats, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables. »⁹

« Ce dernier problème doit être résolu par le parti du prolétariat de façon absolument indépendante dans chaque cas concret, du point de vue des intérêts de tout le développement social et de la lutte de classes du prolétariat pour le socialisme. »¹⁰

Tout, selon les besoins de la révolution

Un exemple impressionnant de la façon d'aborder la question des droits des nationalités, de la relation entre celles-ci et de tout cela avec la révolution nous est donné par Lénine, déjà très malade, avec ses mesures proposées (sans succès) pour la situation créée par l'intervention brutale de Staline en Géorgie.

Lénine n'a pas hésité à soulever, en plus du châtimement exemplaire pour les responsables, ainsi que la mise en œuvre de normes plus strictes en défense de l'utilisation

de la langue nationale des républiques et l'application rigoureuse de ces normes, la nécessité de réviser la situation de l'Union et de voir s'il ne fallait pas « revenir en arrière lors du prochain Congrès des soviets, c'est-à-dire limiter l'Union des républiques socialistes soviétiques uniquement au domaine militaire et diplomatique, et rétablir la pleine autonomie des différents "commissariats des peuples" dans tous les autres aspects, à la recherche, pendant une certaine période, d'une concorde de critères, non au moyen de l'appareil d'Etat, mais par le biais de l'autorité du parti, utilisée "avec la discrétion et l'impartialité nécessaires" ».

Les raisons de Lénine pour procéder de cette façon étaient puissantes : pendant un certain temps, la vague révolutionnaire qui pointait à l'horizon oriental allait devenir le principal point d'appui de l'URSS et de la révolution mondiale, une fois la crise révolutionnaire en Occident terminée et le capitalisme restauré temporairement.

Il disait donc : « Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous ruinions à ses yeux notre autorité, ne fût-ce que par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres nationalités non russes. »¹¹

1 V.I. Lénine, *A propos du problème des nationalités, ou sur « l'autonomisation »*, 1922

2 V.I. Lénine, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, 1916

3 Ibidem

4 Ibidem

5 Ibidem

6 V.I. Lénine, *A propos du problème des nationalités, ou sur « l'autonomisation »*, 1922

7 Ibidem

8 V.I. Lénine, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, 1916

9 Ibidem

10 La Conférence bolchevique d'avril 1917

11 V.I. Lénine, *A propos du problème des nationalités, ou sur « l'autonomisation »*, 1922

Le cas de la Belgique :

Un problème de nationalités ?

Ligue Communiste des Travailleurs (LCT)

Récemment, la tendance vers le fédéralisme a augmenté en Belgique, avec la volonté du gouvernement flamand de créer des « *deelstaten* » (Etats fédérés) et la présence d'options encore plus radicales dans certains milieux flamands, partisans de la dissolution de l'Etat belge. Il y a aussi des tendances fédéralistes croissantes dans le Sud du pays.

Certains ont cru y voir le résultat d'un conflit entre « nationalités », qui serait à la base même de la naissance de la Belgique en 1830. La LCT (Ligue Communiste des Travailleurs) de Belgique rejette cette interprétation.¹

On a essayé de comprendre les crises institutionnelles récurrentes de la Belgique – avec ses trois Régions, trois Communautés et quatre régions linguistiques – par l'identification de deux, voire de trois « nationalités », sur fond de « *droit à l'autodétermination des nations opprimées* ». Mais il suffit de se demander quelle nationalité opprime quelle autre pour se rendre compte que cette question n'a pas de réponse. Lénine a d'ailleurs écrit, il y a presque un siècle, que « *l'expression "d'Etats de nationalités" [...] n'est guère d'application ici* ». ² Et nous pensons qu'il a raison. Reste qu'il faut expliquer cette

question des éternelles querelles communautaires.

L'Etat nation belge est né au début du 19e siècle de la rivalité entre grandes puissances, essentiellement comme un Etat tampon entre la France et l'Allemagne, voulu par l'Angleterre. Sa base économique se composait, d'une part, d'un développement industriel précoce, concentré au Sud du pays, et d'autre part, d'une richesse foncière opulente, surtout dans le Nord du pays, héritée de l'époque féodale. Ces deux composantes se sont retrouvées dans une *Union sacrée*, pour construire ensemble « *l'Etat modèle du capitalisme continental* »³. Ce n'est pas par hasard qu'en 1848, il n'y a pas eu de révolution en Belgique, alors qu'elle s'étendait sur une grande partie de l'Europe.

Les deux composantes ont eu des développements inégaux, en particulier avec un développement de deux peuples qui parlent des langues très différentes, et avec des réponses différentes, selon les régions, aux crises successives du capitalisme. Mais « *la Belgique est la terre de naissance du "capital financier" au sens marxiste du terme* ».⁴ Et son oligarchie financière a su combiner ces différents éléments dans un seul Etat nation, y compris quand, à partir des

années 1970, la régionalisation du pays a quelque peu exacerbé les contradictions. Par exemple, le principe d'unité linguistique nationale a trouvé assez vite une solution dans le bilinguisme, consolidé déjà dans les années 1930.

Cela n'empêche pas que des questions linguistiques ou d'identité régionale soient avancées comme argument pour des querelles entre secteurs, au point même de faire tomber des gouvernements. Mais l'exemple de la période récente d'une Belgique « sans gouvernement » pendant presque un an est éloquent. Après neuf mois dans ce régime, le Premier ministre affirma : « *Les affaires courantes ? [...] C'est un concept sur lequel on n'a pas légiféré. On peut donc, durant cette période, faire tout ce qui est nécessaire.* »⁵

1 Voir la brochure : *La crise institutionnelle belge* (www.lct-cwb.be – section : Théorie / Quelques textes publiés par la LCT)

2 Lénine, *Statistique et Sociologie*, 1917 – *Lenin Werke*, vol. 23 – p. 287.

3 K. Marx, dans un tract « *Aux travailleurs de l'Europe et des Etats-Unis* » de L'Association Internationale des Travailleurs (Ière Internationale), 4.05.1869

4 Ernest Mandel, *La Belgique entre néo-capitalisme et socialisme*, une série d'articles dans *La Gauche* de mai à juin 1964 (voir www.ernestmandel.org).

5 *Le Soir*, 13.01.2011

Bruxelles,
capitale de la Belgique



Italie

Qu'est-ce que la Ligue du Nord ?

Patricia Cammarata

La Ligue du Nord a été fondée en décembre 1989. En quelques mots, disons que c'est un parti qui représente les intérêts des PME, avec une grande implantation dans le Nord italien, où il est considéré (y compris par la classe ouvrière) comme le « parti du peuple ». Il y occupe symboliquement l'espace laissé vide depuis des décennies par une gauche en décadence. La Ligue du Nord se positionne comme la championne de la défense des propriétaires de PME du Nord, contre les grands capitalistes qui seraient défendus par le Parti démocrate et le centre gauche.

La Ligue du Nord incite les Italiens en général contre les immigrés, et les Italiens du Nord – censés être « honnêtes et travailleurs » – contre les Italiens du Sud – censés « vivre aux frais » du gouvernement central et de la « Rome voleuse ». La Ligue met de l'huile sur le feu du mécontentement social causé par les milliers de licenciements dans les villes industrielles, et incite les ouvriers italiens à accuser les immigrés de prendre leurs emplois. Elle aborde les travailleurs autochtones en instiguant des sentiments de haine contre les immigrés et prend toujours position pour « la protection de la famille » constituée par l'homme et la femme.

Cela n'empêche toutefois pas de nombreux députés du parti à s'asseoir confortablement sur les bancs du gouvernement à Rome, y compris avec le rôle de ministre. En réalité, les gens de la ligue se vantent d'une loyauté « au peuple » qui n'existe pas.

Le Syndicat padan

La Ligue du Nord a créé le SAL (Syndicat autonomiste lombard) afin de « casser les "gabbie salariali" éga- litaires, de défendre les travailleurs italiens contre l'invasion des immigrés, de combattre les monopoles et de privilégier les petits chefs d'entreprise et les artisans », et elle est pour un « libéralisme fédéraliste ». Puis elle a développé des associations similaires dans d'autres régions du Nord. Une *Confédération* a

été créée sous le nom de *Confédération des syndicats autonomistes du Nord*, puis sous le nom actuel, le *Syndicat padane*. Plusieurs points de son programme reflètent une conception pluriclassiste et fédéraliste. De toute façon, le syndicat ne s'est jamais développé et n'a jamais eu un nombre significatif d'affiliés.

Des villes du Nord au Palais Chigi à Rome²

La Ligue du Nord est née de l'union de six mouvements indépendantistes régionaux du Nord italien. Elle défend le « fédéralisme » depuis sa fondation. Et elle propose depuis 1996 la séparation des régions du Nord italien et appelle cet éventuel futur Etat la « Padanie ». Parfois, la Ligue revient à son projet initial et retourne à la défense d'un Etat fédératif.

A d'autres égards, elle s'oppose à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et elle est le seul parti italien au Parlement européen à avoir voté contre l'adoption de la monnaie unique (l'euro).

Umberto Bossi est le fondateur et le premier secrétaire du parti. Depuis sa création, la Ligue a eu rapidement une montée apparemment inexorable. Elle a commencé à participer aux élections en 1992 et s'est unie presque toujours avec le parti de Silvio Berlusconi dans une coalition de centre droit. Avec la formation du gouvernement Monti, l'année dernière, elle s'est placée d'emblée dans l'opposition au gouvernement, contrairement à ses anciens alliés, et elle a été le seul parti au Parlement à ne pas donner le vote de confiance à la « solution technique » de Mario Monti.



Lors des élections de 2013, la Ligue a décidé de se présenter avec le slogan « *Primo el Norte* » (le Nord d'abord), de nouveau en coalition avec le centre droit de Berlusconi (Peuple de la liberté – PdL), Berlusconi lui-même conduisant la coalition. Elle légitime un « Nord blanc, travailleur et honnête » contre un Sud à la peau multicolore, considéré comme parasite, criminel...

Rome voleuse... Ligue voleuse

Des milliers de militants ont été déçus par le scandale de la Ligue du Nord sur le financement public, qui a impliqué plusieurs chefs du parti, en particulier le secrétaire, Umberto Bossi, et son fils, député régional de la Lombardie. En avril 2012 s'y est ajouté le scandale de détournement de fonds publics de la région de Lombardie, en faveur de la famille Bossi, en particulier en faveur de Renzo, le fils d'Umberto. Le fondateur du parti, Umberto, démissionna en tant que secrétaire de l'organisation et ne joue plus qu'un rôle marginal dans le parti après ces événements. Le secrétaire actuel est Roberto Maroni.

Un parti du racisme et de la xénophobie

Tout le langage utilisé dans les discours politiques de la Ligue est truffé



Les grèves et les manifestations prennent de l'ampleur dans tout le pays.

de racisme et de xénophobie, et cela se met en pratique dans les mesures des gouvernements régionaux et locaux contrôlés par elle, au point que la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (CERI) a dénoncé que « les représentants de la Ligue du Nord ont fait un usage particulièrement intense de la propagande raciste et xénophobe ».

Ainsi, cette organisation obtient son soutien et son implantation les plus importants dans la partie du Nord italien plus traditionnellement catholique (le Nord-Est), en particulier dans les villes du Vénétien, comme Vérone.

Nord contre Sud ? Ou patrons contre prolétaires ?

Dans les années de croissance de la Ligue, une province comme Vicenza (800.000 habitants, dans le Vénétien) exportait autant que la Grèce, et une province comme Trévise (également dans le Vénétien) n'atteignait qu'un sixième de la valeur des exportations italiennes. Dans le Nord-Est se trouvent les usines qui avaient construit 70 % des jouets d'Eurodisney, et les villes du Vénétien ont produit un tiers de l'ensemble des chaises fabriquées en Europe.

C'est dans ce contexte que la Ligue a insufflé l'intolérance, la haine et la colère contre le Sud et contre la « Rome voleuse », « contre l'excès de bureaucratie, d'impôts et de lois ». Le Nord-Est italien s'est caractérisé par la présence de villes et de régions avec une entreprise chaque deux familles, où tout le monde travaille et où le travailleur s'identifie avec le patron (souvent un ancien travailleur).

Dans les années précédentes, avant le déclenchement de la crise mondiale du capitalisme, la petite entreprise grandissait avec le slogan « nous sommes une famille », impliquant les travailleurs et les patrons dans le sort de la PME. C'est ce qui fait que le travailleur et le patron sont tous les deux électeurs de la Ligue du Nord. Ils accusent la population du Sud italien d'être des « parasites » et ils criminalisent les immigrants, qui toutefois sont utiles à l'usine pour faire les travaux les plus lourds et les plus sales.

La Ligue du Nord a cherché la complicité de la gauche au pouvoir et l'a souvent trouvée. Et elle a surtout redéfini la lutte de classes au nom d'une « lutte du Nord contre le Sud ». Ce que la Ligue prétend, c'est d'effacer la mémoire des prolétaires. Parmi eux, de nombreux sudistes ont quitté l'Italie à la recherche de travail et ont survécu, accablés par les difficultés de l'exploitation, dans la périphérie de São Paulo, de Buenos Aires, de New York ou de Melbourne. Il s'agit de ces 27 millions de prolétaires qui ont émigré dans le grand exode qui a commencé en 1876. Il s'agit des émigrés qui, par exemple, sont partis de Gênes vers différentes régions du monde, faisant face aux mêmes terribles conditions qui sont aujourd'hui l'apanage d'Indiens et d'Africains. Les travailleurs italiens vendaient tout pour partir, et ils subissaient souvent la fraude dans l'acquisition du billet.

Les gens de la Ligue oublient ce passé et disent aux travailleurs, se référant aux bateaux qui font naufrage sur la côte italienne, pleins d'hommes,

de jeunes, d'enfants et de femmes immigrants : « Ils n'ont qu'à rester chez eux ! »

La Ligue travaille pour que les travailleurs italiens oublient tant de tragédies, comme le naufrage à 90 miles de la côte de Rio de Janeiro, d'une embarcation pleine de travailleurs italiens en route vers l'Amérique du Sud. Dans le « Corriere della Sera » du 27 octobre 1927, on pouvait lire un titre similaire à ceux auxquels nous sommes habitués de nos jours : « La Princesse Mafalda a chaviré près du Brésil. Sept navires ont répondu à l'appel à l'aide et 1200 vies ont été sauvées. Il n'y a que quelques dizaines de victimes. » Les victimes, en revanche, étaient 314, et leurs noms n'ont jamais été divulgués. « Chair à canon » pour les mines ou les guerres, force de travail à exploiter, armée de réserve du capitalisme. C'est la même « chair à canon », la même force de travail à exploiter, l'armée de réserve du capitalisme italien de nos jours pour son profit, la criminalisation des Albanais, des Roumains, des Africains, etc., pour diviser la classe ouvrière et en finir avec la solidarité internationale.

Le capitalisme en crise – avec les milliers de licenciements, les fermetures d'usines, grandes et petites, l'appauvrissement général – est en train de montrer son vrai visage cruel, aussi dans le riche Nord de l'Italie, où le système est en train de tomber en ruine, ne laissant que le désespoir et la décadence d'un territoire dévasté par des décennies de développement incontrôlé. La crise est en train de montrer aux travailleurs que ce n'est pas vrai que « les travailleurs et les patrons sont une seule famille », car lorsque l'entreprise ferme, c'est le travailleur, blanc ou noir, qui se trouve sans travail et sans rémunération.

C'est alors que les slogans racistes de la Ligue du Nord commencent à apparaître, de plus en plus vides et mesquins. Les militants du Parti d'Alternative Communiste (PdAC), section de la LIT, opposent à ces slogans racistes ceux de la solidarité internationale : « occupation des usines, gestion ouvrière, pouvoir des travailleurs, le prolétariat n'a pas de patrie, internationalisme, révolution ».

1 Des conventions de travail qui reconnaissent un salaire égal pour tous les travailleurs.

2 Le *Palacio Chigi* est le siège de la présidence du Conseil des ministres italien.

Italie

No Austerity – Coordination de luttes est née

En Italie, la mobilisation n'est pas aussi avancée que dans d'autres pays européens. Tout d'abord, le gouvernement Berlusconi (centre droit), puis le gouvernement Monti (le gouvernement « technique » nommé sans élections et soutenu par le Parti démocrate et le Parti de la Liberté)¹ ont lancé des attaques lourdes contre les conditions de vie des travailleurs et des masses populaires. Comme intervention finale, le gouvernement Monti a lancé une loi financière (la « loi de stabilité ») par laquelle la santé publique est démontrée et de nouvelles coupes sont imposées à l'éducation publique. La crise européenne a eu également ses effets dans le pays. Des millions d'emplois ont été perdus, uniquement en 2012 (selon les estimations officielles), sans compter les millions de travailleurs qui ont reçu une allocation (sous forme de « Caisse d'intégration »²) et qui, jusqu'à présent, ne figurent pas dans les statistiques comme étant au chômage, même s'ils le sont en fait.

Des expériences de lutte importantes et radicales se sont développées ces dernières années, malgré le contrôle strict exercé par les appareils bureaucratiques syndicaux (notamment par la CGIL³), un contrôle qui cherche à fragmenter et à amortir les mobilisations ouvrières en échange de toute sorte de subventions. Ces derniers mois, en particulier, des luttes importantes ont commencé à s'opposer frontalement aux bureaucraties syndicales.

No Austerity – Coordination de luttes est née de la recherche pour coordonner ces expériences qui, jusqu'à présent, sont restées isolées. La décision de créer cette coordination a été prise le 15 décembre 2012, au cours d'une assemblée convoquée par des travailleurs, des immigrants et des militants syndicaux et étudiants. L'assemblée a eu lieu à Cassina de' Pecchi, une petite ville près de Milan, qui a une grande importance symbolique. C'est un territoire où deux expériences importantes de lutte se sont développées : la mobilisation des ouvriers de l'entreprise Jabil-Nokia qui occupent l'usine et s'y sont installés depuis des mois, contre la fermeture et contre les licenciements ; et la lutte des travailleurs immigrés d'Esselunga (un supermarché) de Poglieto qui – après avoir organisé une résistance pendant de longs mois contre les licenciements et les provocations des patrons (qui ont organisé des gangs pour punir les grévistes !) – poursuivent aujourd'hui la mobilisation avec de nouveaux piquets et des campements.

La coordination de luttes se met en place

L'assemblée du 15 décembre comptait avec la présence – en plus de celle des travailleurs d'Esselunga et de Jabil-Nokia – de nombreux autres syndicats et travailleurs

d'autres luttes. Il y avait les délégués de la Fédération des métallurgistes (FIOM) de l'usine Ferrari de Maranello – qui ont perdu le droit de représentation par usine avec la mise en place du « contrat Fiat » : dans les usines de Fiat, les syndicats qui ne signent pas les accords avec l'entreprise n'ont plus le droit d'avoir leurs délégués syndicaux – et la CUB Ferrari flamboyante neuve⁴ ; les immigrants de la Coordination d'immigrants de Vérone et du Comité d'immigrants d'Italie ; les travailleurs de Marcegaglia (l'usine de l'ancien président de la Confindustria, la principale fédération patronale) ; les travailleurs de Same de Treviglio (une grande usine métallurgique qui produit des tracteurs, et dont les travailleurs sont connus pour avoir apostrophé Landini, le dirigeant de la FIOM) ; de nombreux travailleurs des services publics (depuis les travailleurs précaires de l'éducation de Lombardie et d'Emilia-Romagna jusqu'aux délégués de la CUB de la ville de Vicence) ; des militants syndicaux de Lombardie et d'Emilia-Romagna (des délégués de la FIOM, de la CUB, de la gauche de la CGIL, de l'Union syndicale de base – USB, des militants syndicaux du Syndicat Intercatégories Commissions de base – SI.Cobas, etc.) ; des militants des travailleurs de la Coordination de travailleurs auto-organisés ; des collectifs d'étudiants ; des associations (comme « Voix de la mémoire – *No etemit* » de Casale Monferrato, qui s'efforce depuis des années de maintenir vivante la « mémoire » de la catastrophe environnementale et de perte de vies humaines causées par l'amiante). Les participants venaient principalement du Nord de l'Italie, mais il y avait aussi une délégation du Sud, de travailleurs de Fiat-Irisbus d'Avelino (une usine pour fabriquer des autobus, qui avait été fermée. Après la fermeture de leur établissement, les travailleurs n'ont jamais baissé les bras et ont continué à faire entendre leur voix avec des initiatives de lutte et de protestation.) Le PdAC était également présent dans l'assemblée et a donné son soutien à la création de la Coordination.

Une présence importante était celle de Dirceu Travesso, dirigeant de CSP-Conlutas. Travesso a transmis la solidarité de ce syndicat à l'assemblée et a insisté sur la nécessité d'organiser la coordination des luttes également à l'échelle internationale. *No Austerity* était donc invitée à participer à la Rencontre syndicale internationale qui aura lieu à Paris du 22 au 24 mars.

Après un débat houleux, l'assemblée a décidé par vote démocratique la création d'une coordination permanente des luttes. Le nom choisi fut celui proposé par les travailleurs de la Ferrari : *No Austerity – Coordination de luttes*. Un certain nombre d'initiatives de lutte et de

solidarité ont été discutées pour mettre en œuvre. L'adhésion à la rencontre syndicale internationale de Paris a également été votée, à l'unanimité.

Des avancées renforcent *No Austerity*

Après la création de *No Austerity*, une deuxième assemblée a été organisée, cette fois à Maranello (où se trouve l'usine Ferrari, près de Modène). Lors de cette assemblée, nous avons eu d'importantes nouvelles adhésions : celle des travailleurs des coopératives sociales d'immigrants en provenance des zones de tremblements de terre, celle des travailleurs de l'éducation précaires de Modène et de Mantoue et celle de nouvelles organisations étudiantes. L'initiative a surtout été organisée auprès des travailleurs des coopératives du secteur de la logistique, qui sont en train d'organiser depuis des mois quelques luttes des plus radicales et combatives en Italie. Ils étaient représentés avec une délégation de travailleurs égyptiens de IKEA de Piacenza (organisés dans Co.bas), qui ont réussi à combattre les intimidations des patrons, et ont obtenu la réintégration de travailleurs licenciés. *No Austerity* a commencé une collaboration avec ces travailleurs pour leur offrir la solidarité.

Cette deuxième assemblée a été conclue, après des dizaines d'interventions, avec le vote de quelques propositions visant à élargir et à renforcer *No Austerity*. Parmi celles-ci, il y avait la décision d'organiser une nouvelle réunion dans le Sud de l'Italie, afin de construire et de développer le projet *No Austerity* aussi dans cette région. Un pas important dans cette direction a été franchi à la mi-février, avec la décision d'une coordination de l'Italie méridionale (la *Coordination de Puglia des travailleurs en lutte*, qui organise des travailleurs de plusieurs usines dans la région) d'adhérer à *No Austerity*.

Le PdAC est engagé en priorité dans la construction et le renforcement de cette organisation de front unique qui pourra jouer un rôle important, dans la perspective prévisible d'une montée des luttes également dans notre pays.

Fabiana Stefanoni

1 Le Parti démocrate (PD) et le Parti de la Liberté (PdL, de Berlusconi) sont les principaux partis de la droite et de la gauche.

2 Un type d'allocation de chômage qui fonctionne en temps de crise économique et de procédures de faillite.

3 Confédération générale italienne du travail, le principal syndicat du pays.

4 La Confédération unitaire de base (CUB) est un syndicat de base, présent dans cette usine depuis quelques mois.



DES ATTAQUES, DES COMBATS, ET UNE CONQUÊTE



L'emblématique place Tahrir au Caire, théâtre de la participation des femmes à la lutte (Photo IPS).

En cette journée du 8 mars, Journée internationale de lutte de la femme, les femmes travailleuses reçoivent de plein fouet les attaques du capital et les combattent. Elles sont à l'avant-garde dans la lutte contre la dictature sanguinaire d'Assad en Syrie, et participent ainsi à l'avant-garde de l'ensemble du processus des révolutions en Afrique du Nord et dans le monde arabe et musulman. Elles participent à la lutte des travailleurs et des étudiants européens contre les conséquences de la crise économique et des ajustements brutaux, et d'autres luttes qui ont lieu dans différentes parties du monde.

L'Inde montre la brutalité des attaques contre la femme, comme on peut le lire dans l'article de Cecilia Toledo. Dans ce cas, il s'agit des viols qui, jusqu'à présent, restaient impunis, et ces luttes nous donnent une grande leçon sur la façon d'y faire face : par la mobilisation massive et conjointe des hommes et des femmes.

La traite des personnes est peut-être une des plus grandes expressions actuelles de la violence contre les femmes. Ce commerce révoltant, au service des grands capitaux engagés dans l'industrie de la prostitution, profite de la complicité d'un grand nombre de juges et d'autorités dans différents

pays. Mais la lutte contre ce fléau du capitalisme prend aussi de l'ampleur. On le voit dans la mobilisation de masses, de fin 2012 en Argentine, comme riposte à l'acquittement des accusés dans le cas de Marita Verón, séquestrée en 2002. Et le processus est toujours ouvert, grâce à la persistance et le courage de sa mère et du soutien social obtenu.

Ce commerce infâme est très probablement la cause de la disparition de notre camarade colombienne Carolina Garzón. Elle a disparu à cause du fait d'être jeune et d'être une femme, et les tribunaux équatoriens essayent de fermer son dossier. Il est nécessaire d'intensifier



IMPORTANTE QUE NOUS DEVONS DÉFENDRE

la campagne pour la retrouver, comme nous le signalons dans un article de cette édition.

Mais il n'y a pas que les attaques et les ripostes. Nous avons aussi quelque chose à fêter : la dépénalisation de l'avortement en Uruguay. Comme le dit Alicia Sagra dans son article, il est important de reconnaître les victoires, car il faut les étendre afin d'éviter leur remise en cause. Il faut les défendre contre les attaques dont elles commencent déjà à faire l'objet.



En cette Journée internationale de la femme, nous vous présentons donc un dossier un peu différent, ciblé, d'une part, sur la lutte contre ces attaques brutales (les viols et le trafic d'êtres humains) et, d'autre part, sur les conquêtes obtenues dans ces luttes.



Jeunes françaises, participant aux manifestations lors de la grève générale de 2010.

Le cas de Marita Verón en Argentine

Marita Verón a disparu à Tucumán en 2002. L'enquête policière semblait ne conduire à rien, mais la détermination de sa mère, Susana Trimarco, a permis de fournir les preuves que son enlèvement était lié à la traite de femmes et à la prostitution dans la province.

Susana est ainsi parvenue à traîner les responsables devant les tribunaux en 2012, mais la Cour qui devait juger l'affaire a scandaleusement acquitté tous les accusés. Susana a reçu le soutien d'organisations féministes et des droits de l'homme, ainsi que des partis de gauche, dans les mobilisations avant et après le procès.



La dépénalisation de l'avortement en Uruguay

Une importante conquête démocratique

Alicia Sagra

L'année 2012 s'est terminée par une importante conquête démocratique : la dépénalisation de l'avortement en Uruguay. Contrairement à ce que beaucoup prétendent, ce n'est pas arrivé grâce au gouvernement « progressiste » de Mujica, mais grâce à un long processus d'ample mobilisation qui a dû surmonter une forte résistance, dont celle du gouvernement du *Frente Amplio*, qui avait mis son veto sur une résolution antérieure de dépénalisation.

En 2002, les médecins du Centre hospitalier Pereira Rossell (CHPR), principale maternité du pays, publièrent un rapport accablant qui disait, entre autres : « Dans la période de 1996 à 2001, 13 mères sont décédées au CHPR. Parmi elles, 6 décès (47 %) étaient dus à des complications d'un avortement pratiqué dans des conditions de risque. Bien que nous ne puissions pas établir une stricte comparaison avec des chiffres pour l'ensemble, l'avortement comme cause de la mort est sensiblement plus élevé dans le CHPR, par rapport à la moyenne nationale. Il faut également tenir compte d'une sous-évaluation presque certaine, étant donné que ni les femmes elles-mêmes – y compris devant une mort imminente – ni leur entourage – y compris après la mort – n'admettent généralement avoir provoqué un avortement. Cette situation s'est aggravée de façon dramatique au cours des huit premiers mois de 2001, où il y a eu 5 décès maternels, dont 4 étaient dus à des complications suite à un avortement provoqué dans des conditions de risque. Cela signifie que dans la première année du 20^e siècle, 80 % des décès maternels

dans le CHPR étaient dus à des avortements provoqués dans des conditions de risque.

Bref, un examen de données nationales et internationales nous montre que l'avortement en conditions de risque est la principale cause de mortalité maternelle dans les pays sous-développés qui ne disposent pas d'un cadre légal pour l'interruption de grossesse en toute sécurité. En Uruguay, il y a eu une nette augmentation de la mortalité, due à cette cause qui s'avère aujourd'hui être la principale cause de la mortalité maternelle. La situation est particulièrement dramatique au niveau de l'assistance publique, qui s'occupe des personnes les plus démunies. Ce ne serait pas digne de notre condition de médecins engagés dans les réalités sociales de notre discipline, de maintenir sous silence le fait que ce sont les femmes pauvres qui meurent. Les classes privilégiées ont accès à l'avortement dans des conditions de faible risque, parce que, dans notre pays, cela s'obtient avec de l'argent. Les femmes que nous voyons mourir au CHPR n'ont pas cette possibilité. Au-delà de toute autre considération, ceci est aussi une injustice sociale et une inégalité tolérée par une société qui ferme les yeux. Paradoxalement, l'avortement dans des conditions de risque est l'une des causes de décès et d'invalidité maternelles les plus facilement évitables et traitables. [...] Il faut une coordination et un appui technique entre les différents acteurs, depuis les instances gouvernementales jusqu'aux ONG qui travaillent sur la question. Dans ce contexte, il existe

un groupe appelé "Initiatives citoyennes contre l'avortement à risque", et dans le même esprit, le groupe "Initiatives médicales contre l'avortement à risque" a été constitué au CHPR. »

Cette organisation de médecins a gagné un large soutien de différents secteurs sociaux, ce qui a permis la réalisation d'importantes mesures de pression. Le résultat fut la sanction de la loi 18.426 concernant la santé sexuelle et reproductive, mais en 2008, le chapitre concernant l'avortement a fait l'objet d'un veto de la part du gouvernement du *Frente Amplio*, alors dirigé par Vazquez.

Pouvoir tirer profit des brèches ouvertes, et les approfondir

Le veto présidentiel ne touchait pas un article de la loi qui permettait de prendre des initiatives sanitaires pour éviter les avortements dans des conditions de risque. En utilisant cette brèche, une campagne fut lancée à partir des centres de santé pour proposer l'avortement en utilisant le misoprostol, puis en se rendant à l'hôpital après l'application. La mort de milliers de femmes a ainsi pu être évitée. Mais en 2012, deux jeunes filles qui n'osaient pas aller à l'hôpital, de peur d'être emprisonnées, trouvèrent la mort.

Ces décès relança les exigences sociales et le débat parlementaire sur la dépénalisation de l'avortement. Cela a conduit, avec des va-et-vient, à l'adoption de la loi, le 17 octobre 2012, et à sa promulgation par décret présidentiel, le 22 octobre.



Depuis lors, chaque femme uruguayenne résidant depuis plus d'un an dans le pays et majeure d'âge a le droit de se faire avorter gratuitement dans le Système national intégré de santé (public ou privé), et ce dans les douze premières semaines de gestation. Ce n'est qu'en cas de risque vital pour la mère ou de graves malformations du fœtus qu'il n'y a pas de limite de temps. En cas de viol, le délai s'étend à 14 semaines. Les conditions sont les mêmes pour les jeunes femmes de moins de 18 ans accompagnées d'un des parents ou d'un tuteur, et elles n'ont pas besoin du consentement donné par celui qui l'accompagne.

Malgré ces limites, il s'agit d'une grande conquête que nous devons défendre

Plusieurs organisations féministes contestent la loi adoptée, car elle entrave la décision des femmes et les oblige à se placer sous la tutelle de l'Etat.

Il est vrai que la loi a des limites, mais celles identifiées par ces organisations ne sont pas les plus importantes. A notre avis, il existe deux limites importantes. La première est la destruction

progressive des systèmes de santé publique, impulsée par les plans de la Banque mondiale et du FMI, ce qui va au-delà de la question de l'avortement et remet en cause la santé de l'ensemble de la classe

ouvrière et de la population pauvre. L'autre limite – une capitulation évidente du gouvernement uruguayen à la pression des gouvernements voisins – est la condition de résidence d'au moins un an en Uruguay pour avoir accès à l'avortement dépénalisé. C'est cela qui empêche le reste des femmes latino-américaines à pouvoir protéger leur vie en utilisant cette conquête.

Nous devons lutter contre ces limitations, mais nous sommes malgré tout en présence d'une importante conquête. Nous devons savoir reconnaître les victoires du mouvement de masses, même limitées, car c'est une obligation des révolutionnaires et de tous ceux qui se disent démocratique, de les défendre contre les attaques qui se mettent déjà en place.

Le lendemain de l'adoption de la loi, le dirigeant conservateur Carlos Lafigliola a lancé, avec des membres du parlement et d'autres personnalités, la Commission nationale pour la dérogation de la loi sur l'avortement, qui devra analyser et discuter les moyens possibles pour priver la norme de valeur constitutionnelle.

Et l'Eglise a déjà commencé la mobilisation de ses « groupes pro-vie ». Il faut riposter à ces attaques et étendre cette conquête à l'ensemble du continent.

La pénalisation ne sauve pas de vies

En dépit de la position hypocrite de l'Eglise, qui s'oppose à la légalisation au nom de « l'enfant à naître » alors qu'elle couvre les prêtres pédophiles, et des gouvernements qui capitulent au pouvoir du Vatican et des cliniques multimillionnaires spécialisées dans les avortements, la pénalisation de l'avortement ne sauve pas de vies.

C'est ce qu'a déclaré le prestigieux médecin argentin René Favalaro : « J'en ai marre de voir nos filles pauvres mourir



pour que les femmes riches avortent secrètement. Chez nous, les filles meurent dans les bidonvilles, et on fait fortune dans les Sanatoriums en débarrassant de la honte le ventre des femmes riches. Avec le divorce, on disait que c'était la fin de la famille, et ce n'a été que la fin de la honte des séparés illégalement. Avec l'avortement légal, le nombre d'avortements ne va ni augmenter ni diminuer, mais il y aura moins de mères mortes. Pour le reste, il faut éduquer, et non légiférer. »¹

Et la comparaison des données de l'Organisation mondiale de la santé sur la mortalité maternelle dans les pays où l'avortement est illégal (Afrique, Asie, Amérique latine), avec celles des pays où il est légal (Europe, Etats-Unis), ne laisse plus de doute. (Voir le tableau.)

¹ La Gazeta – 8.6.1997. Entretien réalisé par Federico Türpe.



Région	Nombre d'avortements dans des conditions à risque	Nombre de décès dus à des avortements dans des conditions à risque	% de décès maternels dus à des avortements dans des conditions à risque
Afrique	5 000 000	34 000	13
Asie	9 900 000	38 500	12
Amérique latine	4 000 000	5 000	21
Europe du Nord	Moins de 30 000	Moins de 20	2
Amérique du Nord	Minimum	Minimum	Minimum

Source : A tabulation of Available Information, 3d. edition. World Health Organization, Genève, 1997.

La défense de la vie passe par la lutte pour la légalisation

En Amérique latine, l'avortement est uniquement légal à Cuba, au Mexique DF, en Guyane et maintenant en Uruguay. Dans la plupart des pays (à l'exception du Salvador, du Nicaragua, du Chili et de la République dominicaine), l'avortement est autorisé dans certains cas, comme lorsque la grossesse est le résultat d'un viol d'une handicapée mentale ou lorsque la vie de la mère est en danger. Mais, dans plusieurs de ces pays, ces lois ne sont même pas respectées.

Quelques cas ont eu un grand impact en Argentine. Des enfants handicapés mentales, violés, ont été forcés de devenir mères. Une jeune fille est décédée d'un cancer, faute de pouvoir faire le traitement oncologique, parce que la justice n'a pas autorisé l'avortement. D'autre part, il y a des cas comme ceux du Pérou où l'avortement thérapeutique n'est pas effectué en raison de l'absence d'un protocole d'exécution, bloqué à cause de la pression de l'Eglise. En Equateur, le parlement a commencé à discuter d'une norme concernant l'avortement légal. Mais l'initiative est restée lettre morte après que le président Rafael Correa ait averti qu'il opposerait son veto à « tout article sur l'avortement qui irait au-delà de ce qui existe déjà dans le Code pénal ». Ce code établit des exceptions de pénalité en cas de viol d'une femme démente ou handicapée mentalement. Au Chili, la possibilité d'approuver une loi sur l'avortement thérapeutique a été bloquée en avril 2012, après que le Sénat ait rejeté trois initiatives qui avaient franchi les premières démarches au parlement. La loi bolivienne permet

l'interruption de grossesse en cas de viol, de rapt non suivi de mariage, de luxure ou d'inceste, ou lorsque la vie de la femme est en danger, mais dans tous les cas, il faut une autorisation judiciaire. Au Salvador, il y a des cas barbares de femmes travailleuses pauvres qui sont en prison pour avoir avorté, même si, dans plusieurs cas, il s'agit d'avortements naturels qui ont provoqué la suspicion du médecin rédacteur du rapport.

En outre, dans plusieurs pays européens qui ont gagné le droit à l'avortement, ainsi qu'aux Etats-Unis, cette conquête est en danger. D'une part, à cause des politiques de privatisation des systèmes de santé, et d'autre part parce que la crise donne du pouvoir à des groupes ultraconservateurs, qui ne se limitent pas à faire de la propagande, mais attaquent des médecins et détruisent les cliniques où des avortements sont pratiqués, dans le cadre de leur politique « pro-vie ». Et Obama a éliminé l'avortement par des fonds publics, comme moyen d'obtenir un soutien pour son plan de santé.

Cette réalité va toutefois de pair avec la crise impressionnante de l'Eglise catholique suite aux allégations massives de pédophilie – dont la plus haute expression est l'abdication du pape –, qui lui a fait perdre sa crédibilité et a ouvert les portes de la lutte pour la légalisation. Des conquêtes modestes mais importantes ont ainsi été possibles. En Argentine par exemple, en 2012, la Cour suprême a approuvé la pratique des avortements en cas de viol, sans autorisation judiciaire préalable, une déclaration sous serment de la femme étant suffisante. Au Brésil, l'autorisation de

pratiquer l'avortement des fœtus décédés et la légalisation de la « pilule du lendemain » ont été obtenues.

Bien que, par la suite, la mise en œuvre de ces réalisations soit entravée, ce sont des brèches que nous devons savoir exploiter, comme cela a été fait en Uruguay, pour sauver la vie de milliers de femmes travailleuses et pauvres et renforcer la lutte pour la légalisation dans toute l'Amérique latine. De la même manière, nous devons encourager les travailleurs européens et étasuniens à inclure dans leurs revendications de combat la défense de l'avortement légal et gratuit, qui est en danger dans leur pays.

Nous ne préconisons pas l'avortement comme méthode contraceptive. Ce que nous préconisons, c'est le droit des femmes de décider le moment de la maternité. Nous nous opposons au licenciement des travailleuses enceintes et nous exigeons davantage de congés de maternité et des crèches gratuites dans les lieux de travail et d'étude. Et tout comme nous défendons de meilleures conditions de travail pour les femmes qui veulent avoir un enfant, nous luttons pour le droit à l'avortement légal et gratuit en défense de la vie et de la santé des femmes travailleuses et pauvres qui choisissent de ne pas en avoir.

L'éducation sexuelle pour décider

Des contraceptifs pour ne pas avorter

L'avortement légal pour ne pas mourir



La leçon qui vient d'Inde

Des hommes et des femmes luttent côte à côte contre les viols !

Cecília Toledo

Face au viol collectif violent d'une jeune étudiante universitaire (décédée plus tard dans un hôpital de Singapour), d'importantes mobilisations conjointes d'hommes et de femmes ont explosé dans le pays, pour protester contre l'inaction du gouvernement et de la police dans ce genre de faits et exiger le châtement des coupables.

Il s'agit d'un nouveau processus qui modifie la réalité de l'Inde.

Le 16 décembre 2012, la vie de Jyoti commençait à s'éteindre dans une rue sombre de New Delhi. Cette étudiante en médecine, de 23 ans, quitta le cinéma avec son petit ami. Ils montèrent dans un bus où ils furent attaqués par cinq hommes. Alors qu'elle était en train d'être brutalement violée, le bus traversait plusieurs barrages de police, mais il n'a pas été arrêté, parce que personne ne pouvait voir ce qui se passait à l'intérieur, les fenêtres étant couvertes. Le petit ami de Jyoti, frappé à la tête, perdit conscience. La fille fut jetée hors du bus et gisait dans la rue, inerte, avec du sang jaillissant de ses intestins perforés par une barre de fer. Elle fut emmenée à l'hôpital où elle est décédée après plusieurs jours dans le coma.

Le crime a causé une grande répercussion en Inde et à l'étranger, et pas seulement à cause de sa cruauté. Ce qui a attiré surtout l'attention, ce fut la réaction du peuple indien. A première vue, personne ne devrait s'étonner du cas de Jyoti, puisque les viols sont une constante en Inde. Cependant, le lendemain du crime, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour manifester leur colère contre le gouvernement, qui reste passif face à la barbarie. L'exigence d'un châtement exemplaire des criminels fut rejointe par la revendication de lois plus sévères pour punir la violence contre les femmes. Les protestations se répandirent à travers l'Inde et rompirent la logique qui prévaut dans ce genre de luttes : il y avait non seulement des femmes dans la rue, mais des femmes



et des hommes, dont beaucoup, en jupe, portaient des panneaux exigeant le respect pour les femmes. Cela donnait une tout autre qualité à ces manifestations, qui n'avaient pas seulement un caractère « féministe », mais englobaient toute la population. Une autre différence était que les exigences de respect pour les femmes étaient principalement dirigées vers le gouvernement et les autorités, et non pas seulement vers les hommes en général.

Pour toutes ces raisons, la lutte en Inde acquit une qualité supérieure. Ce fut une véritable « révolution sociale » – qui ébranla le pays et attira l'attention du monde entier –, capable de mettre le gouvernement au pied du mur et d'obtenir une première victoire : l'emprisonnement et le procès des criminels.

« Une société insensible au genre, un gouvernement ignorant et une police de New-Delhi irresponsable, sont responsables de sa mort. »

Des manifestations et des barrages routiers occupent les rues

La police déclencha une répression massive, avec des canons à eau et des bombes à gaz contre les manifestants, quand la grande marche menaça d'envahir la maison de la gouverneure de New Delhi, Sheila Dikshit. Ailleurs dans la ville, des groupes d'étudiants universitaires érigeaient des barricades pour protester contre les autorités et exiger le châtement exemplaire des coupables du viol de Jyoti. Le gouvernement publia une liste de promesses hypocrites



à la servilité et à l'humiliation face aux maîtres impérialistes.

Le poids de l'héritage colonial et de la surexploitation

En Inde, la surexploitation de la classe ouvrière, devenue structurelle suite au long passé colonial, liée au maintien de vestiges culturels du passé, a créé une situation explosive. Le pays a une histoire inextricablement liée au fait d'avoir été une colonie de l'Angleterre. Voici ce que disait Trotsky en 1930, quelques années avant l'indépendance (acquise après la fin de la Seconde Guerre mondiale) : « *L'Inde est le pays colonial classique, comme la Grande-Bretagne est la métropole classique. Toute la perversité des classes dirigeantes et toutes les formes d'oppression que le capitalisme a utilisées contre les populations arriérées de l'Orient trouvent leur synthèse la plus complète et atroce dans l'histoire de la colonie géante, sur laquelle les impérialistes britanniques se sont collés comme des sangsues depuis un siècle et demi. La bourgeoisie anglaise s'est efforcée de cultiver tous les vestiges de la barbarie et toutes les institutions médiévales qui servent à l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle a forcé ses agents féodaux à s'adapter à l'exploitation coloniale capitaliste et en a fait son lien, son organe, sa courroie de transmission vers les masses.* »¹

La « modernisation » n'a pas surpassé l'héritage colonial. La grande majorité des femmes ne connaissent pas leurs droits et n'y ont pas accès. Dans de nombreuses régions de l'Inde ancienne survivent encore des pratiques dérivées de l'idéologie selon laquelle « la femme est un être inférieur à l'homme ». L'imposition de la dot continue à ruiner les familles, même après le mariage. En 2010, il y a eu, chaque heure, une future épouse tuée pour exigence de dot.² Le mariage des enfants reste l'un des obstacles majeurs au développement de la femme et cause pas mal de problèmes. Près de 45 % des filles indiennes sont mariées avant l'âge de 18 ans. Les histoires de femmes battues dans la rue ou violées dans des voitures en déplacement sont fréquentes à New Delhi et dans les alentours.

Le nombre de viols signalés a été multiplié par sept depuis 1970, avec une moyenne d'un viol toutes les 30 minutes. Ce nombre inquiétant peut être une des conséquences de la réduction

et la dirigeante du Parti du Congrès, Sonia Gandhi, visita Jyoti à l'hôpital, jurant que « cela ne se reproduirait plus jamais ». Mais la rue a montré que la population ne croit pas en ces promesses et veut des mesures concrètes et immédiates.

Malgré la répression, les manifestations se sont poursuivies tout au long de la semaine, alors que Jyoti agonisait dans un hôpital de Singapour où elle avait été transportée. Outre les intestins perforés, elle avait de graves lésions cérébrales, une infection pulmonaire et une crise cardiaque. Lors de l'annonce de sa mort, le 28 décembre, New Delhi s'enflamma. Les protestations augmentèrent, incitant les autorités à incinérer secrètement le corps, dès son arrivée à Singapour.

L'Inde est connue comme l'un des pays où il y a le plus de lois de genre. L'éclairage public est obligatoire dans tous les quartiers, les transports en commun ne peuvent pas avoir des fenêtres assombries ou avec des rideaux, les brigades de sécurité sont obligatoires dans toutes les parties de la ville. Mais rien de tout cela n'était appliqué et Jyoti l'a chèrement payé. Le bus dans lequel elle fut attaquée avait les fenêtres couvertes, ce qui facilita l'action des criminels ; il est passé devant plusieurs contrôles de police et n'a été arrêté par aucun d'eux ; et la rue où les jeunes attaqués ont été abandonnés, nus et blessés, était complètement dans l'obscurité, ce qui a retardé les secours.

Il y a beaucoup de médecins en Inde, souvent formés à l'étranger et gagnant des salaires élevés dans les cliniques privées, mais Jyoti a été transférée dans

un hôpital de Singapour, ce qui indique que le gouvernement craignait une vague encore plus importante de protestations, qui favoriserait l'opposition. En fait, la députée du parti de l'opposition, le Bharatiya Janata Party (BJP), s'est exprimée au Parlement, accusant le gouvernement actuel de ce crime, alors que des centaines de militants et d'étudiants scandaient des slogans devant le siège de la police à New Delhi, forçant le ministre de l'Intérieur, Sushil Kumar, à faire une déclaration. Celui-ci affirma que le gouvernement mettrait plus de patrouilles de police pendant la nuit et que tous les chauffeurs de bus et leurs adjoints seraient mis en examen. Les bus aux vitres teintées ou avec des rideaux seraient confisqués.

Tout ceci contraste avec l'énorme appareil de sécurité de la police et de l'armée pour protéger les élites qui contrôlent le régime, avec des hommes présentant des mitrailleuses à chaque coin de rue de la ville. Les formes brutales de répression contre les travailleurs et les jeunes qui manifestaient dans la rue, alors que des milliers de criminels et de violeurs restent impunis, sont un autre contraste.

Des foules de gens abandonnés et sans-abri dorment sous les monuments laissés par les Britanniques sur les places de Bombay, de Calcutta et de New Delhi en signe de gratitude pour les années d'exploitation coloniale. Le projet impérialiste de « développement » pour l'Inde, comme pour les autres pays semi-coloniaux tels que la Chine et l'Amérique latine, a seulement réussi à accroître la pauvreté et l'exploitation, qui touchaient déjà des millions d'êtres humains, condamnés

de la population féminine, en raison des préjugés contre les femmes. La lutte pour la survie d'une fille commence dans l'utérus, en raison d'un désir irrésistible d'enfants mâles et de la crainte de la dot. Cela a conduit à l'avortement de 12 millions de fœtus féminins au cours des trois dernières décennies et, dans de nombreuses zones, à une baisse de la proportion de femmes par rapport aux hommes. Le résultat est une augmentation du nombre de viols, une traite d'êtres humains et, dans certains cas, des pratiques comme le partage des femmes entre frères.

Parvinder Singh, le directeur d'Action Aid, met en évidence le problème de l'épidémie du sida chez les femmes – qui, selon lui, touche également pas moins de 400 000 enfants – et les préjugés que la maladie génère en conséquence. Il est très fréquent, surtout dans les castes plus basses, que des femmes à peine sorties de l'adolescence contractent le VIH de maris avec lesquels elles ne voulaient même pas se marier. Qui plus est, elles subissent de graves discriminations et il n'est pas rare qu'elles soient expulsées de la famille à cause de la contamination. Le militant accuse : « *Les hommes réagissent à la nouvelle par le rejet et vont avoir des relations avec des filles, pensant que de cette manière ils vont être guéris du sida.* » D'autre part, il est également optimiste et salue le courage des porteuses du virus qui parcourent le pays pour tenter de convaincre d'autres femmes dans la même situation de se rendre à des centres de traitement.

Singh souligne que, dans la société indienne, « *le patriarcat est un état d'esprit* », qui encourage la violence. La croyance que les femmes sont des êtres inférieurs favorise l'infanticide – l'élimination physique de la nouveau-née –, ce qui, avec l'avortement sélectif des fœtus féminins, augmente le déséquilibre dans la population. Le recensement de 2011 a révélé que le nombre d'hommes excède celui de femmes de 37 millions, dans une population totale estimée à 1,2 milliard.

Dans les régions les plus riches du pays naissent seulement 610 filles pour 1 000 garçons. Singh souligne « *qu'il y a déjà une génération de jeunes hommes adultes qui ne trouvent pas de femme pour se marier, ce qui est à l'origine d'un mécontentement social grandissant et de traite de jeunes filles des quartiers*

pauvres, qui deviennent ainsi des esclaves sexuelles ».

Les avancées de la loi ne changent pas ce scénario

Cette réalité brutale est en contradiction avec le fait que, dans l'Inde, au fil des années, les femmes ont obtenu de grandes conquêtes dans la législation et dans leur statut politique. Le gouvernement d'Indira Gandhi, la première femme à devenir Première ministre (1966-1977 et 1980-1984), s'est occupé du préjugé contre les femmes dans la fonction publique, et beaucoup des postes clés sont actuellement occupés par des femmes, y compris celui de tête du principal parti au pouvoir, occupé par Sonia Gandhi. Il est fréquent de voir des femmes bien vêtues conduire des motos ou des voitures dans les villes, et il y a un grand nombre de femmes parmi les médecins, les avocats et d'autres professions.

Beaucoup de ces mesures politiques sont répertoriées dans les rapports des différentes *Conférences mondiales de femmes* de ces dernières années, et elles ont été – ou sont – mises en œuvre par les gouvernements sous la supervision de l'ONU. Parmi elles, il y a l'élection de davantage de femmes à la fonction publique et les quotas réservés aux candidates femmes dans les partis politiques.

Cependant, la réalité, c'est que la législation, bien que fort avancée, ne suffit pas pour mettre fin à l'oppression. L'infériorisation de la femme est un problème grave et permanent, car elle favorise l'exploitation de la main-d'œuvre féminine par le capital, en plus de faire baisser les salaires de l'ensemble de la classe ouvrière. C'est donc au prolétariat de résoudre ce problème. La bourgeoisie, qui ne s'intéresse qu'à augmenter ses profits, tente de convaincre les gens qu'il s'agit d'un problème exclusivement des femmes, qui peut être résolu dans le capitalisme à travers les « lois de genre ». C'est le chemin tracé par les ONG féministes et l'ONU, autrement dit, le chemin de la légalité bourgeoise et de l'éducation des masses pour qu'elles soient « plus civilisées ».

La réaction contre le viol de Jyoti a toutefois montré que les gens en ont marre et sont déterminés à prendre un autre chemin. Des années de lois de genre n'ont pas empêché le viol et la mort de Jyoti. Des années de développement économique, qui fait de l'Inde

l'une des plus grandes économies du monde, n'ont pas éradiqué la faim et la misère de la population. Il faut prendre une autre direction.

Seul le chemin de la lutte unifiée des hommes et des femmes, le chemin pris par les masses indiennes, peut éliminer définitivement l'oppression séculaire des femmes et la charge immense d'exploitation qui tombe sur les épaules de tous les travailleurs. Telle est la leçon principale que l'Inde nous a donnée, et qui sert aux autres pays coloniaux et semi-coloniaux exploités par l'impérialisme. Le rôle des femmes – dans la révolution qui secoue les pays musulmans et maintenant dans les manifestations en Inde – poussées par la faim et la misère, par l'absence de droits minimaux et par l'oppression séculaire, nous montre l'essentiel. Elles ont occupé, en grand nombre, les premiers rangs dans les manifestations. Beaucoup parmi elles apparaissent comme porte-parole et dirigeantes des masses et ont montré qu'elles sont déterminées à ne reculer devant rien, obstinées à se battre jusqu'au bout pour enlever de leur dos les lourdes charges qui y pèsent. Elles s'enrôlent dans les rangs de la révolution, côte à côte avec les hommes. C'est ce que nous avons vu dans l'Inde, protagoniste d'une véritable révolution dont l'étincelle fut le viol et la mort d'une jeune femme d'à peine 23 ans.

1 L. Trotsky, *Tâches et dangers de la révolution en Inde*.

2 Selon l'Agence nationale des statistiques de crimes.



La recherche de Stephany Carolina Garzón Ardila

Nous exigeons la réorientation de l'enquête !

PST (Colombie)

Le 28 février 2013 marque le dixième mois de la disparition à Quito (Equateur) de notre camarade Carolina, dirigeante étudiante et dirigeante du Parti socialiste des travailleurs (PST) de la Colombie. A ce stade de la campagne – menée par sa famille, le Mouvement vers le socialisme (MAS) de l'Equateur, la Ligue Internationale des Travailleurs (LIT-QI) et le PST lui-même –, il n'a pas encore été possible de préciser les causes et les auteurs de sa disparition, ni de la retrouver saine et sauve, l'espoir de tous ceux qui sont engagés dans la campagne.



Des irrégularités incompréhensibles dans l'enquête

Aux dires de ses proches et des avocats qui travaillent sur le cas, la procureure équatorienne a mis l'accent de l'enquête et de la recherche sur le fleuve Machángara, situé près de l'endroit où habitait Carolina. La procureure soutient que Carolina serait tombée dans le fleuve et aie été emportée par les eaux. Elle se base sur des rapports météorologiques de fortes pluies ces jours-là et sur des déclarations, à notre avis sans fondement, de deux témoins qui affirment l'avoir vue près du fleuve.

Un sac – dont l'appartenance à Carolina a été confirmée – est la seule preuve physique disponible à ce jour. Selon les déclarations d'un agent de l'enquête, accompagné par le voisin du lieu qui a dit qu'il avait vu Carolina aller à la rivière, un vêtement a été trouvé sur un rocher près de la rivière. Malheureusement, le protocole de conservation n'a pas été respecté, et pour une raison inconnue, l'étude criminalistique n'a pas été orientée pour établir si le vêtement avait été exposé

à l'intempérie pendant les huit jours qui ont précédé sa découverte. Cela aurait permis d'établir si cette preuve n'avait pas été « placée » pour dévier la recherche et l'enquête vers le fleuve. Il est étrange que la procureure n'ait pas retenu le témoignage du groupe de sauveteurs et de la famille qui avaient fouillé le même endroit, le samedi avant la découverte du sac, sans trouver aucun vêtement de la jeune femme.

La disparition de Carolina, un cas emblématique

La campagne menée en Equateur et en Colombie a transformé la disparition de Carolina en un cas emblématique, accompagné d'un déploiement journalistique exceptionnel. L'Association des familles de disparus de l'Equateur (ASFADEC), qui a un caractère binationnel, a fait la promotion d'activités à Quito, qui ont permis de donner une visibilité à la disparition de personnes en Equateur, un fléau social que l'Etat équatorien ignore, ou qu'il traite de façon purement formelle. Le fait que les ressources humaines et techniques dont dispose la procureure en charge du cas de Carolina sont insuffisantes est un exemple de cela. Les réponses données aux demandes répétées de la famille, orales et écrites, dans les deux pays, se sont limitées à un dénombrement formel des mesures prises, mais aucun engagement réel n'est assumé pour faire avancer l'enquête. Nous n'ignorons pas l'importance de la campagne « Aidez-nous à la trouver », menée par le gouvernement équatorien suite à la pression politique des exigences de la famille, des amis et ses organisations syndicales et populaires de l'Equateur, de la Colombie et d'autres pays, mais, en réalité, les interventions sont restées infructueuses jusqu'à ce jour.

Il faut un changement radical dans l'enquête

Compte tenu de l'absence de résultats, et des irrégularités et des incohérences dans l'enquête, nous menons une campagne de communiqués adressés au procureur général de l'Equateur, avec copie au président de ce pays, à l'ambassade dans le pays où le communiqué est émis et à la présidence et au procureur général de la Colombie. Des réunions ont également été demandées avec l'ambassadeur de l'Equateur dans chacun des pays où il y a des sections de la LIT.

Le dimanche 17 février, le jour de l'élection présidentielle en Equateur, une manifestation a eu lieu devant le consulat équatorien à Bogota, où le cas de Carolina a été dénoncé face aux citoyens qui se rendaient aux urnes. Des dizaines de signatures y ont été recueillies pour soutenir la campagne de recherche de Carolina. Des actions similaires ont eu lieu en Argentine et au Brésil.

Toutes ces activités visent à faire pression sur le procureur général de l'Equateur, Galo Chiriboga, pour réorienter radicalement la recherche, avec désignation d'un procureur exclusif pour le cas de Carolina ; pour réactiver la coopération entre la Colombie et l'Equateur, convenue lors d'une réunion des procureurs des deux pays ; et pour constituer un groupe d'enquêteurs de la plus haute qualité avec la participation d'agents de la Colombie ou d'autres pays amis de l'Equateur.

Dans le cadre de cette campagne, les manifestations du jeudi devant l'ambassade de l'Equateur et le ministère des Affaires étrangères sont maintenues. Et dans le même temps, nous faisons un appel pour continuer à faire des contributions financières, pour soutenir le développement de la campagne, et en particulier, pour permettre à Walter Garzón, qui se trouve à Quito depuis la disparition de sa fille, d'y prolonger sa permanence. Actuellement, il a fait la démarche auprès des autorités équatoriennes pour obtenir un permis de travail, afin de chercher un emploi qui lui permet de rester dans ce pays. En absence de ce permis, Walter n'a que la solidarité de ses camarades du PST et de la LIT, de sa famille, des amis et des organisations de travailleurs.

Nous rappelons ici le numéro de compte où des virements peuvent être faits :

Compte d'épargne
n° 457 400 068 302
Banco de la Vivienda
Bogotá.



C'est ainsi que El Tiempo, le principal quotidien de la Colombie, rapporta la disparition de la militante trotskyste Stephany Carolina Garzón Ardila.

Son père, Walter Garzón, est aussi un dirigeant du PST.



ASFADEC lutte pour les disparus en Equateur

L'Association de parents et amis des disparus de l'Equateur (ASFADEC) a été constituée en tant qu'organisation civile afin de combattre dans tous les domaines possibles, face au drame vécu par des centaines de familles qui ont été victimes de la disparition de leurs proches.

Contrairement à la Colombie, où des milliers de disparitions sont attribués à des causes politiques, en Equateur, la raison principale semble être la dégradation sociale de la société capitaliste. Les organismes de l'Etat et le gouvernement se comportent de façon indolente, sans écarter la complicité dans plusieurs cas, dans la mesure où des agents de l'Etat se trouvent éventuellement liés à de puissantes organisations criminelles, qui tirent profit de la traite de personnes, et le nombre réduit d'enquêtes empêche de les démasquer.

Pendant la campagne électorale pour la présidentielle, dans laquelle Rafael Correa a été réélu, le Mouvement vers le socialisme (MAS) et ASFADEC ont dénoncé les problèmes de droits de l'homme qui affectent la population, y compris la disparition de personnes.

Nous devons construire un mouvement indépendant de la classe ouvrière !

Workers' voice / La voz de los trabajadores

Il y a quatre ans, les Etats-Unis étaient plongés dans une crise financière croissante et embourbés dans des guerres au Moyen-Orient, sans perspective d'issue. En outre, les gens étaient expulsés de leur maison à cause de leurs dettes, ils perdaient leur emploi et ils étaient privés de soins de santé, malgré les milliards de dollars dépensés pour renflouer des entreprises et faire la guerre.

Des illusions perdues

Inutile de dire que lors de l'élection présidentielle de 2008, il était facile de comprendre pourquoi les masses voulaient une alternative : de toute évidence, les choses ne fonctionnaient pas bien pour eux. Toutefois, Obama n'était pas une véritable alternative pour la classe ouvrière. Il était l'alternative pour les intérêts des banques et des entreprises étasuniennes, qui étaient sélectionnées pour « sauver » le capitalisme nord-américain et récupérer son prestige politique perdu.

Barack Obama avait soigneusement cultivé son image de citoyen, né à Chicago, organisateur communautaire, travailleur infatigable et potentiellement le premier président noir de l'histoire américaine. Et elle devint réalité dans une vision abstraite d'« espoir » et de « changement », et donna comme résultat la fascination de toute la nation pour sa campagne. Quand Obama gagna finalement, le début d'un grand changement dans la société était attendu, qui se traduirait en de meilleures conditions de vie pour les travailleurs. D'autres régions du monde ont même rejoint cet espoir, quand Obama reçut le prix Nobel de la Paix.

Quatre ans plus tard, les Etats-Unis se trouvent toujours dans une crise financière croissante et restent embourbés en Afghanistan ; les gens sont toujours sans emploi, sans abri et sans soins de santé ; et les réseaux d'assistance sociale sont de plus en plus en régression, alors que des milliards supplémentaires avaient été dépensés par

Obama dans le budget pour les guerres et le sauvetage d'entreprises.

Toutefois, Obama a été réélu, malgré l'augmentation des politiques d'austérité contre les travailleurs et l'aide pour le retour partiel au bénéfice dans certains secteurs. Il a fait tout cela sans que les gens ordinaires aient eu conscience que c'est lui qui l'avait fait. En d'autres termes, il a réussi à maintenir l'impression qu'il est « le moindre mal » qui est en train de « faire des concessions » ; qu'il aurait voulu faire davantage, mais que « ses mains étaient liées par le Parti républicain ».

Il n'est donc pas surprenant qu'Obama ait commencé son second mandat tout en conservant la même stratégie des quatre dernières années : faire de sorte que les travailleurs payent pour la crise, alors qu'il fait croire « qu'il est de leur côté ». En d'autres termes, Obama est retourné au poste de « pilote » avec plus de la même chose, et nous devons donc continuer notre combat pour briser l'illusion de la classe ouvrière dans le Parti démocrate.

Les raisons de la victoire d'Obama

Comme Obama avait été « efficace » dans son premier mandat, les gens du « 1 % » prièrent de nouveau sur lui dans cette élection, dépensant 7 milliards de dollars pour sa campagne électorale,¹ utilisant les fonds et les dirigeants syndicaux pour gagner les voix de la classe ouvrière, mettant en œuvre une campagne dans les médias de masse, où Obama était présenté comme le « moindre mal » par rapport

à Romney dans la défense des « droits démocratiques » – pour ne citer que quelques méthodes –, en particulier dans les Etats avec tendance électorale indécise,² pour attirer les travailleurs latinos, les femmes et les noirs.³ En outre, le message de Romney, aussi bien à la classe ouvrière qu'à la classe dirigeante elle-même, était tellement à droite qu'aucune des deux classes n'était acheteuse. Bref, ce fut finalement une victoire facile pour Obama.

Mais quels ont été les facteurs qui ont contribué à cette victoire ? Premièrement, de nombreux analystes conviennent que les tendances démographiques historiques – la croissance des populations latino-américaine et noire et le déclin de la population blanche – favorisent les démocrates et pénalisent les républicains.

En second lieu, Romney et les républicains ont fait un virage majeur vers la droite dans leurs positions, sous la pression du *Tea Party*. Des déclarations du genre « il aime bien virer les gens » ou « il s'en fiche des pauvres » dans cette campagne ont clairement fait pencher la balance chez beaucoup de travailleurs. En outre, plusieurs candidats républicains au Sénat, liés au *Tea Party*, ont fait des déclarations concernant le viol et l'avortement qui ont frappé de nombreuses femmes, ce qui a finalement été au profit des démocrates. Ces facteurs et d'autres ont contribué pour qu'Obama soit considéré comme le « moindre mal » entre les deux candidats.

En outre, la situation économique était une épée à deux tranchants. La campagne de propagande d'Obama a réussi à transmettre le sentiment qu'il y avait eu une « légère amélioration » dans la situation du pays, et que les républicains (« les responsables de la crise ») ne feraient qu'aggraver le peu qui avait été obtenu.

En 2012, le pays n'a pas fait naufrage dans une nouvelle récession économique,⁴ alors que la situation européenne était bien pire qu'avant. Le taux de chômage officiel se maintint autour de 8 %.⁵ (Le chômage « réel » varie de 14 à 16 %).⁶ Il n'y a toutefois pas de signes de reprise économique réelle et les problèmes socio-économiques des gens semblent s'aggraver.

Tout aussi important, les démocrates ont réussi à réprimer ou à coopter le mouvement *Occupy* et toute initiative potentielle dans la base des travailleurs. Cela a été fait avec un plan conscient. Tout au long de l'hiver 2011, les maires et les autorités étatiques ont tout fait pour détruire tous les campements d'*Occupy* et arrêter tous ceux qui résistaient.

En mai 2012, quand la campagne était à son apogée, il n'y avait aucun mouvement de masse indépendant qui pouvait réussir à s'organiser et à lutter. En outre, là où la répression était insuffisante – où *Occupy* avait une certaine base et des dirigeants politiques indépendants, comme en Californie, à Chicago ou à New York –, tout a été fait pour coopter le mouvement (par exemple, avec la taxe des millionnaires en Californie).⁷

En fin de compte, tous ces éléments ont contribué pour que la victoire d'Obama soit écrasante chez les Noirs (estimée à environ 90 %) et confortable chez les Latinos (70 %) ; et qu'elle soit soutenue par un secteur des Blancs (plus de 40 %), principalement parmi les femmes et les jeunes.

Des attaques déguisées en concessions

L'élection d'Obama en 2008 a été le reflet d'un changement profond dans la tactique de la majorité de la bourgeoisie impérialiste des Etats-Unis, surtout après la défaite du projet impérial de Bush en Irak et en Afghanistan. Le déclenchement de la crise économique de 2007-2008 et les mobilisations des immigrés pour leur légalisation en 2006 ont ouvert une dynamique interne qui



aurait pu être explosive dans la situation nationale. C'est ce qui a déterminé un rapport de forces défavorable à l'échelle internationale pour les Etats-Unis et a mené à un début de « crise de leadership » pour l'impérialisme étasunien. Cette situation s'est aggravée par l'éclosion du processus révolutionnaire dans le monde arabe en 2011.

En politique étrangère, Obama sert les intérêts stratégiques de l'impérialisme américain, mais applique une tactique différente de celle de Bush, donnant plus de poids aux négociations et au consensus, ainsi qu'à une approche « multilatérale ». En interne, cette tactique a été utilisée pour créer l'espoir dans la population qu'il était le président du « changement » et pour diluer d'éventuelles dynamiques qui conduiraient les masses à la lutte, comme ce fut le cas avec *Occupy*, le mouvement pour les droits des immigrants (voir ses nouvelles propositions de réformes concernant l'immigration) et d'autres secteurs opprimés (les femmes, les Noirs, etc.).

A l'échelle internationale, Obama n'a pas réussi à inverser le rapport de forces défavorable ouvert avec Bush. Il a toutefois obtenu quelques succès partiels, comme le retrait de l'Irak, le sauvetage de l'essence du régime égyptien et le gain d'influence dans le nouveau gouvernement libyen et parmi les forces de l'opposition en Syrie.

En interne, il n'y a pas de reprise économique à l'horizon, mais jusqu'à présent, Obama a réussi à éviter une nouvelle récession (la récession dite « double dip »⁸). Dans le même temps, il a eu un succès dans le sens de faciliter des accords au profit de la classe dominante (au détriment de la classe

ouvrière, bien sûr), comme la reprise de General Motors après la récession de 2008, tout en étant parvenu à diluer (du moins jusqu'à présent) les mobilisations de masses dans la population immigrée.

Cependant, cet objectif est atteint au prix d'une augmentation de « l'usure » du prestige d'Obama et des grands espoirs qu'il avait créés dans les masses. Aujourd'hui, il n'est plus considéré comme le président du « changement », au point que les démocrates ont perdu la majorité à la Chambre des représentants lors des élections législatives de 2010. Obama a toutefois réussi à récupérer une partie de la réputation de « canard boiteux »⁹ qui avait commencé à l'affecter. Et il a ainsi pu être réélu, profitant de l'indignation contre les républicains de la part de nombreux Etasuniens (encore une fois, le « moindre mal »).

D'une part, si l'on compare la situation actuelle avec celle de 2008, Obama a subi de sérieux revers, tels que la baisse du nombre de voix et de la confiance populaire, même s'il s'en est sorti plus fort qu'en 2010 (quand il a perdu la majorité parlementaire). Une grande partie du vote populaire a choisi le « moindre mal » et lui a donné une seconde chance. D'autre part, à l'heure du choix, la majorité de la bourgeoisie étasunienne a préféré tenter de résoudre les graves problèmes auxquels elle est confrontée avec le prolongement de son engagement avec la « tactique Obama », en opposition à un parti républicain divisé, ainsi qu'à un *Tea Party* fort, mais avec une dynamique incontrôlable.



John Kerry, le nouveau secrétaire d'Etat

Les différences dans la bourgeoisie ne sont pas terminées

Obama a-t-il maintenant fermé la crise de leadership ouverte pendant la présidence de Bush ? Dans un sens, oui. Obama a été réélu, il y a « un capitaine à la barre » et les politiques sont organisées autour de lui. Toutefois, son gouvernement est affaibli par le rapport de forces international et une usure de prestige interne. Cela inclut le fait qu'il doive continuer à négocier ses politiques avec la majorité républicaine à la Chambre des représentants.

Un élément clef est qu'il subsiste une division profonde de la bourgeoisie impérialiste étasunienne en deux secteurs principaux : celui qui soutient les démocrates (les finances, l'éducation et la santé) et une autre qui soutient les républicains (le complexe militaro-industriel, le secteur pétrolier et les producteurs agricoles subventionnés). Ces secteurs ont de profondes divergences sur des questions importantes telles que l'utilisation du budget, la fiscalité, la politique étrangère, la façon de traiter avec le mouvement de masse, etc. Dans les élections de 2012, le secteur pro-démocrate a gagné, et ce sera lui qui donnera probablement le ton dans la définition des politiques centrales. Cependant, une grande partie de la presse bourgeoise fait pression pour un accord consensuel entre les deux parties, comme elle l'a faite dans le débat sur le déficit fiscal et budgétaire en 2012, et actuellement autour de la politique d'immigration et du contrôle des armes.

La crise du Parti républicain

Les élections ont aggravé la crise du « Great Old Party », le mémorable Parti républicain. Elle a commencé avec la

défaite de la dernière administration Bush. En fait, l'arrivée au pouvoir de Bush et de son projet de « Nouveau siècle américain » en septembre 2001 représentait déjà un virage chez les républicains, avec la mise à l'écart des secteurs plus traditionnels. La défaite du projet de Bush a ouvert une crise profonde qui a été exploitée par les secteurs qui ont créé le *Tea Party*, en fait, une organisation différente incorporée dans le Parti. Le *Tea Party* a été utilisé pour récupérer certaines bases électorales en 2010, et en tant que « troupe de choc » dans les batailles parlementaires. Le sommet du Parti a tenté – sous la pression de sa propre bourgeoisie – de stopper l'influence du *Tea Party* lors des élections de 2012. Mais il n'a pas pu éviter la dérive générale à droite de l'ensemble de la campagne, ni les attaques enragées de quelques figures de proue (concernant, par exemple, le viol et l'avortement), qui ont pesé au moment du vote et de la défaite.

Aujourd'hui, les républicains sont profondément divisés sur deux points importants. Il y a, d'une part, le bilan électoral. La direction rend les « explosions » du *Tea Party* responsables de la défaite, et en particulier de la perte de deux sièges, dans le Sénat, par les candidats qui « ont été trop loin » (dans leurs commentaires sur le viol et l'avortement). Le *Tea Party*, quant à lui, fait valoir que Romney a été trop « tiède » dans la campagne. D'autre part, alors que le secteur républicain traditionnel acceptait un accord avec Obama au Congrès, lors du vote sur les coupes budgétaires et les lois fiscales, les représentants du *Tea Party* rejettent toute augmentation des impôts et toute concession populiste, et le vote républicain fut donc divisé.

Le deuxième mandat d'Obama, aux Etats-Unis et dans le monde

Pour voir les perspectives du nouveau gouvernement Obama, nous devons reprendre la caractérisation, donnée plus haut : sa réélection représente la fermeture de la crise de leadership de l'Etat impérialiste des Etats-Unis. Mais il s'agit d'une fermeture partielle, car elle a lieu dans le cadre d'un équilibre international de pouvoir défavorable et d'une reprise anémique de l'économie, qui ne remédie pas à la détérioration des conditions de vie de la société étasunienne. En outre, il y a toujours la nécessité pour la bourgeoisie de

poursuivre les mesures d'austérité et les attaques sur les salaires et les conditions de travail de la classe ouvrière et des opprimés.

Sur la base de cette caractérisation, Obama va tenter de poursuivre et d'approfondir la politique étrangère de la première période qui, bien que n'étant pas parvenue à inverser l'équilibre global international de pouvoir, a eu quelques succès partiels en Egypte et en Libye. Cette politique inclut aussi la Syrie et le refus d'avancer vers une attaque contre l'Iran (et l'instruction à Israël de ne pas le faire). Il peut également essayer d'exploiter la faiblesse du Premier ministre israélien Nétanyahou, afin de faire pression sur lui pour l'ouverture de négociations avec les Palestiniens. (Les démocrates tentent d'ailleurs de coopter certains secteurs des nouveaux dirigeants palestiniens.)

Sur le plan intérieur, Obama devrait maintenir sa politique d'un « plan d'austérité modérée », avec des attaques continues contre l'éducation et la santé publique (qui apparaissent déjà en 2013). En outre, nous verrons des attaques continues contre les salaires et les conditions de travail, moyennant la complicité de la majorité de la bureaucratie syndicale. Sa récente campagne pour éviter le « gouffre fiscal » (*fiscal cliff*⁰) l'a fait apparaître comme faisant une concession aux masses. La même chose vaut pour les soins de santé (*Medicare*), ainsi que pour les budgets pour l'éducation pour laquelle il y a des plans de privatisation, au détriment de la qualité et de l'accessibilité.

Qui plus est, la détérioration sociale, qui a commencé avec l'ancien président Ronald Reagan, a été maintenue et approfondi, avec une augmentation de la pauvreté et de la marginalisation, en dépit de la légère reprise de Wall Street et des multinationales. La colère et la frustration des masses étaient, en un sens, exprimées par le mouvement *Occupy* et constituent un élément important du contexte de fond de la situation étasunienne dans son ensemble.

Moins de confiance en Obama : les perspectives d'une réponse de la part des masses

Quelle sera la réaction sociale et de classe à l'offensive de la classe dominante, surtout maintenant qu'il y a une grande déception parce qu'Obama n'a pas résolu la crise ? Peut-on s'attendre à davantage de « Wisconsin » (c'est-à-dire



l'occupation du Congrès de cet Etat par des travailleurs en 2010) et de combats ou à davantage d'accords collectifs en déclin, comme celui de *General Motors* durant le premier mandat d'Obama ?

Tout d'abord, il est important de mettre en évidence la situation de l'affaiblissement du mouvement ouvrier d'aujourd'hui. Plus précisément, le taux de syndicalisation a chuté de 11,3 %, la plus forte baisse en 97 ans, et le niveau des grèves (19 en 2012) est faible par rapport aux décennies précédentes, bien qu'il y ait eu une légère augmentation du nombre de travailleurs en grève (148 000 contre 113 000 en 2011).¹¹

Deuxièmement, il existe trois principaux obstacles que les travailleurs et les secteurs opprimés doivent surmonter pour avoir une chance de se battre : 1) les illusions dans le gouvernement d'Obama ; 2) l'absence d'un mouvement ouvrier indépendant des démocrates ; 3) le rôle traître de la direction syndicale qui fait pression pour des accords en recul.

Cependant, les luttes de la classe ouvrière, qui ont eu lieu avant, pendant et après la campagne électorale d'Obama, suggèrent la possibilité de secteurs de résistance. Nous ne voyons pas de nouveaux mouvements nationaux comme *Occupy* dans l'immédiat, mais bien la possibilité de l'émergence de luttes localisées. Toute grève, toute lutte, chaque mouvement sont une occasion pour briser les illusions des travailleurs dans les partis de la classe dominante et pour faire pression dans le sens d'un mouvement indépendant des travailleurs.

Les luttes que nous voyons aujourd'hui varient, depuis les grèves et les manifestations des enseignants, des travailleurs et des étudiants des écoles publiques jusqu'aux travailleurs de la restauration rapide et d'autres services. Il pourra y avoir également une résistance à l'offensive patronale dans les syndicats des dockers, des infirmières et d'autres travailleurs du personnel hospitalier. En outre, nous devons être attentifs à une éventuelle résistance, parmi les secteurs opprimés – comme les immigrés (où il y a eu des manifestations en 2012) – et contre la discrimination raciale subie par les Noirs – à travers des mesures telles que *Stop & Frisk*, qui donne aux autorités le droit d'interpeller toute personne « agissant de

façon suspecte » en face des bâtiments, et les assassinats de jeunes Noirs par la police –, sans oublier la résistance parmi les femmes, les écologistes et la communauté LGBT.

Les secteurs où il peut y avoir une résistance accrue dans la période à venir comprennent :

- Le Syndicat des enseignants de Chicago (CTU), dont la grève en 2012 était parmi celles qui avaient une plus grande participation de la base. Ils poursuivent leur lutte contre la fermeture des écoles et contre les tests standardisés, et ils ont inspiré des manifestations similaires dans l'enseignement élémentaire à Philadelphie et à Seattle. A Seattle, le boycott contre le test standardisé, conduit par les enseignants, a reçu le soutien de leurs communautés et d'autres districts scolaires depuis janvier 2013.
- La lutte de l'ILWU (le Syndicat international des dockers et des travailleurs des entrepôts) pour la convention collective dans le nord-ouest des Etats-Unis (Washington, Oregon) contre les monopoles des céréales.
- L'Association des infirmières de Californie (CNA) et le Syndicat national des travailleurs de la santé (NUHW), deux syndicats combattifs, qui ont annoncé une fusion et vont continuer à se battre pour le droit de syndicalisation pour des milliers de travailleurs des hôpitaux Kaiser, bien loin du projet de « syndicat d'affaires » du SEIU (Syndicat international de travailleurs des services). Les travailleurs des hôpitaux ont organisé plusieurs grèves et manifestations dans d'autres régions.
- Les travailleurs de la restauration rapide et des services, qui luttent contre les bas salaires et les conditions de travail. Parmi les grandes luttes, nous

avons celles des dépôts de Wal-Mart (2012), le début d'organisation parmi les travailleurs des magasins de cette société, les arrêts de travail des travailleurs de la restauration rapide à New York. (Il y a eu une grève réussie des travailleurs du réseau Hot & Crusty.)

Il y a aussi des manifestations ou des mouvements des secteurs opprimés :

- En 2012, les « Rêveurs » (de jeunes militants sans-papiers, qui luttent pour les droits des immigrés) ont occupé des bureaux de la campagne d'Obama et ont manifesté pour des réformes en matière d'immigration (contre la déportation d'immigrés et pour leur légalisation). Après la timide proposition d'Obama en janvier 2013, on peut s'attendre à beaucoup de pression sur Obama et les démocrates de la part de ceux-ci et d'autres groupes d'immigrés.
- Les étudiants universitaires et des collèges communautaires et les travailleurs de l'enseignement supérieur continuent à se mobiliser pour empêcher les coupes de cours, de départements et de salles pour les travailleurs étudiants ou les Noirs dans l'enseignement supérieur, dans plusieurs régions du pays. Et il y a aussi des luttes pour la reconnaissance du City College de San Francisco (CCSF). L'émergence de luttes en Californie, à New York et dans d'autres Etats, est probable.
- Il y a des mouvements contre les politiques racistes dans la police : la lutte contre le Stop & Frisk a mobilisé des milliers de Noirs en 2012. En outre, les manifestations contre les meurtres commis par la police contre les Noirs rassemblent de plus en plus de personnes, grâce à un tollé général (Oscar Grant, 2009 ; Martin Trayvon et Alan Blueford, 2012).



Un campement d'Occupy à Portland.



Toute grève, toute lutte, chaque mouvement, sont une occasion pour briser les illusions des travailleurs dans les partis de la classe dominante et pour construire un mouvement indépendant des travailleurs.

Mobiliser et élever la conscience des masses

Après l'effet électoral sur la conscience des gens, il est temps d'intensifier nos actions. Le gouvernement se prépare à mettre en œuvre son « plan d'austérité » et il y a une forte possibilité que les travailleurs et les opprimés continuent à perdre la confiance dans les hommes politiques de la classe dominante. Mais cela ne se fera pas automatiquement.

Par conséquent, notre principale stratégie pour la période à venir est de surmonter les trois obstacles mentionnés ci-dessus (les illusions dans le gouvernement d'Obama, l'absence d'un mouvement ouvrier indépendant, et le rôle des dirigeants syndicaux traîtres). Notre tactique doit être flexible pour surmonter ces obstacles, et nous aurons besoin d'exigences et de mots d'ordre clairs pour mobiliser notre classe.

Dans les luttes locales, surtout en Californie et dans d'autres Etats régis par le Parti démocrate (New York, Chicago, etc.), nous devons proposer les exigences de la « fin de l'austérité » et pour la construction d'un mouvement indépendant des travailleurs et



des secteurs opprimés. Cela peut être efficace dans les Etats des démocrates et dans les cas où de nouvelles taxes sont perçues. (En Californie, il y a maintenant une majorité démocrate dans le pouvoir législatif.)

Cependant, nous devons garder à l'esprit, que beaucoup de mouvements sont aujourd'hui divisés ou en crise, en raison de leurs illusions en Obama et sa politique de « double tranchant » (présenter des réformes ou des politiques de « changements » et donner quelque chose à un secteur en détriment d'un autre). C'est la politique de changer tout pour ne rien changer.

Par exemple, sa récente proposition de réforme de l'immigration ouvre la voie à la légalisation de certains qui entrent dans les conditions et qu'il veut coopter (comme les *Rêveurs*), alors qu'elle sera plus difficile pour les immigrants récents (entre autres à cause d'une frontière plus militarisée). Il a également présenté des propositions « à double tranchant » pour le contrôle des armes, la sécurité sociale, le salaire minimum et d'autres questions.

Nous devons continuer à répondre à la notion de « sacrifice partagé » qu'Obama et ses alliés ont défendu

avec succès. Nous ne pouvons pas accepter que les gens se contentent du *statu quo* de coupes et d'austérité, qui nous divise et empêche une grande unité.

De la même manière, nous devons répondre au discours du milieu libéral bourgeois, en particulier leurs attaques contre les syndicats, les travailleurs, les immigrés, les Noirs, les LGBT et d'autres secteurs opprimés. Nous devons continuer à dénoncer les contradictions entre ce qu'Obama dit qu'il va faire et ce que font réellement les démocrates au pouvoir. De la même manière, nous devons être à l'avant-garde de la résistance des travailleurs contre leurs directions traîtres et défendre les syndicats de combat, démocratiques, avec indépendance de classe.

Cornel West et Tavis Smiley¹² ont raison de dire que nous devons continuer notre lutte durant le second mandat d'Obama, mais notre objectif est de le vaincre, et non de « faire pression » sur lui, pour obtenir ce que nous voulons.

Dans l'immédiat, il est urgent de construire des mouvements indépendants de la classe ouvrière, là où c'est possible, pour disputer avec le Parti démocrate l'influence sur les travailleurs et les opprimés. A cet effet, nous devons profiter de chaque combat ou grève. C'est la seule façon de « faire pression » sur Obama.

Mais notre travail ne fait que commencer là-bas. En dernière instance, pour surmonter ces obstacles, nous devons jeter les bases pour un parti indépendant de la classe ouvrière et des opprimés, qui place la classe ouvrière au pouvoir, pour vraiment éradiquer la pauvreté, le racisme, le sexisme et d'autres oppressions, et pour créer un système de véritable égalité et de justice économique et sociale. *La voix des travailleurs* lutte pour contribuer à ce projet. Rejoignez-nous !

1 www.politico.com/story/2013/01/7-billion-spent-on-2012-campaign-fec-says-87051.html.

2 Les « swing states », où le vote entre républicains et démocrates est en équilibre.

3 www.npr.org/blogs/itsallpolitics/2012/11/09/164791497/obamas-feat-not-just-winning-but-how-he-won

4 Quoique le PIB des Etats Unis a baissé de 0,1 % dans le dernier trimestre de 2012. Voir www.tradingeconomics.com/united-states/gdp-growth

5 <http://data.bls.gov/timeseries/LNS14000000>

6 www.unionofunemployed.com/blog/homepage/real-unemployment-numbers-january-2013/

7 <http://lavozlit.com/?p=3537>

8 Ou une récession en « W », c'est-à-dire une rechute, après une première chute.

9 L'expression « lame duck » désigne le président en fin de mandat, surtout quand un rival a déjà été élu comme successeur ou émerge comme tel, et que le dirigeant en poste commence donc à « boiter ».

10 Une augmentation en flèche du déficit fiscal, qui provoque l'application de mesures d'économie automatiques, imposées par la loi.

11 Secrétariat de statistiques du travail, du gouvernement. www.bls.gov/news.release/wkstp.nr0.htm

12 Le « Smiley & West Show » est un programme de radio à succès – voir www.democracynow.org/blog/2012/11/9/part_2_tavis_smiley_and_dr_cornel_west_on

Venezuela

Même si Chávez revenait, rien ne sera plus comme avant

Victor Quiroga, Leo Arantes, Ana Rodríguez

Le gouvernement et le régime chavistes sont confrontés au moment le plus difficile de leur quatorze ans d'existence.¹



Selon de nombreux commentateurs, il est fort improbable qu'Hugo Chávez puisse reprendre le gouvernement. Ou s'il le peut, ce serait pour assurer une succession ordonnée, appuyée par l'Armée nationale. Par conséquent, le régime né il y a 14 ans – que nous avons caractérisé comme « bonapartisme un peu spécial » (selon une définition de Trotsky en son temps pour le Mexique) – ne sera plus comme avant. Et sa relation avec les masses ne sera pas non plus la même, en particulier dans le contexte de la crise économique qui est en train d'entrer de nouveau au Venezuela.

Cet hermétisme – pour informer les gens qui ont voté pour Chávez, il y a à peine quelques mois – donne lieu à d'innombrables rumeurs qui apparaissent dans la presse étrangère. Le retour de Chávez, le 18 février, n'a pas changé cette façon de procéder. On va ainsi – dans l'intérêt du sommet du *Parti socialiste unifié de Venezuela* (PSUV) – à l'encontre du droit démocratique le plus fondamental de savoir quelle est la situation réelle du Président.

Le gouvernement est en train d'abandonner son discours anti-impérialiste et ne parle plus guère de « socialisme ». L'inflation, les pénuries et la dévaluation de la monnaie inquiètent les masses. La classe ouvrière et les secteurs populaires ont commencé à s'éloigner du gouvernement, alors que des secteurs de la gauche, y compris des « trotskystes », continuent à lui apporter leur soutien. L'avant-garde révolutionnaire doit construire une alternative d'indépendance politique, socialiste et révolutionnaire, de la classe ouvrière pour grouper derrière elle les

combattants qui, chaque jour, sont à la recherche d'une alternative à Chávez.

Le Caracazo

La fin des années 70 laissait présager la crise du régime de *Punto Fijo*.² Des dévaluations importantes, un pouvoir d'achat en déclin accéléré, des réserves internationales insuffisantes, les scandales de corruption, les massacres de la répression, la dégénérescence complète de tout le sommet politique, la capitulation complète au régime de la bureaucratie syndicale de la Centrale des travailleurs de Venezuela (CTV) et la répression policière dans les conflits – tout cela a contribué à augmenter la pression de la chaudière des bouleversements sociaux et la méfiance des masses dans ce régime.

En 1989, quelques jours après le début de son deuxième gouvernement, Carlos Andrés Pérez appliqua un paquet de mesures économiques très dur : une dévaluation de 150 % de la monnaie, une augmentation de 80 % des prix, une hausse des taux d'intérêt bancaires, le doublement du prix de l'essence et l'augmentation de 40 % de celui des services de base, la réduction du déficit fiscal et l'élimination des frais « inutiles », et la privatisation des grandes entreprises d'Etat.

La réaction populaire fut explosive : dans le *Caracazo*,³ les masses descendirent dans la rue en protestation et pillèrent des magasins. Il s'agissait d'une semi-insurrection qui remettait tout en question : le régime et la direction politique ; la situation économique ; les mesures prises et même la propriété privée. L'explosion frappa à Caracas et dans d'autres villes. Les masses de

Caracas mirent la police en échec. Le gouvernement ordonna une répression brutale, causant 3 000 morts et 2 000 disparus.

Le régime de *Punto Fijo* avait ses jours comptés, et la bourgeoisie avait besoin d'en construire un autre qui garantirait la bonne gouvernance.

L'émergence de Chávez

Dans un contexte de montée des luttes populaires survint un soulèvement militaire en février 1992, dirigé et orienté par Hugo Chávez, alors lieutenant-colonel, accompagné d'un groupe de jeunes officiers. Malgré la défaite de l'insurrection et l'emprisonnement de Chávez, ce dernier commençait à gagner du prestige parmi les secteurs populaires et les travailleurs, comme une figure d'opposition au système.

Carlos Andrés Pérez tombe finalement en 1993 et Chávez est libéré en 1994, suite à la pression populaire, par une amnistie accordée par Rafael Caldera.⁴ Chávez active alors son *Mouvement bolivarien révolutionnaire 200* (MBR-200).⁵ Il est élu président en décembre 1998, avec 56 % des voix, et entre en fonction en février 1999.

Le chavisme au pouvoir et la politique initiale de l'impérialisme

Initialement, le mouvement politique chaviste fut le résultat de la montée populaire du *Caracazo*, qui avait mis fin au régime de *Punto Fijo*, ainsi que d'une tentative d'un secteur de l'Armée pour sauver l'Etat bourgeois. Une fois au gouvernement, Chávez convoqua une Assemblée constituante pour approuver une nouvelle constitution, dans le but de remettre sur les rails les institutions mal loties. Il mit

en place une « feuille de route civile et militaire » afin de restaurer l'unité et le prestige de l'armée bourgeoise. Avec la nouvelle Constitution, il fut réélu en 2000 pour la période de 2001 à 2007. Il adopta des lois telles que celle de « Terre, Hydrocarbures et Pêche », qui n'introduisent aucune transformation substantielle. Il apparut alors comme un gouvernement et un régime « forts », donnant quelques concessions pour tenter de contrôler la grande montée commencée avec le *Caracazo*.

La politique économique de Chávez comprenait des dévaluations monétaires et des paiements ponctuels de la dette extérieure. Il ne prenait aucune mesure pour rendre le pays économiquement plus indépendant ni pour rompre une relation semi-coloniale du Venezuela avec l'impérialisme. Les fléaux du chômage et de l'inflation persistaient.

Cependant, le fait d'avoir pris des mesures pour améliorer la collecte des impôts et avoir un meilleur contrôle de l'Etat sur la compagnie *Petroleo de Venezuela Sociedad Anónima* (PDVSA, pour capter des fonds générés par les exportations de pétrole), et d'avoir dénoncé la Zone de libre-échange d'Amérique (ZLEA / ALCA) dans des discours et des déclarations anti-impérialistes, provoqua des frictions qui motivèrent l'impérialisme, ainsi que des secteurs bourgeois vénézuéliens déplacés du pouvoir, à organiser le putsch d'avril 2002 et le lock-out patronal de 2002-2003. L'impérialisme yankee – alors en pleine offensive de recolonisation dans le monde pour imposer son projet néolibéral – ne pouvait tolérer un leader populiste qui lui faisait chanter avec des mobilisations de masses.

Toutes ces tentatives putschistes furent mises en échec par la mobilisation des masses et des travailleurs, et forcèrent l'impérialisme à changer de politique. Ce dernier paria alors, depuis 2004, sur l'usure électorale de Chávez et l'usure en général du régime, et favorisa la participation au « référendum de révocation » comme mécanisme pour se débarrasser de Chávez. Il fut de nouveau battu par les masses.

La réalité du « socialisme bolivarien »

Le chavisme s'appuie sur la mobilisation des masses pour se soutenir comme régime et pour négocier de meilleures conditions avec les différents secteurs de la bourgeoisie et de



Nicolas Maduro, le vice-président désigné, Président faisant fonction pendant l'absence de Chávez.

l'impérialisme. Dans ce régime, la figure de Chávez agit comme une véritable institution centrale, en prenant des décisions quand il y a des frictions entre les différentes ailes. C'est pourquoi sa maladie provoque aujourd'hui une telle crise.

Pour maintenir son influence dans les masses, Chávez a mis en œuvre une série de mesures d'assistance sociale (appelées missions sociales), en particulier pour les secteurs les plus appauvris, dans les domaines du logement, de la santé, de l'éducation, de la nourriture, etc. Quelques grandes entreprises – comme Sidor, CANTV, Electricidad de Caracas, etc. – ont été nationalisées ou renationalisées, en général moyennant le paiement au prix de leurs actions sur le marché.

Il a également promu la fondation d'une nouvelle centrale ouvrière pour essayer de contrôler les travailleurs d'une main de fer et de les démobiliser. L'Armée nationale est parvenue à reconstruire partiellement son unité institutionnelle et son image. Elle est la garante du régime, mais il convient de noter que, parfois, il y a des crises et des affrontements avec des secteurs de la population, comme ce fut le cas avec la Communauté autochtone *Pemon*, au sud de l'Etat de Bolivar.

Après sa réélection en 2006, Chávez commença une politique de coupes budgétaires et de contrôle du mouvement ouvrier et de masses. Le budget était calculé sur une base « d'austérité » et la répression des manifestations indépendantes et les attaques contre

l'autonomie syndicale étaient renforcées. Il créa également le *Parti socialiste unifié de Venezuela* (PSUV), avec l'objectif initial de fonctionner comme « parti unique » du régime.

Pour la bourgeoisie le filet de bœuf...

La politique économique ne faisait pas de tort à tous. Certains secteurs bourgeois faisaient des affaires spectaculaires, que ce soit la bourgeoisie déjà vieille de l'opposition ou celle nouvellement émergée et liée au chavisme (la « bolibourgeoisie »). Selon l'Inspection générale des banques, en novembre 2012, les bénéfices des banques ont augmenté de 93 % par rapport à la période de janvier à novembre 2011. Juan Carlos Escotet, l'ancien directeur de Banesco (putschiste en 2002 et aujourd'hui bolibourgeois) a accumulé une fortune de 200 millions de dollars.⁶ Le commerce d'obligations émises par le gouvernement du Venezuela a donné des profits succulents pour les banques, y compris les internationales. La banque d'investissement étasunienne Goldman Sachs a réalisé un bénéfice de plus de 14,7 % par an, grâce aux paiements ponctuels réalisés depuis 1999 par Chávez aux créanciers étrangers.

Dans le secteur pétrolier, des « entreprises mixtes » furent établies entre PDVSA et les sociétés transnationales, qui ont permis à ces dernières de s'approprier plus de 40 % des réserves de pétrole et de faire des bénéfices par le biais de prêts à PDVSA, d'achats d'obligations et de spéculations sur le dollar dans le marché parallèle. La bourgeoisie commerciale importatrice était une autre grande bénéficiaire : elle acheta des biens à l'étranger en payant le dollar au taux officiel et les vendit sur le marché intérieur à des prix calculés au taux du marché parallèle (quatre fois le taux officiel) ; ou elle revendit directement les dollars sur le marché parallèle.

En septembre 2012 fut signé un accord avec *Citic Group* de la Chine pour l'installation de 27 « campements géologiques », afin de recenser les gisements de minerais d'or, de bauxite, de coltan et de cuivre, entre autres, pour leur exploitation avec les mêmes critères que ceux des entreprises mixtes pétrolières.

D'autres événements incluent l'entrée au *Mercosur* comme membre à part entière, la création d'une entreprise mixte avec la Renault française, et la

concession de cinq champs pétroliers à l'entreprise russe *Rosneft*.

... et pour les travailleurs même pas la peau !

Selon le porte-parole officiel, l'inflation était de 20,1 % en 2012, le taux le plus bas des cinq dernières années. Il y avait un taux moyen de pénuries (d'articles manquants) de 16,3 %. Cependant, depuis la fin de 2012, les travailleurs vénézuéliens sont dans une situation où l'acquisition de produits de base – comme la farine de maïs, le riz, le poulet, le bœuf, les œufs, le lait et le sucre, entre autres – devient une course aux obstacles, souvent en vain. Sans parler de la disparition presque complète d'autres articles tels que le papier toilette et le dentifrice.

Il n'y avait pas que l'inflation et la pénurie alimentaire pour affecter les poches des travailleurs. Ceux-ci subissaient également la détérioration croissante des services d'éducation, de santé, d'électricité, d'eau et de communication. La pénurie de logements n'avait pas été résolue (malgré le lancement de la « mission logement »), tandis que le chômage et l'emploi précaire et informel étaient des fléaux clairement en hausses, malgré des chiffres officiels.

La classe ouvrière et les salariés n'étaient pas fort privilégiés. La LOTT (loi organique des travailleurs), vantée par beaucoup comme « un outil pour freiner les abus innombrables des patrons » ne garantissait même pas que l'Etat (le principal employeur de sous-traitance) inclue des milliers de travailleurs avec contrat temporaire dans son personnel fixe. En outre, cette loi enfreint des droits comme la liberté et l'autonomie syndicale, la négociation collective et le droit d'association. Les patrons du secteur privé, loin de se conformer à une application minimale de la loi, lancèrent une campagne responsabilisant la LOTT de la faible productivité et du manque de produits, et ils exigeaient une réglementation plus souple.

Les salaires étaient en dessous du « panier de la ménagère » (plus de 4 000 bolivars). Beaucoup de contrats collectifs étaient arrivés à terme depuis des années et d'autres étaient paralysés. Il y avait de nombreux conflits pour cette raison ou pour réclamer le paiement de salaires ou avantages arriérés.

La sous-traitance et l'emploi informel abondaient.

En raison de tout cela, **il y a un changement dans les relations des travailleurs et des masses avec le régime**. Ce changement s'est manifesté dans les élections présidentielles du 7 octobre 2012. Il ne faut pas se voiler la face avec le gros triomphe électoral du chavisme. L'élément nouveau est la croissance électorale de l'opposition bourgeoise de droite (plus de 2 millions de voix), une expression de rupture majeure des travailleurs et des secteurs populaires avec Chávez et son gouvernement. Cette dynamique de rupture va s'approfondir, même si elle ne s'exprime pas encore, pour le moment, dans une situation plus importante de conflits, à cause du contrôle bureaucratique par les dirigeants syndicaux.

La crise actuelle du régime

La maladie d'Hugo Chávez et son remplacement par Nicolás Maduro ont ouvert une crise majeure dans le régime. Chávez est l'homme fort, non seulement du gouvernement, mais aussi du régime. Aucune institution – ni l'Assemblée nationale, ni la justice, ni les partis, etc. – ne parvient à couvrir ce déficit. Des mesures telles que la dévaluation de 47 % ont provoqué une grande indignation dans la population. Nicolas Maduro ne parvient pas à convaincre que cette politique a été orientée par *el comandante*. Au point que le Parti communiste du Venezuela (PCV), qui soutient Chávez, a déclaré que « la dévaluation est incompatible avec la politique

de Chávez »⁷. L'opposition de droite dit que « Maduro a ruiné le pays en deux mois. » Il est probable que le retour de Chávez vise à calmer la situation.

Les étatisations

Les étatisations, qui auraient pu être utiles pour l'avancement du processus révolutionnaire, sont devenues totalement stériles. Comme elles ne dépassent pas les limites du capitalisme, sont encadrées dans des politiques isolées et ne font pas partie d'une planification globale de l'économie, elles se trouvent actuellement englouties dans une crise profonde. Plusieurs entreprises produisent en dessous de leur capacité ou sont paralysées ou à moitié paralysées. D'autres, comme Corpoelec, exigent un investissement important qui n'est pas fait. Les coupures de courant sont fréquentes. Ces entreprises sont en train d'être pillées par la bureaucratie d'Etat, parasitaire et corrompue (la « bolibourgeoisie »), et par les sociétés étrangères. Les dirigeants syndicaux de mèche avec le gouvernement participent du festin et freinent tout type de lutte indépendante pour les moindres besoins.

Les organisations ouvrières et la gauche

Le gouvernement de Chávez a fait des avancées dans son projet de contrôler les masses politiquement. La création du PSUV, un parti bourgeois soutenu par les courants chavistes et proches du chavisme, a servi à mettre en place une organisation quasi militaire, les « *comandos* », qui contrôlent d'une main

L'inflation élevée, en particulier pour la nourriture et les biens de première nécessité, fait mal au niveau de vie des travailleurs et des masses.



de fer les activités électorales et de la rue, et auxquels les militants les syndicats sont subordonnés. Le PSUV est, en fait, une institution étatique de plus, au point de déduire la « contribution volontaire » de la fiche de paye des fonctionnaires. Les *Missions*, qui offrent des prestations palliatives sans changer la source des maux, sont utilisées comme des instruments de subordination et de dépendance des plus démunis et ont réussi à coopter de nombreux cadres du mouvement de masse. De cette façon, et par la division des organisations syndicales en en créant d'autres « d'en haut », on a réussi à museler le mouvement de masse et ses luttes.

Le Syndicat national des travailleurs (ÚNETE), qui exprimait, autre fois, un riche processus de regroupement de l'avant-garde ouvrière et de réorganisation de vastes secteurs, est désormais divisé et affaibli. Des secteurs qui ont rompu avec lui (sous instigation du chavisme), comme *Marée Socialiste*, ont formé la Centrale bolivarienne socialiste des travailleurs (CBST) qui est complètement intégrée dans l'appareil de l'Etat. La CTV traditionnelle, putschiste en 2002, est presque paralysée, mais conserve un certain poids chez les fonctionnaires.

Les travailleurs n'ont pas été vaincus, mais ils se battent en ordre dispersé. Il y a même une certaine démoralisation dans quelques secteurs. Ce processus de lutte, en particulier dans les entreprises étatisées comme SIDOR ou Ferrominera, a donné lieu à l'émergence de nombreux militants et est en train de faire pression sur certains dirigeants et de les stimuler à se poser la question du besoin de l'unité d'action. D'autre part, il accélère le processus de rupture avec le gouvernement, qui était déjà en train de se manifester.

L'opposition bourgeoise parie sur l'usure électorale du chavisme.

Sur la photo, l'ancien candidat Henrique Capriles Radonski.



Au sein des organisations de gauche, presque toutes ont été absorbées par le PSUV, y compris certaines soi-disant « trotskystes ». D'autres, comme le PCV, ne sont pas entrés dans le PSUV, mais restent au sein du *Grand pôle patriotique*, qui rassemble une mosaïque de proches du chavisme. Ils viennent d'organiser, à côté de *Marée Socialiste* et d'autres collectifs, le *Front populaire bolivarien*, pour appuyer la décision d'Hugo Chávez de nommer le vice-président Maduro comme son successeur.

Toutes ces organisations soutiennent et défendent une politique de conciliation de classes avec le gouvernement bourgeois. Elles avancent des programmes « alternatifs » à partir de positions déclaratives comme « la lutte contre la bureaucratie, le capitalisme et l'impérialisme », avec une certaine critique de la « bureaucratie du PSUV ». Mais aux élections, ils votent (à quelques exceptions près) pour les candidats du PSUV (y compris les militaires et les bourgeois) qui ont des programmes opposés.

Pour une politique d'indépendance de classe

Dans l'Unité socialiste des travailleurs (UST), nous proposons une politique indépendante par rapport au gouvernement de Chávez. L'augmentation des luttes oblige à proposer l'unification de la lutte. Cela soulève la nécessité de renforcer l'organisation syndicale dans les lieux de travail, promouvant la démocratie ouvrière et la création de nouveaux syndicats, là où ils n'existent pas encore. Il faut, à partir de là, exiger des directions syndicales qu'elles rompent avec les politiques du gouvernement et se mettent à la tête des luttes.

Cela seul est insuffisant pour répondre au riche processus politique de rupture de secteurs de travailleurs et des masses avec le gouvernement de Chávez. Dans l'élection présidentielle d'octobre 2012, nous avons appelé à former un front uni avec tous ceux qui soutenaient la candidature ouvrière d'Orlando Chirino, du PSL,⁸ et un programme d'indépendance de classe. Malheureusement, toutes les organisations, y compris le PSL, ont eu une politique d'autoproclamation et le Front n'a pas pu se constituer.⁹

Les organisations politiques qui, comme nous, font face au gouvernement et se disent révolutionnaires ont l'obligation de répondre à ce défi. Nous proposons de commencer la construction d'un programme d'indépendance de classe, de soutenir toutes les luttes qui ont lieu et de mettre en place un *Front des travailleurs* pour servir comme une véritable référence politique pour tous les combattants qui sont à la recherche d'une alternative.

Pour une politique indépendante, ouvrière, socialiste révolutionnaire et internationaliste

Le fait de relever ce défi de se battre pour l'indépendance politique de la classe ouvrière ne dispense pas les révolutionnaires, comme nous, de se battre pour la construction du parti ouvrier et socialiste révolutionnaire qui fait partie d'une internationale. Au contraire, la lutte pour une politique d'indépendance de classe, pour le véritable socialisme, a besoin – pour la mettre en œuvre – de la construction d'un parti fort avec un programme de rupture avec l'impérialisme : la nationalisation des banques et du commerce extérieur, et la planification de l'économie sous contrôle ouvrier. Bref, nous sommes devant la tâche de construire l'outil politique – qui mobilise les masses pour le gouvernement des travailleurs et des secteurs populaires – pour mettre en œuvre toutes ces tâches.

1 Cet article a été écrit en février 2013, avant la mort d'Hugo Chávez. La LIT-QI a publié un commentaire à l'occasion de sa mort, que vous pouvez lire sur son site, www.litci.org/fr/.

2 Le régime issu, en 1958, d'un accord signé par trois partis, ADECO (Action démocratique), COPEI (les sociaux-chrétiens) et URD (Union démocratique républicaine), dans une villa du Président Raphael Caldera située à Punto Fijo. Il était soutenu par l'Armée et basé sur la richesse pétrolière, qui assurait la stabilité et l'alternance dans le pouvoir.

3 La « rébellion de Caracas ».

4 Le Président du Venezuela de 1969 à 1974 et de 1994 à 1999.

5 Un mouvement fondé par Chávez en 1982, donnant suite à l'Armée bolivarienne révolutionnaire (EBR-200), fondée à son tour en 1977 à l'occasion des 200 ans de la naissance de Simón Bolívar.

6 Classement des milliardaires, de Bloomberg

7 *Vanguardia Popular*, sur le web

8 Le PSL, *Parti Socialisme et Liberté*, est le courant de l'UIT-QI au Venezuela.

9 La seule exception était *Option ouvrière*, le groupe proche du *Parti ouvrier* (PO) de l'Argentine.

La campagne pour les 30 ans de la LIT-QI s'achève

Grand meeting à Buenos Aires



Le 1er décembre a eu lieu à Buenos Aires, en Argentine, le meeting principal de la Campagne pour le 30e anniversaire de la fondation de la LIT-QI. L'émotion et le contenu politique se sont combinés pour mettre le point final à une année bien intense et pour montrer une organisation internationale pleine de vie, se développant et participant activement dans les processus de la lutte de classes.

La splendide salle de théâtre de l'association *Unione e Benevolenza* était trop petite pour les quelque 900 personnes qui débordèrent de sa capacité et remplirent les sièges et les couloirs de la salle, le balcon, un couloir latéral et y compris le hall d'entrée. Les délégations internationales ont participé avec plus de 300 camarades, dont environ 250 du Brésil, et des représentants de la Bolivie, l'Amérique centrale, le Chili, la Colombie, l'Espagne, l'Italie, le Paraguay, le Pérou, le Portugal, l'Uruguay et le Venezuela. Quelques camarades qui font partie de l'histoire de notre courant étaient présents, bien que beaucoup d'entre eux ne militent plus activement, comme le Péruvien Ricardo Napuri, un des fondateurs de la LIT-QI. En outre, le meeting a été suivi en direct par webcast, dans de nombreuses villes à travers le monde.

La salle était décorée avec des drapeaux de la LIT-QI et des banderoles qui exprimaient différents slogans de son programme, comme le soutien à la révolution arabe, aux luttes des travailleurs et des jeunes en Europe, à la



lutte contre l'oppression des femmes et d'autres, sans oublier les drapeaux qui représentaient les différentes sections et organisations de l'Internationale. La campagne pour la camarade colombienne Carolina Garzón, disparue en Equateur, était particulièrement mise en évidence.

Le meeting débuta avec l'entrée de ces drapeaux, suivis par une colonne de jeunes de l'ensemble des délégations. Après la constitution de la présidence du meeting, une vidéo, réalisée par une équipe du PSTU-B, a retracé l'histoire de la LIT-QI, puis la militante syrienne Sara Al Suri a salué l'assemblée. Par la suite, les discours et les vœux des différents intervenants ont commencé.

Une militante palestinienne entre dans la LIT-QI

La militante palestino-brésilienne Soraya Misleh fut la première à prendre la parole. Elle annonça avec émotion son entrée, après une période de travail en commun, dans le PSTU-B et la LIT-QI, comme seul moyen de continuer sa lutte pour la destruction de l'Etat d'Israël, la construction d'une Palestine unique, laïque, démocratique et non raciste, et le caractère nécessairement

international de la bataille du peuple palestinien.

La camarade chilienne Camila Ruiz, militante d'*Izquierda Comunista* et dirigeante étudiante, prit la parole en représentation des jeunes de la LIT-QI. Eduardo Almeida Neto, alias Edu, du PSTU-B, rappela le renforcement de l'Internationale et l'importance du patrimoine politique et de principes qu'elle représente. Zé Maria de Almeida et Amanda Gurgel, du PSTU-B et récemment élus comme conseillers pour le parti dans la ville de Natal, prirent également la parole.

La lutte contre les oppressions

Parmi les représentants du parti brésilien, nous devons souligner la participation de Vera Lúcia, qui fit vibrer le public en abordant la question des oppressions sous le capitalisme (des femmes, des Noirs et des homosexuels, entre autres), avec des mots simples, propres de son origine ouvrière. (« *J'aurais aimé parler ici en espagnol, mais, comme moi, une grande partie de la classe ouvrière n'a pas accès à l'instruction.* ») Son discours émouvant contre la surexploitation des femmes, des Noirs, des homosexuels, fit que

les présents entonnaient le slogan : « Notre combat, / c'est tous les jours, / contre le machisme, / le racisme et l'homophobie. »

La nécessité de construire l'Internationale

Parmi les camarades argentins, Demian Romero, enseignant de Neuquén, récemment élu comme secrétaire adjoint du syndicat provincial ATEN par une liste d'opposition, s'adressa à l'assemblée. En représentation de la direction nationale du PSTU-A, Eduardo Barragan parla de la réalité politique du pays, puis de la nécessité de construire l'Internationale et ses sections – dans le cadre des révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et de la montée de la classe ouvrière et des jeunes en Europe, ce dernier processus étant ce que Moreno attendait pendant des décennies.

L'intervention centrale

Le discours final, en représentation de la direction de la LIT-QI, incomba au camarade Ángel Luis Parras, alias Caps, de *Corriente Roja* en Espagne. Caps avait été un des principaux orateurs de la colonne de 60 000 travailleurs organisés par le syndicalisme alternatif, lors des mobilisations de la grève du 14 novembre (14N).

Dans un discours à la fois profondément politique, émotionnel, et truffé de traits d'humour, suivi attentivement par les participants, Caps déclara : « Nous sommes témoins, dans le monde, d'une situation marquée par deux principaux facteurs qui interagissent l'un avec l'autre. D'une part, il y a une crise

mondiale sans précédent de tout le système capitaliste, et d'autre part, il y a une montée hors du commun des luttes des travailleurs et des peuples. Et comme sous-produit, il y a le processus de réorganisation politique et syndicale. »

Se référant aux révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, il déclara : « De la Tunisie à l'Égypte, en passant par la Libye ou la Syrie, les peuples ont envahi la scène politique et les révolutions ont balayé la région comme une trainée de poudre. La LIT n'a pas hésité, dès le premier jour, à dire que nous sommes du côté de ces révolutions. Et à cause de cette position, nous avons eu à endurer toutes sortes de qualificatifs, y compris dans la gauche et chez certains trotskystes. Nous avons été étiquetés de pro-impérialiste. [...] Puis, quand il n'y avait plus un seul pays où les peuples ne sont pas descendus dans la rue contre les tyrans, nos détracteurs cherchent à analyser ces processus séparément, comme s'ils étaient en train de défolier une marguerite. Et ils disent ; "Contre Ben Ali, si ; contre Kadhafi, non". "Contre Moubarak, si ; contre Bachar Al-Assad, non". [...] Quand les peuples prennent les armes contre leurs dictatures, comme c'est le cas pour l'héroïque peuple syrien, on est avec eux ou on est avec les dictateurs. Et celui qui n'est pas contre Assad sera complice d'Assad. »



Meeting à Bogota (Colombie)

Concernant la situation européenne, les plans féroces d'ajustement et les luttes qui y font face, il a mis l'accent sur le débat politique qui divise la gauche : « Aujourd'hui, au milieu de cette situation en Europe, il y a deux stratégies dans la gauche. Il y a, d'une part, essentiellement l'illusion qu'avec une large victoire électorale, nous pouvons en finir avec les gouvernements de la troïka et faire des changements. C'est un projet électoraliste. Par contre, le centre de la stratégie révolutionnaire en Europe se trouve ailleurs : le développement de formes de pouvoir ouvrier et populaire. »

Son discours s'est terminé par la revendication de l'actualité de notre « rêve » pour la révolution socialiste : « Comme disait Lénine : "Nous avons le droit de rêver. Rêves, croire en eux !" Ou le vieux Trotsky : "Les révolutions semblent impossibles jusqu'à ce qu'elles soient inévitables." Nous nous rappelons notre camarade, ami et maître à penser, Moreno, quand il disait, il y a 27 ans, à Buenos Aires : "Il n'y a pas de Dieu qui a dit que nous ne pouvons pas gagner." »

D'autres meetings



Le meeting de Buenos Aires fut le point culminant d'une campagne intense qui comprenait de nombreuses activités, dont l'édition de livres et d'un numéro spécial de *Courrier International*, des dossiers sur notre site, des soirées de débat, des conférences, etc., ainsi que quelques autres meetings dans différentes villes du monde. Au Brésil, le point culminant fut le meeting lors du Congrès de la CSP-Conlutas à Sumaré (São Paulo), en avril 2012, avec environ 1 200 personnes. A Bogota (Colombie), le 27 octobre 2012, le PST commémora simultanément le 30e anniversaire de la fondation de la LIT et le 35e anniversaire de la fondation du parti colombien, en présence de quelque 150 personnes. Parmi d'autres

meetings, il y eut celui du 15 décembre 2012 à Madrid (Espagne), de *Corriente Roja* en commun avec le MAS du Portugal et d'autres délégations européennes, avec 350 participants, et celui de San José (Costa Rica), organisé par le *Parti des travailleurs* (PT), avec la présence de délégations centre-américaines (250 camarades). Le PdAC organisa son traditionnel séminaire annuel autour du thème de la fondation de la LIT-QI, et les camarades chiliens organisèrent une conférence à Santiago, avec environ 50 participants.

La légalisation et la participation électorale des sections de la LIT-QI

Pendant les années 2012 et 2013, le nombre de sections de la LIT-QI qui participent aux processus électoraux dans leur pays – ou qui cherchent à obtenir des conditions juridiques pour cela – a augmenté. Nous croyons que c'est un signe de maturité et de croissance de notre Internationale.

Rédaction de Courrier International

Dans un encadré, nous abordons les débats qui ont toujours existé dans la gauche, concernant la participation aux élections et l'action parlementaire au sein de la gauche et des organisations et révolutionnaire. Voyons donc ce qui a été obtenu par les sections de la LIT-QI en 2012 et 2013, à partir de notre position : obtenir la légalisation de nos partis quand la démocratie bourgeoise le permet et participer aux élections afin de mieux lutter pour la conscience des masses et construire les organisations révolutionnaires.

Brésil

Le PSTU-B a déjà une longue tradition de participation électorale avec ses candidats. En 2012, il a participé aux élections municipales dans les grandes villes du pays, que ce soit avec ses propres candidats ou participant à des fronts avec d'autres organisations de gauche. Ce fut une campagne victorieuse, car Cleber Rebelo (dirigeant des travailleurs de la construction civile à Belém) et Amanda Gurgel (enseignante de Natal) ont été élus conseillers dans leurs villes respectives. Cleber obtint un grand soutien dans son secteur et Amanda obtint le nombre de voix le plus haut dans l'histoire de la ville (et le pourcentage de voix d'un conseiller le plus élevé, de tout le pays).

Paraguay

Le PT participe de nouveau aux élections en 2013. Il a comme candidats, entre autres, le journaliste Coco Arce pour la présidence, Bareiro Gloria pour la vice-présidence, et Julio Lopez (président de la *Central Clasista de los Trabajadores*) pour le Sénat. La liste est complétée par de nombreux militants ouvriers et dirigeants paysans, et sa devise est : « Si tout n'est pas changé, ça ne change rien ». Elle représente la

seule alternative de classe à la fausse polarisation entre le *Parti Colorado* (traditionnel et réactionnaire) et le *Front Guasú* (une coalition entre la majorité de la gauche et des secteurs bourgeois, conduite naguère par l'ancien président Lugo, qui a maintenant Anibal Carrillo Iramain comme candidat.)

Italie

Le PdAC est aussi en train de construire, dans sa courte carrière, une tradition de participation électorale au service d'une politique révolutionnaire. En 2012, il a présenté la candidature d'Ibrahima Barrya, un ouvrier immigrant noir africain, pour la mairie de Vérone. Et cette fois, il présente avec la même audace Adriano Lotito, un jeune militant de la lutte étudiante, comme candidat à Premier ministre du pays.

Costa Rica

La jeune section de la LIT-QI dans ce pays, le MAS, avait identifié la nécessité d'obtenir la légalisation et décida de s'enregistrer légalement comme PT. Après avoir mené une campagne

d'assemblées dans les 84 cantons et les sept provinces du pays, le PT remporta l'inscription électorale nationale en janvier 2013. Tout en continuant à participer aux luttes du pays, son plan prévoyait la participation dans les élections de 2014. Il existe deux pôles bourgeois qui se demandent qui devrait prendre les rênes du gouvernement : le pôle majoritaire du *Parti de libération nationale*, actuellement au gouvernement, et le pôle du *Parti d'Action citoyenne* d'Ottón Solís, dans l'opposition. Le but est de créer un troisième pôle qui avance la nécessité d'un gouvernement ouvrier, paysan et populaire, avec un programme qui se bat pour les demandes les plus urgentes de la classe ouvrière et des masses.

Portugal

Après avoir quitté le *Bloc de Gauche* en 2012, le courant *Ruptura/FER* a commencé à construire le Mouvement Alternative socialiste (MAS) en tant qu'organisation indépendante. Depuis sa création, le MAS se proposa d'obtenir la légalisation, un objectif atteint après

Nos candidats du Parti des travailleurs (PT) du Paraguay.





Meeting du Mouvement Alternative socialiste (MAS) du Portugal.

une campagne réussie avec l'obtention de milliers de signatures de soutien. Dans son manifeste programmatique, le MAS se prononce « pour une alternative socialiste, un nouveau programme

et un nouveau parti » et la nécessité d'une nouvelle révolution comme celle du 25 avril 1974 (la chute de la dictature dans le pays).

Honduras

Le 5 décembre dernier, des représentants du Parti socialiste des travailleurs (PST) ont communiqué au Tribunal suprême électoral (TSE) la constitution du PST en tant que parti politique. Bien que l'enregistrement n'entrera en vigueur qu'à compter de 2014, le parti est descendu dans la rue pour recueillir les signatures nécessaires pour enregistrer la candidature indépendante socialiste du camarade Fredin Funez, comme député pour le département de Francisco Morazán en 2013. Fredin est un militant de premier plan dans la résistance au coup d'Etat de 2009 et un avocat de renom en défense des travailleurs et des droits de l'homme. Après un peu plus d'un mois de campagne, ils ont déjà obtenu plus de 10 000 signatures.



Les révolutionnaires et les élections

Alejandro Iturbe

La participation des organisations révolutionnaires aux processus électoraux et aux institutions parlementaires de la démocratie bourgeoise a toujours fait l'objet d'un débat intense, avec deux points.

Un premier débat concerne les courants qui – à partir de la dénonciation correcte des élections et des parlements comme des pièges et des outils au service de la défense du système capitaliste – tirent la conclusion que c'est une grave erreur de rechercher la légalisation et de participer à ces élections, puisque ce serait une façon de les valider et de les légitimer.

Dans son livre intitulé « Le gauchisme, maladie infantile du communisme », Lénine – qu'on ne peut gère accuser de « réformiste », et qui avait déjà dirigé la prise révolutionnaire du pouvoir en Russie en 1917 – répond à cette position : « La participation aux élections parlementaires et aux luttes parlementaires est obligatoire pour le parti révolutionnaire du prolétariat, précisément afin d'éduquer les couches retardataires de sa classe. [...] Tant que vous n'avez pas la force de dissoudre le parlement bourgeois et toutes les autres institutions réactionnaires, vous êtes tenus de travailler dans ces

institutions précisément parce qu'il s'y trouve encore des ouvriers abrutis par la prêtraille et par l'atmosphère étouffante des trous de province. Autrement vous risquez de n'être plus que des bavards. »

En d'autres termes, tant que nous n'avons pas la force de les détruire par la voie révolutionnaire, nous devons, dans la mesure de nos possibilités, participer aux élections et au Parlement afin de nous battre pour la conscience des travailleurs et des masses et de combattre leurs illusions dans la démocratie bourgeoise. C'est là qu'est discuté en dernière instance, quoique de façon déformée, qui doit diriger un pays (quelle classe).

A partir de cette position générale, il y a diverses tactiques selon les circonstances propres à chaque pays et au parti. Il serait trop long d'énumérer les diverses tactiques que le courant móréniste a promues tout au long de son histoire dans les différents pays. Entre-temps, la IIIe Internationale vota, lors de son deuxième Congrès (1920), une résolution célèbre pour orienter la participation électorale, avec des critères pour sélectionner les candidats et des normes d'intervention pour les parlementaires élus.

Le deuxième débat, à l'opposé du premier, est avec ces organisations qui placent la participation électorale et parlementaire dans le centre de leur activité. Avec cela, tout d'abord, ils transforment ce qui est une tactique pour la construction du parti et sa croissance (tirer profit des élections) dans une stratégie (toute la politique du parti passe par les élections). En second lieu, ils modifient le caractère même de l'organisation, qui n'est plus révolutionnaire et devient réformiste et de plus en plus adaptée au régime bourgeois et à sa corruption parlementaire. C'est ce qui est arrivé, malheureusement, ces dernières années, avec une grande partie de la gauche, qui se disait « révolutionnaire » et même « trotskyste », et qui construit maintenant des partis comme le PSOL brésilien ou les anticapitalistes européens.

Face à l'abstentionnisme, d'une part, et l'électorisme réformiste, d'autre part, la LIT-QI revendique la position classique de Lénine : nous essayons d'obtenir la légalisation de nos partis quand la démocratie bourgeoise le permet, et nous participons aux élections pour mieux lutter pour la conscience des masses et pour construire les organisations révolutionnaires.

Paris, 22-24 mars 2013

Rencontre syndicale internationale

Cet appel est lancé par des organisations syndicales en Europe, en Afrique et en Amérique. [...] Il s'adresse à toutes les organisations syndicales qui se prononcent pour le syndicalisme de combat, la démocratie ouvrière, l'auto-organisation des travailleurs et la nécessité d'une transformation sociale.

La crise du système capitaliste a des conséquences dans le monde entier

(...) Cette crise globale du capitalisme montre l'impasse d'un développement basé sur un partage de plus en plus inégal de la richesse produite (...). Pour sauver les profits des actionnaires et des patrons et pour assurer l'avenir des banques, les institutions mondiales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, etc.), les gouvernements et le patronat s'attaquent de plus en plus fortement aux droits des travailleurs.

Le système économique et politique actuel organise le pillage de nombreux pays, oblige des millions de personnes à quitter leur région d'origine pour survivre... et nie ensuite tous leurs droits sous prétexte qu'ils sont immigrés.

Destruction des services publics, remis en cause de tous les droits sociaux, attaques envers les droits syndicaux, libertés syndicales bafouées, développement de la précarité et du chômage pour faire pression sur les populations... Ce sont les mêmes méthodes qui sont utilisées dans tous les pays !

Pour arriver à leurs fins, ils utilisent tous les moyens : criminalisation, procès, arrestations, interventions policières, occupations militaires, entraves de toutes sortes aux droits collectifs et individuels. La répression est une de

leurs armes contre ceux qui résistent, qui s'opposent, qui construisent des alternatives. Notre solidarité, par delà les frontières, est une de nos réponses.

Le syndicalisme dont nous nous revendiquons

Le syndicalisme a la responsabilité d'organiser la résistance à l'échelle internationale, pour construire à travers les luttes la nécessaire transformation sociale de la société. Notre syndicalisme vise au renversement du modèle de développement économique, social et politique, fondé sur l'hégémonie de la finance, du profit et de la compétitivité. Au contraire, nous voulons construire un système fondé sur les biens communs, sur la redistribution des richesses entre tous ceux qui contribuent à leur création, sur les droits des travailleurs et sur un développement écologiquement soutenable.

Nous revendiquons l'extension, la démocratisation et l'appropriation sociale des services publics [...], la libre circulation des personnes et l'égalité des droits sociaux et politiques de tous, indépendamment de la nationalité, de l'origine, du sexe [...].

Notre syndicalisme allie la défense des intérêts immédiats des travailleurs et la volonté de changement social profond. Il ne se limite pas au champ revendicatif économique, il englobe des

sujets comme le droit au logement, le droit à la terre, l'égalité entre hommes et femmes, l'antiracisme, l'écologie, l'anticolonialisme, etc. Les intérêts que nous défendons sont ceux de la classe ouvrière (travailleurs en activité ou en retraite, chômeurs, jeunes en formation). Ils s'articulent avec ceux des peuples de toutes les régions du monde. En cela, nous nous opposons frontalement au patronat, aux gouvernements et aux institutions qui sont à leur service, et nous revendiquons notre autonomie vis-à-vis de toutes les organisations politiques.

[Nous sommes des organisations syndicales différentes], mais nous partageons ce qui est essentiel : nous sommes déterminés à avancer dans la coordination du syndicalisme de lutte, au plan international. [...] En organisant cette rencontre, nous n'avons pas la prétention de déclarer la constitution d'une nouvelle organisation internationale ! Nous voulons renforcer et élargir un réseau du syndicalisme démocratique, autonome, alternatif, internationaliste.

Nous voulons partager nos expériences, nous enrichir des résistances et acquis de tous, construire l'unité à travers les frontières, mettre en œuvre la solidarité internationale des travailleurs. Face à la crise qui frappe les

Invitation à une rencontre syndicale internationale du 22 mars au 24 mars à Paris - 2013



Union Syndicale Solidaires
France



Central Sindical e Popular
Brésil



Confederacion General del Trabajo
Etat espagnol



Organisation Démocratique
du Travail - Maroc

Syndicalisme international : nous construisons l'avenir !

populations de tous les pays, et dont le capitalisme est responsable, il est nécessaire de coordonner et d'unifier nos luttes. Nous appelons les collectifs syndicaux à nous rejoindre pour construire cette unité d'action syndicale [...].

Cette démarche, nous voulons la construire pas à pas, avec toutes les organisations syndicales de lutte, pour qui le système capitaliste n'est pas le mode d'organisation indépensable pour nos sociétés, et qui construisent le changement à travers les luttes collectives quotidiennes et les réflexions sur la société que nous voulons.

Pour cette rencontre internationale, nous avons des propositions d'objectifs. Mais c'est ensemble que nous les définirons et que nous pourrons les mettre en œuvre :

- Mettre en œuvre des actions de solidarité syndicale, ciblées sur un ou deux pays.

- Intervenir de manière unitaire et coordonnée pour appuyer des luttes et des campagnes internationales : soutien au peuple palestinien, reconnaissance du syndicalisme autonome dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, contre l'occupation militaire d'Haïti, contre les traités européens qui imposent l'austérité [...], etc.
- Renforcer et étendre le travail international mené dans les secteurs professionnels (transport, éducation, centres d'appel, industrie, commerce, santé, etc.) et sur des questions interprofessionnelles (droit des femmes, immigration, logement, écologie, santé et travail, etc.)
- Décider ensemble des moyens matériels nécessaires à la réussite de nos projets communs.

Nous vous invitons à nous dire si la démarche vous intéresse, si le projet vous paraît utile et si votre organisation pense participer à cette rencontre internationale.

syndicalisme.inter@solidaires.org
internacional@cspconlutas.org.br

- Union Syndicale Solidaires – France
Christian Mahieux
- Central Sindical y Popular – Conlutas – Brésil
Dirceu Travesso
- Organisation Démocratique du Travail – Maroc
Ali Lofti
- Confederacion General del Trabajo – Espagne
Jacinto Ceacero Cubillo

Entretien avec Dirceu Travesso (dirigeant de CSP-Conlutas)

« Partager des expériences, avancer dans la solidarité et l'unité dans la lutte, discuter de la stratégie et des modèles organisationnels »

Quel est le contexte dans lequel se réalise cette réunion ?

D'une part, face à la crise économique, il y a les attaques du système capitaliste, à travers les plans d'ajustement des gouvernements et des branches de l'économie, comme c'est le cas de l'exploitation minière ou des entreprises, par exemple, General Motors (GM). Ce sont les mêmes plans, à quelques variantes près, à travers le monde. D'autre part, contrairement à ce qui s'est passé au premier moment de la crise (jusqu'en 2009), la réponse des travailleurs, la résistance, est beaucoup plus élevée. A l'heure actuelle, il y a des processus de lutte en Grèce, en Italie, en Espagne, en Inde... Les combats se radicalisent plus, comme dans le cas de la mine de Marikana en Afrique du Sud. Et il commence à y avoir généralement une coordination internationale naturelle, comme on le voit en Europe avec le 14N et lors de la journée internationale de lutte de plusieurs sites de General Motors, dans plusieurs pays. Et la lutte des peuples arabes mérite un paragraphe spécifique, en raison de son importance.

Mais les directions ne promeuvent pas cette dynamique naturelle...

Les vieilles directions bureaucratiques – bien qu'elles dirigent et influencent encore des secteurs importants de travailleurs – sont en crise, parce qu'elles n'organisent pas la lutte à l'échelle nationale, et encore moins à l'internationale. Elles sont complices des ajustements des gouvernements et des entreprises. Lorsque le processus les oblige à se mettre à la tête et prendre l'une ou l'autre mesure, elles le font formellement et pour freiner. Il faut donc avancer sur une autre voie, avec les secteurs syndicaux plus militants, même s'ils sont encore une minorité. Il faut aller de

l'avant sur la voie de la dernière « grève européenne » (14N) et de la journée internationale de General Motors.

Quels seront les autres participants, en outre des organisateurs ?

Je donne une liste provisoire, car elle continue à s'allonger avec d'autres organisations, intéressées à participer. De l'Europe viennent : les camarades allemands de *Labour Net*, avec un travail dans l'industrie automobile ; *No Austerity*, de l'Italie, avec des représentations importantes de militants métallos, d'enseignants et de travailleurs immigrés ; des représentants de la TUC de Liverpool et du transport, des enseignants et de la construction civile, de Grande-Bretagne ; *Cobas* de l'Espagne... De l'Amérique viennent : la *Central Clasista de los Trabajadores* (CCT) du Paraguay, Batay Ouvriye de Haïti, des syndicats miniers du Pérou... Il y aura en outre, presque à coup sûr, la participation de quelques représentants des organisateurs de la journée internationale de lutte de GM (dont Detroit), les mineurs d'autres pays, etc. Je m'excuse si j'ai oublié l'une ou l'autre organisation ou délégation déjà confirmée.

Alors, quels seraient les objectifs de la réunion ?

Tout d'abord, l'échange d'expériences d'organisations syndicales de caractéristiques différentes, bien que toutes peuvent être définies comme classistes, indépendantes et combattives. Deuxièmement, répondre à la réalité immédiate, aux luttes qui se déroulent aujourd'hui et où nous intervenons à travers la promotion de la solidarité active, l'unité des luttes et la mise en œuvre de campagnes communes. Troisièmement, lancer un débat ouvert sur la stratégie de lutte contre le capitalisme et sur les modèles d'organisation, pour construire une alternative de direction syndicale aux vieilles bureaucraties compliques.

Campagne internationale pour la restitution des dirigeants syndicaux licenciés par le gouvernement de Martinelli Bernardo Cerdeira

Au moment de la rédaction de cet article, le camarade Luis Lee, secrétaire d'organisation de l'Association nationale de fonctionnaires de la Caisse de sécurité sociale (ANFACSS) en est à son quatrième jour de grève de la faim, pour protester contre son licenciement de cette institution. Lee, qui est resté enchaîné dans le bâtiment de l'Ombudsman, ces quatre jours, travaillait depuis 29 ans dans la CSS.

La direction de la CSS prétend qu'il aurait été irrespectueux envers le directeur général de l'entité, Guillermo Sáez Llorens, et qu'il aurait réalisé des activités syndicales pendant les heures de travail. Cependant, Lee accuse : « *On ne m'a pas licencié parce que j'étais un mauvais fonctionnaire, mais pour des activités syndicales dans lesquelles je diffusais des informations à propos de la crise des hôpitaux, qui coûte la vie à de nombreux patients, et à propos de l'appropriation de fonds [de la CSS].* »

Les faits lui donnent raison, car il ne s'agit pas d'un cas isolé. Les travailleurs de la CSS, et en particulier les dirigeants d'ANFACSS, ont été la cible d'attaques de la direction de la CSS qui obéissait à des directives du gouvernement Martinelli.

D'abord, la direction nationale de la CSS a licencié le camarade Gerardo Gonzalez, secrétaire général et principal dirigeant d'ANFACSS. Ce renvoi fut suivi par une attaque de la direction de la CSS contre toutes les associations de fonctionnaires dans ce secteur. Ont été virés : Irida Cano (Association des employés du CSS) ; Juan Samaniego (Association de fonctionnaires indépendants de la CSS), Benjamin Batista (ANFACSS) ; Gabriel Pascual (ANFACSS) ; Elineth Menchaca (ANFACSS) et finalement Luis Lee. En outre, Andrés Rodríguez, de l'Association de professeurs de la République de Panama, a lui aussi été licencié.

L'attaque a à voir avec la lutte des travailleurs de la Caisse de sécurité sociale, la fermeté de la direction d'ANFACSS qui les représente et la politique du gouvernement Martinelli.

ANFACSS a dénoncé le fait que les travailleurs de la CSS sont menacés par le projet du gouvernement d'unifier le CSS avec le ministère de la Santé (MINSa), une mesure qui donnerait lieu à des coupes budgétaires, des licenciements, l'augmentation de la charge de travail et la détérioration du service public de santé. En outre, la direction d'ANFACSS a dénoncé le Directeur général au BIT, pour avoir violé les droits des travailleurs, et aux tribunaux et aux médias, pour être en train de dévaliser et de gaspiller des ressources économiques de la CSS et de donner des augmentations exagérées aux Directeurs exécutifs nationaux.

Il faut d'ailleurs situer le licenciement des dirigeants syndicaux dans le cadre des attaques des patrons et du gouvernement Martinelli contre la classe ouvrière et les secteurs populaires. Récemment, 400 opérateurs du transport en commun (Metro et bus) de la ville de Panama ont été licenciés en représailles pour leur participation à la tentative de grève échouée du 31 janvier. La plupart des employés licenciés faisaient partie du Syndicat des travailleurs du transport collectif et sélectif de Panama, encore en formation. Parmi les personnes licenciées, il y a le dirigeant Innocente Guerra, qui

fut le porte-parole des grévistes.

Le mouvement syndical et populaire international peut et doit soutenir efficacement la lutte des travailleurs et du peuple de Panama. Nous demandons d'envoyer des messages de solidarité et de protestation pour exiger au gouvernement du président Martinelli d'annuler les mesures et de rétablir les dirigeants syndicaux licenciés dans leurs fonctions.

A cet égard, ANFACSS demande aux syndicats, aux organisations et aux personnalités démocratiques et populaires de tous les pays, d'envoyer des lettres au Président de la République de Panama. Les lettres peuvent reprendre le modèle reproduit ci-joint.

Merci d'envoyer une copie des signatures recueillies à la direction de la Caisse de sécurité sociale :

Président du Conseil
Abel Vergara
abvergara@css.gob.pa.

Directeur général
Guillermo Saenz Llorens
gjsaenz@css.gob.pa

Directeur adjoint
M. De Souza
m.desouza @ css.gob.pa

M. Ricardo Martinelli
Président de la République de Panama

Monsieur le Président :

Les soussignés ont été informés du licenciement des dirigeants syndicaux Gonzalez Gerardo (secrétaire général de l'Association nationale de fonctionnaires de la Caisse de sécurité sociale ANFACSS), Luis Lee (Secrétaire d'organisation d'ANFACSS), Irida Cano (secrétaire de finances de l'AECS), Andrés Rodríguez (Secrétaire général d'ASOPROF), Benjamin Batista (ANFACSS), Gabriel Pascual (ANFACSS), Elineth Menchaca (ANFACSS) et Juan Samaniego (Association des fonctionnaires indépendants de la CSS).

Ces dirigeants syndicaux sont licenciés pour être à l'avant-garde des luttes pour défendre les intérêts des travailleurs et du peuple panaméens, dans un acte de persécution syndicale.

Nous demandons votre intervention, par respect du droit de syndicalisation et de protestation, pour que ces dirigeants syndicaux soient réintégrés ; sinon, nous devrions considérer que votre gouvernement viole ces droits, et nous étendrions alors la dénonciation à l'échelle internationale.

Journée internationale de la femme

HOMMES ET FEMMES DE LA CLASSE OUVRIÈRE UNIS CONTRE LE CAPITALISME ET LE MACHISME

